



# Le CŒUR des QUÉBÉCOIS

L'évolution du Québec  
de 1976 à aujourd'hui

MARIE GRÉGOIRE  
ÉRIC MONTIGNY  
YOURI RIVEST





# LE CŒUR DES QUÉBÉCOIS

L'évolution du Québec de 1976 à aujourd'hui



# LE COEUR DES QUÉBÉCOIS

L'évolution du Québec de 1976 à aujourd'hui

MARIE GRÉGOIRE,  
ÉRIC MONTIGNY, PH.D.  
ET YOURI RIVEST



**Presses de  
l'Université Laval**

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Canada

Maquette de couverture : Laurie Patry

Mise en pages : Diane Trottier

Photographie de Marie Grégoire : Bénédicte Brocard

Photographie d'Éric Montigny : Louise Leblanc

© Presses de l'Université Laval. Tous droits réservés.

Dépôt légal 4<sup>e</sup> trimestre 2016

ISBN 978-2-7637-3141-4

PDF 9782763731421

Les Presses de l'Université Laval

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

*À Eva, Zoé, Jules et Samu.*

*Ils sont, pour nous,  
une véritable source de motivation.*



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
Du rêve du grand soir au grand éclatement .....	2
Auscultier le cœur des Québécois .....	6

## PARTIE I UNE RADIOGRAPHIE DES QUÉBÉCOIS: DE GRANDS CHANGEMENTS

Chapitre 1	
<b>Démographie: le relais des baby-boomers</b> .....	<b>13</b>
Le vieillissement de la population et ses effets .....	13
Un portrait des Québécois selon leurs cohortes .....	19
Passer au suivant .....	25
Chapitre 2	
<b>La famille au pluriel: papa n'a plus toujours raison.</b> .....	<b>29</b>
La famille de 1976, les familles de 2016... ..	30
La place de l'enfant change .....	35
Une redéfinition des rôles .....	36
Pendant que papa et maman travaillent, qui s'occupe des enfants?..	38
L'héritage familial .....	40

Chapitre 3

<b>Valeurs: entre ruptures et continuités. . . . .</b>	<b>43</b>
Un petit retour en arrière. . . . .	44
Une société d'origine latine et d'origine française. . . . .	46
Un peuple nord-américain. . . . .	48
La peur de disparaître et le statut minoritaire des Québécois . . . . .	50
Le lien avec la terre . . . . .	52
Un héritage catholique. . . . .	55

PARTIE II  
FRAGMENTATION DE LA VIE POLITIQUE

Chapitre 4

<b>Le retour à la diversité électorale . . . . .</b>	<b>63</b>
La campagne de 1976: le bon gouvernement. . . . .	64
Du bipartisme au multipartisme: un système partisan plus ouvert. .67	
La diversité de l'offre politique. . . . .	70
Le déclin de la force électorale des boomers . . . . .	73
Un déclin des formes traditionnelles de participation. . . . .	75

Chapitre 5

<b>Le déclin des Oui et des Non. . . . .</b>	<b>79</b>
Un peu d'histoire. . . . .	80
1976-2016: un nouveau nationalisme . . . . .	82
La montée du clivage gauche-droite et l'effet des carrés rouges. . . . .	84
L'indépendance ne fait plus rêver comme en 1976. . . . .	87
Le déclin de l'appui aux partis indépendantistes traditionnels . . . . .	90

### PARTIE III UNE IDENTITÉ QUÉBÉCOISE EN MOUVEMENT

Chapitre 6	
<b>Un territoire lié à l'identité . . . . .</b>	<b>97</b>
1976: la reprise en main du territoire . . . . .	98
Une reconnaissance des nations autochtones . . . . .	102
Villes et régions . . . . .	106
Les Québécois aiment le Québec . . . . .	108
Chapitre 7	
<b>Culture: une identité qui s'affirme de différentes façons . . . . .</b>	<b>111</b>
Nos artistes, un moteur de fierté . . . . .	113
De Canadien français à Québécois. . . . .	116
Français langue commune: l'héritage de la loi 101 . . . . .	118
Le débat de la laïcité . . . . .	121
Chapitre 8	
<b>Immigration: le nouveau visage des Québécois . . . . .</b>	<b>125</b>
Un Québec qui affirme sa compétence. . . . .	126
De 1976 à 2016: un Québec de plus en plus pluriel . . . . .	128
Le défi de l'intégration et de la francisation . . . . .	131
Les Québécois et l'immigration: d'abord une question de valeurs	135

### PARTIE IV REMISES EN QUESTION ET INITIATIVES NOUVELLES

Chapitre 9	
<b>Plus ou moins d'État, telle est la question? . . . . .</b>	<b>141</b>
Le développement de l'État québécois . . . . .	142
Le modèle québécois . . . . .	145
L'État et les Québécois . . . . .	149
L'État québécois dans le contexte canadien . . . . .	151

## Chapitre 10

<b>Économie et environnement : vers un développement plus durable?</b> . . . . .	<b>155</b>
1976 un modèle économique toujours en place . . . . .	156
2016: faire mieux . . . . .	157
Prosperité durable: une économie plus juste et plus verte . . . . .	160
Maîtres chez nous? . . . . .	162
Une main-d'œuvre qualifiée et beaucoup plus féminine. . . . .	164
Un Québec qui innove . . . . .	167

## Chapitre 11

<b>Du curatif au préventif: une vision d'équilibre et d'équité en éducation et en santé</b> . . . . .	<b>171</b>
1976: dépenser sans compter. . . . .	172
2016: le manque de ressources et la dualité privé-public . . . . .	174
Un taux de diplomation en croissance, mais encore. . . . .	175
Le rêve de faire de l'éducation une véritable priorité. . . . .	177
Du curatif au préventif: pour une vision intégrée . . . . .	179
Un grand chantier pour l'éducation. . . . .	182
Un modèle de santé innovant . . . . .	184

<b>Conclusion</b> . . . . .	<b>187</b>
Des signes d'inquiétude. . . . .	189
Des signes de fierté . . . . .	191
L'équité intergénérationnelle . . . . .	193
Et l'avenir? . . . . .	196

<b>Remerciements.</b> . . . . .	<b>199</b>
---------------------------------	------------

## Annexe

<b>Résultats détaillés du sondage CROP-CRDIP</b> . . . . .	<b>201</b>
--	------------

# INTRODUCTION

L'année 1976 a été élevée à un rang quasi mythique dans l'imaginaire collectif des Québécois. C'était l'année du tout est possible. Dans notre récit national, il s'agit d'une période d'ébullition collective et culturelle. Avec l'arrivée au pouvoir du premier parti politique indépendantiste, jumelée à l'organisation de Jeux olympiques qui ont propulsé la métropole au rang des grandes villes du monde, 1976 fut à bien des égards une année pivot.

Du discours de victoire de René Lévesque au Centre Paul-Sauvé le 15 novembre 1976, on retient cette formule : « On n'est pas un petit peuple, on est peut-être quelque chose comme un grand peuple ! » Malgré la défaite du référendum de 1980 et le rapatriement de la constitution sans l'accord du Québec en 1982, René Lévesque est par la suite devenu une figure emblématique qui transcende les partis politiques. Il est devenu un symbole d'affirmation collective. Celui qui nous rappelle que nous sommes maîtres de choisir démocratiquement notre destin, quel qu'il soit.

L'Exposition universelle de 1967 a ouvert la porte aux Jeux olympiques de 1976. Elle aura permis aux Québécois de se prouver qu'ils étaient capables de recevoir la planète. En 1976, en suivant Tokyo, Mexico, Munich et précédant Moscou, Los Angeles et Séoul, Montréal prend sa place sur la scène internationale en organisant les Jeux olympiques dans le contexte très chargé politiquement de la guerre froide. Les Jeux de Montréal permettront cette fois au Québec d'être vu à la grandeur du monde. On a découvert une société francophone en Amérique

du Nord, une société moderne et bien vivante. Les Québécois d'alors ont embrassé les Jeux.

Au-delà de tout cela, que doit-on en retenir? Le message du Québec au reste du monde: on fait maintenant partie des grands. 1976 fut l'année du rêve. Quarante ans plus tard, à quoi rêvent les Québécoises et les Québécois? Quarante ans après l'élection du premier gouvernement du Parti québécois et la tenue de Jeux olympiques de Montréal, qu'en est-il de leurs aspirations?

## DU RÊVE DU GRAND SOIR AU GRAND ÉCLATEMENT

Sur le plan politique, 1976 marquait l'aboutissement naturel de la Révolution tranquille. L'effort de modernisation des institutions déployées dans les années 1960 a facilité une certaine rupture sur le plan de valeurs plus traditionnelles. Pour certains, cette révolution serait parachevée par l'avènement d'un Québec indépendant. L'arrivée du Parti québécois au pouvoir se traduirait donc logiquement par le grand soir où les Québécois diraient Oui à leur indépendance.

La Révolution tranquille n'avait effectivement de tranquille que l'esprit. En matières sociales, l'État remplaçait le clergé. Sur le plan des valeurs, ce dernier voyait son influence sociétale fondre dans la foulée de Vatican II, de l'arrivée de la pilule anticonceptionnelle et de la montée d'une nouvelle génération: celle des baby-boomers. L'État s'est modernisé en se dotant d'une véritable fonction publique. Le nationalisme québécois naissant a remplacé un nationalisme canadien-français plutôt défensif. Le concept de la survivance, où l'avenir du seul peuple majoritairement francophone en Amérique du Nord reposait sur l'Église, l'agriculture, un certain repli et une forte natalité, s'est effacé. Il a fait place à un nationalisme par lequel l'État québécois est appelé à jouer un rôle central pour protéger la démocratie et l'espace public, tout en veillant à l'épanouissement d'une nation québécoise majoritairement francophone et en contrôle de son économie.

Depuis 1976, le Québec a bien changé. Les Québécois aussi. Les défis, comme les repères identitaires et sociaux, ne sont plus les mêmes. Pour plusieurs, le Québec d'aujourd'hui se cherche. Démographiquement, il vieillit. Il est maintenant davantage pluriel, mais aussi plus ouvert sur le monde. Les enjeux sont également plus complexes. Plusieurs électeurs ne se définissent plus uniquement selon des étiquettes de Oui et de Non à l'indépendance. Ce clivage s'érode et laisse place à un nationalisme différent.

Plusieurs lignes de fracture s'expriment. Plus fragmenté socialement, démographiquement et politiquement qu'autrefois, le Québec vit aujourd'hui une période de grand éclatement. Des débats sur le modèle économique, sur l'identité et sur les politiques sociales divisent davantage l'opinion publique. Le conflit étudiant de 2012 a par exemple marqué la socialisation politique des nouvelles générations, tout comme les grands débats constitutionnels l'avaient fait pour leurs aînés.

La période de grand éclatement que vit le Québec d'aujourd'hui est bien réelle. Pour la comprendre, il importe de rappeler le climat qui prévalait en 1976. Tout un chacun a bien sûr ses propres souvenirs d'enfance. Les auteurs ont aussi les leurs. Marie a grandi dans Lanaudière, Éric sur la Côte-Nord et Youri dans la région de Montréal avec une part de racines grecques. Le Québec de 1976 nous semble bien différent de celui d'aujourd'hui. Enfants, nous passions notre temps à jouer dehors, peu importe la saison. De toute façon, nos parents n'avaient pas trop à s'inquiéter pour notre sécurité... La technologie? Les jeux vidéo en étaient encore à leurs balbutiements. Internet? Jamais entendu parler. Tout comme des téléphones cellulaires ou du four à micro-ondes. Dans une voiture, la bande huit pistes était révolutionnaire... Il ne s'agit pas d'être nostalgique, mais plutôt de constater des changements notables dans la vie quotidienne.

*Une offre culturelle plus fragmentée* – Nous avons essentiellement trois chaînes francophones de télévision : le canal 2, le 10

et Radio-Québec. C'était d'ailleurs généralement le plus jeune d'une famille qui faisait office de télécommande... En éducation, c'était l'époque des premières réformes pédagogiques et des émissions jeunesse du ministère. Le soir venu, la télévision devenait une histoire de famille. La musique originale franco-phonique avait la cote. Joe Dassin, avec *Et si tu n'existais pas*, Boule noire avec *Aimes-tu la vie comme moi?*, Luc Cousineau avec *Vivre en amour* et Michel Louvain avec *La Dame en bleu* trônaient au palmarès. Harmonium lançait son album double *L'Heptade* le 15 novembre, le jour même de l'élection du PQ.

Aujourd'hui, l'offre télévisuelle s'est multipliée. Les réseaux spécialisés, la baladodiffusion et les iTunes ou Netflix viennent fragmenter l'auditoire. Le Québec conserve tout de même des rendez-vous télévisuels. Cela dit, certains adolescents ont davantage en tête d'avoir leur propre chaîne YouTube... Le téléphone intelligent devient le véritable lien avec le monde pour une partie croissante de la population. On s'y informe. On y entretient ses réseaux et on y conserve ses choix musicaux. À l'été 2016, on peut entendre à la radio de nouvelles vedettes de l'émission *La Voix*, du Céline Dion, du Jonathan Painchaud, du Alexe Gaudreault, du Yan Perreault et du Alex Nevsky.

*Une économie plus éclatée* - En 1976, l'économie québécoise reposait essentiellement sur deux grands piliers : des emplois bien rémunérés associés à l'exploitation des ressources primaires et une croissance du secteur public. Les bannières commerciales chouchous des consommateurs du temps ne sont plus que des souvenirs. Steinberg faisait la lutte aux Provigo et Dominion de ce monde, Zellers contre Woolco. Aujourd'hui, les régions dites ressources éprouvent de grandes difficultés. On parle de dévitalisation de certaines communautés. La croissance de l'emploi repose plus que jamais sur des petites et moyennes entreprises (PME). Notre économie fait sa marque à l'international en misant sur la créativité et l'innovation. Montréal est même devenu un pôle d'excellence dans des domaines comme l'aérospatiale et l'informatique.

*Différents modèles de familles* - Il y a quarante ans, les familles étaient généralement nucléaires et déjà moins nombreuses que celles des générations précédentes. Pour la plupart d'entre elles, voyager se limitait à faire le tour du Québec durant les vacances. Les plus aventureux se rendaient sur les plages du Maine et du New Jersey. Rares étaient les enfants qui revenaient de l'école avec la clé au cou. La plupart allaient d'ailleurs dîner à la maison. Cela dit, les rencontres familiales avec les tantes, les oncles, les cousins et les cousines rythmaient encore la vie sociale. Tout comme les rites religieux. Aujourd'hui, les plus jeunes rêvent de faire le tour du monde. La notion de famille n'est plus la même. Les nouvelles générations, avec les amis et les réseaux sociaux, se sont même reconstituées de nouvelles « tribus ».

*Un population moins jeune et plus diversifiée* - En 1976<sup>1</sup>, la population du Québec s'établissait à 6 362 125, et il fallait « se parler », nous rappelait une publicité... On y dénombrait alors 98 022 naissances pour 43 801 décès, soit un accroissement naturel de 54 221 personnes. La migration nette ne s'élevait quant à elle qu'à 2 385. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, cette dernière fut même négative pendant plusieurs années, principalement en raison d'un exode au sein de la communauté anglophone. Quarante ans plus tard, la structure de la population québécoise est bien différente. Le Québec est plus peuplé, plus vieux et davantage pluriel. Il y a 8 357 630 de personnes au Québec et l'immigration provient maintenant de la Chine, de la France, de l'Algérie, d'Haïti, du Maroc et de l'Iran.

Dans les espaces publics, on a maintenant l'impression de voir moins de poussettes qu'en 1976. Cela dit, elles sont nettement plus chères et plus technologiques aujourd'hui... La perception n'est pas trompeuse puisqu'en 1976 la population de zéro à 19 ans comptait pour 35,3 % comparativement à 20,7 % en 2016. Le Québec voit aussi son poids démographique fondre

---

1. Données tirées de: <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bilan2014.pdf> et <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bilan2015.pdf>.

au sein de l'ensemble canadien. De 27 % en 1976, les Québécois ne comptaient que pour à peine plus de 23 % en 2016.

*Le multipartisme politique* – Sur le plan politique, en 1976, la polarisation politique s'installait entre les camps du Oui et du Non à l'indépendance. Les familles choisissaient leur camp. René Lévesque ne laissait personne indifférent. Admiré par les uns, il était détesté par d'autres. La même année, Robert Bourassa quitte la vie politique pour une première fois. Il entame alors une véritable traversée du désert. Pierre Elliott Trudeau demeure populaire. Pour le reste, la croissance de l'État et la démocratisation de toutes les sphères de la société font consensus.

Le portrait politique de 2016 est radicalement différent, à quelques choses près. Bien sûr, un autre Trudeau, Justin, demeure immensément populaire un an après son élection au poste de premier ministre du Canada. Toutefois, les débats constitutionnels ne mobilisent plus autant. On assiste même à un effritement du clivage Oui-Non au profit de débats portant sur le modèle de gouvernement et sur l'identité. Le multipartisme semble s'installer.

1976 devait permettre la réalisation du grand soir de l'indépendance. Il s'agissait pour plusieurs de l'aboutissement naturel de l'élan collectif initié par la Révolution tranquille. Pour certains, il s'agit d'ailleurs d'un rêve inachevé. Du grand soir, le Québec est passé à un grand éclatement. De nouvelles lignes de fractures sont apparues.

## AUSCULTER LE CŒUR DES QUÉBÉCOIS

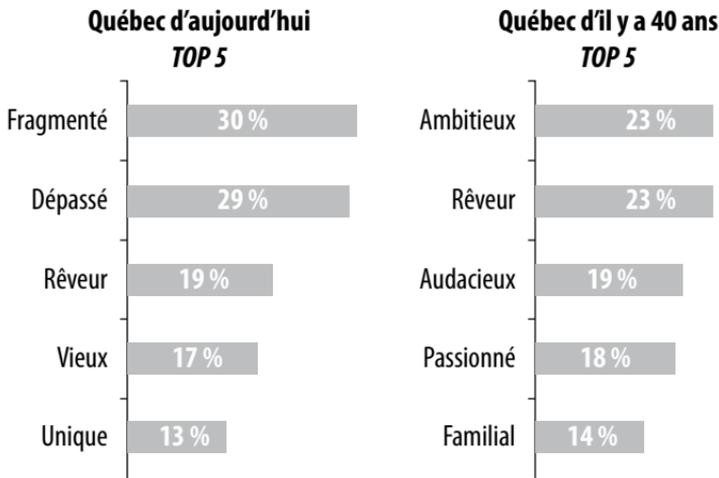
Sans nostalgie, ce livre dessine un nouveau portrait de ce qui fait maintenant vibrer le cœur des Québécois. Pour ce faire, nous avons bien entendu consulté de nombreux documents d'archives et différentes données. Cela a l'avantage de bousculer certaines fausses perceptions développées au fil des ans et de redécouvrir, à notre plus grande surprise, ce qui animait vraiment les gens en 1976.

Afin de projeter la société québécoise dans l'avenir, nous nous appuyons également sur des données nouvelles. Un sondage CROP-Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP) fut effectué auprès d'un échantillon représentatif de 1000 Québécois en mai 2016<sup>2</sup>. Ce sondage Web permet de porter un nouveau regard sur la grille de valeurs des Québécois et la prépondérance de celles-ci quant à leurs préférences sociopolitiques. Il s'en dégage une vision du Québec d'aujourd'hui.

### QUALIFICATIF DU QUÉBEC

Base: ensemble des répondants, n = 1000

*Choisissez trois mots qui décrivent le Québec d'aujourd'hui / le Québec d'il y a 40 ans, soit en 1976.*



2. Afin de ne pas alourdir la lecture, les résultats détaillés de ce sondage sont présentés en annexe.

Nous voulions d'abord connaître leurs perceptions à l'égard de l'évolution du Québec. À cette fin, nous avons constitué une banque de qualificatifs de 38 mots. Parmi ceux-ci, nous avons demandé aux répondants du sondage CROP-CRDIP de retenir trois mots qui définissaient le mieux le Québec d'aujourd'hui et celui d'il y a quarante ans<sup>3</sup>. Cette façon de faire a le mérite d'établir une image précise.

Fragmenté, dépassé, rêveur, vieux et unique sont les qualificatifs les plus retenus pour 2016. Quel contraste avec la perception entretenue à l'égard de 1976! Le Québec d'il y a quarante ans est qualifié d'ambitieux, de rêveur, d'audacieux, de passionné et de familial.

Le Québec d'aujourd'hui est effectivement plus vieux. Il est aussi plus complexe. Par contraste, dans l'imaginaire collectif des Québécois, 1976 semble signifier que tout était possible. Bref, qu'il s'agissait d'une époque de grandes réformes et d'ambitions collectives. Cela dit, le constat que le Québec semble maintenant dépassé laisse-t-il entrevoir une nouvelle volonté de réformes ou de changements?

En examinant les résultats selon certaines caractéristiques sociodémographiques, on se rend compte que les baby-boomers et les plus âgés sont plus nombreux à toujours considérer le Québec comme rêveur. Les Québécois de 34 à 54 ans sont plutôt ceux qui le considèrent comme dépassé et vieux alors que l'idée de la fragmentation est partagée par l'ensemble des répondants. Fait intéressant, il n'y a pas de différence marquée selon l'âge ou la langue maternelle en ce qui concerne le caractère unique du Québec.

Ce regard nous permet de constater que rêveur est l'idée-mot qui relie 1976 et 2016. Se pourrait-il que des Québécois se considèrent à la poursuite d'une quête depuis 40 ans? Le rêve semble prendre une signification différente selon l'époque. Pour

---

3. Comme il s'agit de mentions multiples, le total est plus élevé que 100 %.

1976, il est associé aux mots ambitieux, audacieux, passionné. Il illustre une société mobilisée vers un idéal. En 2016, le rêve serait-il fragmenté, dépassé et vieux? Ce serait alors considérer le rêve comme un piège, un refuge.

Notre radiographie révèle de grands changements. Sur le plan démographique, nous assistons actuellement au relais des baby-boomers. Cela entraîne la montée des enjeux associés à l'équité intergénérationnelle, mais aussi un renouvellement du discours politique.

Afin de bien saisir ce qui fait maintenant battre le cœur des Québécois, notre essai se divise en quatre grands thèmes. Il s'agit d'effectuer une radiographie de notre société, de dresser un portrait de sa vie politique, de prendre une photo de l'évolution de son identité et d'analyser notre rapport avec l'État.

\* \* \*

Le but ultime de cet ouvrage est de repérer, dans la société fragmentée, les initiatives qui feront le Québec de demain. Quarante ans après 1976, nous nous sommes donné le défi de faire le point. Ce bilan est nécessaire pour ouvrir un nouveau chapitre et se libérer du piège d'une certaine nostalgie. Sans 1976, le monde québécois de 2016 ne serait pas ce qu'il est. Cela dit, le regard que l'on doit porter sur le Québec doit l'être avec les lunettes d'aujourd'hui. Le Québec de 1976 n'existe plus que dans notre imaginaire collectif, depuis déjà bien longtemps. Le Québec d'aujourd'hui vit au diapason de l'Amérique du Nord et de la mondialisation, tout en conservant un modèle du vivre-ensemble qui lui est propre.



PARTIE I

---

Une radiographie  
des Québécois : de grands  
changements

On a mis quelqu'un au monde  
On devrait peut-être l'écouter

– *Harmonium*, 1974



# DÉMOGRAPHIE : LE RELAIS DES BABY-BOOMERS

**O**n peut mieux comprendre une société en étudiant son histoire, sa culture et sa géographie, mais rien ne permet de mieux expliquer les facteurs qui sont à l'origine de ses mouvements sociaux que l'étude de la démographie. Cette dernière est à la sociologie ce que l'étude du mouvement des plaques tectoniques est à la géographie. Pour l'économiste canadien David Foot, la démographie explique les deux tiers de tout.

Si l'on veut bien saisir les causes profondes des changements qui ont eu lieu au Québec entre 1976 et 2016, il importe avant tout d'observer l'étendue des changements démographiques au cours de cette période. C'est ce que nous permettra de faire ce premier chapitre.

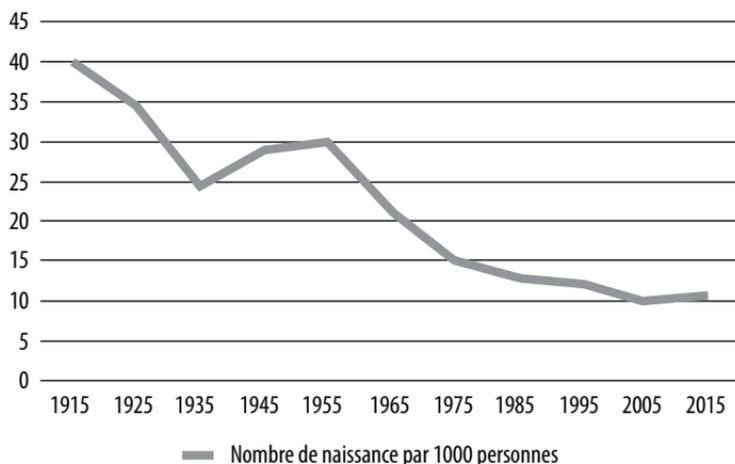
## LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ET SES EFFETS

Tout d'abord, définissons certains concepts et établissons que l'accroissement de la population se calcule par la formule suivante :

Accroissement de la population = (nombre de naissances – nombre de décès) + (nombre d'entrées – nombre de sorties internationales ou interprovinciales).

Le nombre de naissances peut connaître de grandes variations au cours d'une période, pour différentes raisons socioéconomiques. En observant le nombre de naissances annuelles depuis 1900, on remarque une pointe entre 1946 et 1964, puis un creux depuis 1995<sup>1</sup>.

### ÉVOLUTION DES NAISSANCES AU QUÉBEC

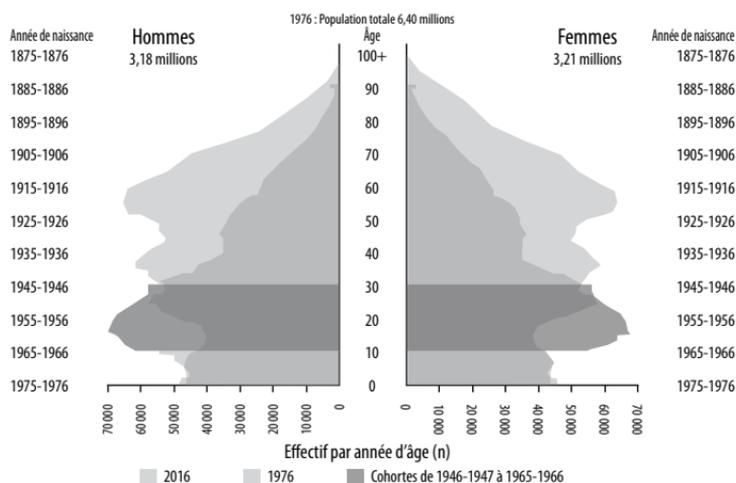


L'autre élément qui influence l'accroissement naturel de la population est le taux de mortalité. Le taux de mortalité est à son tour affecté par une série de facteurs, soit les guerres – ce qui n'a pas eu de conséquences réelles au Québec au cours des 200 dernières années –, les pandémies comme celle de la grippe

1. Institut de la statistique du Québec (depuis 1950); Bureau fédéral de la statistique (1926-1949); *Annuaire du Québec* (1921-1925). Jacques Henripin (1968), *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, p. 356 (1900-1920).

espagnole de 1918-1919, ainsi que l'espérance de vie. Alors qu'elle était de moins de 55 ans en 1921, l'espérance de vie se situe aujourd'hui à plus de 80 ans. Il y a toujours cette certitude de mourir un jour, mais ce sera beaucoup plus tard qu'avant.

## PYRAMIDE DÉMOGRAPHIQUE DU QUÉBEC 1976 VERSUS 2016<sup>2</sup>



Les effets de la grande diminution du nombre de naissances, conjugués au rallongement de l'espérance de vie, sont très bien reflétés par une pyramide d'âge. Observons celle de 1976 comparativement à celle de 2016. Représentée en teinte plus foncée sur le graphique précédent, il s'agit d'une plus belle pyramide d'âge pointue dans laquelle les cohortes qui se trouvent dans la force de l'âge, au milieu de la pyramide, sont plus larges et arrivent très facilement à soutenir les cohortes plus âgées au niveau supérieur de la pyramide. La base de la pyramide est assez large, ce qui traduit un renouvellement démographique. On note toutefois que la strate des 0-9 ans est déjà moins importante, ce qui

2. [http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/population-demographie/structure/pyramide\\_age.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/population-demographie/structure/pyramide_age.htm).

pouvait à cette époque être considéré comme un épiphénomène, mais qui était en réalité annonciateur de la tendance des années suivantes.

Si l'on observe maintenant la pyramide de 2016, représentée sur le graphique par une teinte plus pâle, le contraste est saisissant. Le haut de la pyramide est beaucoup plus large que la base et repose très lourdement sur cette dernière. Par ailleurs, le bas de la pyramide s'amincit considérablement, ce qui met en péril le renouvellement démographique. Les situations de 1976 et 2016 sont diamétralement opposées et présentent des enjeux très différents.

Les retombées et les défis de ce vieillissement de la population sont nombreux et nous en aborderons certains plus amplement dans les prochains chapitres. On peut d'ores et déjà en distinguer quelques-uns.

**Les caisses de retraite** – Les Québécois qui sont aujourd'hui sur le marché du travail ont commencé leur carrière sensiblement au même âge que leurs aînés et prendront (ou souhaiteront prendre) leur retraite au même âge que leurs aînés. Alors que ces derniers cotisaient au régime de retraite pendant 40 ans pour ensuite percevoir des prestations durant quelques années avant leur décès, les travailleurs d'aujourd'hui y cotisent environ 35 ans puis reçoivent des prestations pendant presque 30 ans (ndlr : l'espérance de vie de quelqu'un qui a survécu jusqu'à 60 ans est de près de 90 ans), ce qui pose un défi actuariel énorme.

**Le système de santé** – La vie s'allonge, ce qui n'est pas nécessairement le cas pour la jeunesse. Comme les dépenses en santé sont corrélées à l'âge, l'accroissement de l'espérance de vie exerce une pression énorme sur les dépenses en santé. En outre, une frange importante de ceux qui approchent la retraite aujourd'hui veulent continuer à jouir de la vie comme ils l'ont toujours fait, que ce soit sur le plan physique, récréatif, sexuel ou intellectuel. La médecine doit souvent intervenir pour les aider à maintenir une telle performance.

***Le manque de main-d'œuvre active*** – La croissance économique passe par l'augmentation de la production et de la consommation. L'emploi permet de transformer la production en consommation. Or, la faible augmentation du nombre de travailleurs pose des défis énormes sur les perspectives économiques futures.

***Les répercussions économiques d'une société de personnes âgées*** – Le Japon est en quelque sorte un « précurseur » de ce qui attend d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En 2015, plus de 20 %<sup>3</sup> de la population japonaise était âgée de 65 ans et plus, une proportion qui s'accroît fortement chaque année et que le Québec atteindra en 2021, selon l'Institut de la statistique du Québec<sup>4</sup>. Toujours au Japon, le produit intérieur brut (PIB) a subi une croissance négative de 23 %<sup>5</sup> en dollars américains courants (devise de référence qui permet d'acheter des matières premières, des denrées, du pétrole ou de vrais capitaux) au cours des 20 dernières années, soit de 1995 à 2015. Songez aux retombées de cette décroissance sur la dette. Le Québec n'est pas le Japon, et les problèmes économiques du pays du soleil levant sont complexes. Toutefois, on ne peut dissocier la structure démographique japonaise de ses problèmes économiques.

***Les répercussions psychosociales d'une société de personnes âgées*** – Certains individus composent très bien avec l'automne de la vie ; ils s'épanouissent, vivent une retraite active, donnent un sens à leur vie, se tournent vers les autres ou se découvrent une passion. En règle générale, c'est toutefois une période de la vie durant laquelle le champ d'action est plus limité : plus une personne avance en âge, plus elle a tendance à préférer ce qu'elle connaît à l'expérience de la nouveauté. En outre, composer avec

---

3. <http://www.stat.go.jp/english/data/kokusei/2005/kihon1/00/02.htm>.

4. <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/aines/chiffres-aines/Pages/personnes-agees-65-plus-donnes.aspx>.

5. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?end=2015&locations=JP&start=1995>.

le changement devient de plus en plus difficile et les apprentissages sont plus lents. Plus on vieillit, plus la consommation devient utilitaire. On investit davantage dans le confort que dans l'aventure. La peur et l'inquiétude guident nos actions au détriment du goût du risque et de la découverte.

**Les conséquences politiques d'une société de personnes âgées** – Pour les dirigeants politiques, les conséquences sont énormes. Les personnes âgées exercent assidûment leur droit de vote et constituent une clientèle à privilégier. Chez les plus jeunes, les enjeux sont davantage hétérogènes : emplois, finances publiques, éducation, environnement. Pour les plus âgés, la question de la santé demeure primordiale. Avant de voter, l'électeur se demande s'il veut de la continuité ou du changement, et les partis d'opposition offrent invariablement la deuxième option (*Changer autrement, Changer pour vrai, Changer pour vous, Oser*, etc.), alors que le gouvernement en place prône la continuité rassurante (*Restons fort, Un leadership qui a fait ses preuves*, etc.). Indépendamment de leur allégeance politique, les gens plus âgés seront plus sensibles à une proposition de stabilité qu'à une offre de changement. Enfin, pour le mouvement souverainiste, le vieillissement pose un double enjeu. D'une part, le changement de statut politique amène implicitement une proposition de changement radical et, d'autre part, l'histoire nous montre que la révolution est l'apanage des jeunes.

**D'autres répercussions** – Il y a de nombreuses autres répercussions et elles se font sentir dans plusieurs secteurs, notamment en infrastructures de transport, en habitation ou dans les services sociaux, pour ne nommer que ceux-là. Une entreprise, une marque, une organisation ou une formation politique qui n'a pas de stratégie pour faire une offre aux personnes âgées se coupe d'un marché important.

En réponse à la croissance naturelle de la population anémique et au vieillissement de la population, la classe dirigeante s'est tournée vers l'accroissement des seuils d'immigration. Cette

solution comporte divers avantages et inconvénients, que nous explorerons plus en détail au chapitre 8.

## UN PORTRAIT DES QUÉBÉCOIS SELON LEURS COHORTES

La frontière entre les générations demeure floue. Elle peut varier de quelques années. On note également un débat sur l'existence d'une nouvelle génération distincte de celle des Y, soit la génération Z. Celle-ci serait née au tournant des années 1995-2000. Il existe pour l'instant un certain consensus chez les sociologues qui tend à répartir les adultes québécois parmi les cohortes suivantes :

Les aînés : nés avant 1946 ; Les baby-boomers : nés entre 1946 et 1964 ; La génération X : nés entre 1965 et 1980 ; La génération Y ou milléniaux : nés après 1980.
--

L'appartenance à l'une de ces cohortes n'est pas la seule clé qui permet de comprendre les valeurs ou l'attitude d'un individu, mais elle nous permet de situer dans le temps sa première socialisation politique. Celle-ci s'avère déterminante. Par exemple, le parcours politique d'un individu qui a connu son éveil politique pendant la crise d'Octobre (1970) sera différent de celui qui aura vécu l'épisode de deux dernières contestations étudiantes (2005 et 2012). De même, un individu qui a entamé sa vie professionnelle pendant les récessions successives des années 1980 et 1990 aura des perspectives économiques fort différentes de celui qui était à cette étape de sa vie pendant le boom technologique de la fin des années 1990. Il y a fort à parier que le premier cumulera les emplois précaires, n'aura pas la stabilité financière pour établir le creuset de sa famille et accéder à la propriété. Le second profitera plutôt d'une situation professionnelle favorable pour acquérir rapidement une première propriété et se servira du premier emploi comme d'un tremplin vers un emploi plus

rémunérateur. Nous pensons qu'il importe ici de broser un portrait impressionniste de chacune des générations.

**Les aînés** – Ils ont embrassé, ou subi c'est selon, le xx<sup>e</sup> siècle et ses transformations. Leurs parents ont connu l'électrification. Les aînés ont assisté à l'avènement de la télévision en noir en blanc, puis de celle en couleur. Ils ont ensuite assisté à la naissance d'Internet et à la démocratisation du téléphone cellulaire. Ils ont vécu la transformation de l'État québécois à l'occasion de la Révolution tranquille. Certains de leurs frères ou sœurs sont morts en bas âge de maladies qui ont depuis été éradiquées. Ils ont vu les églises se remplir, puis se vider. Dire qu'ils ont été témoins de plusieurs changements serait un euphémisme.

L'événement international marquant pour eux a bien sûr été la Deuxième Guerre mondiale qui a forgé la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle. À l'échelle locale, ils ont été les vrais artisans de la Révolution tranquille et se rappellent le *Maîtres chez nous* de Jean Lesage. Sur le plan identitaire, ils se définissent davantage comme des Canadiens français que comme des Québécois, et se caractérisent par leur humilité. Dans la dernière étape de leur vie, ils sont évidemment préoccupés par le dossier de la santé, tout en espérant avoir légué un patrimoine à leur descendance.

**Les baby-boomers<sup>6</sup>** – Ils ont grandi dans les Trente Glorieuses, soit les 30 années (de la fin de la guerre à la crise pétrolière de 1973) de forte croissance économique accompagnée de développement des conditions de vie qu'ont connues presque tous les membres de l'OCDE. Au Québec, cette période est indissociable de la Révolution tranquille, période de modernisation de l'État et de prise en main de l'économie par la majorité francophone.

Les baby-boomers entament leur vie de jeune adulte au tournant des années 1960 et 1970. Le contexte sociohistorique,

---

6. Pour une analyse bien sentie et beaucoup plus approfondie, voir François Ricard, *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Boréal, 1992.

économique et culturelle a fait naître à cette époque un mouvement de contre-culture : l'héritage culturel est remis en question, voire contesté. La révolution touche tous les pans de la société ; elle est sexuelle, politique, artistique et sociale. Il règne une douce folie et le sentiment que tout est désormais possible à condition de faire table rase sur le passé. Comme à l'époque de la Renaissance, les baby-boomers ont l'impression d'avoir tout inventé. Avant leur arrivée, tout n'était que noirceur, puis la lumière fut.

Sur le plan politique, le mouvement indépendantiste se voit attribuer une légitimité sans précédent à l'occasion du passage du général de Gaulle au Québec en 1967. Trois ans plus tard, la crise d'Octobre éclate lorsque le Front de libération du Québec (FLQ) enlève, puis assassine Pierre Laporte, alors ministre du Travail. Le gouvernement fédéral réplique en proclamant la Loi des mesures de guerre et plus de 500 personnes sont emprisonnées en une nuit. Le 15 novembre 1976, le Parti québécois de René Lévesque prend le pouvoir. Cette période, de la genèse à l'institutionnalisation du mouvement souverainiste, de 1967 à 1976, constitue les moments importants de la socialisation politique de cette génération. Ailleurs dans le monde, la guerre du Viêt Nam a marqué les esprits, notamment car elle était l'incarnation du conflit des valeurs entre impérialisme et militarisme, d'un côté, et démocratie et liberté, de l'autre.

Aujourd'hui, les baby-boomers sont retraités ou sur le point de l'être, et cette retraite est à deux vitesses : il y a ceux qui bénéficient d'un fond de retraite à prestations déterminées, et il y a les autres. Les premiers ont vu se matérialiser la promesse d'une retraite hâtive et de la « Liberté 55 » avec son lot de projets et de gadgets. Qu'à cela ne tienne, ils ont les moyens de leurs ambitions. Pour l'autre groupe, la pression financière est forte. Ils croyaient que les Trente Glorieuses seraient les Cent Glorieuses, mais la réalité économique les a vite rattrapés. Beaucoup sont encore endettés et la « Liberté 55 » s'est transformée en « Job précaire 65 ».

**La génération X**<sup>7</sup> – Elle est née dans l'écho du baby-boom. Une formule qui résume bien le sentiment qui habite les membres de la génération X, c'est qu'ils doivent régler la facture du « party », même s'ils y sont arrivés une fois qu'il était terminé. Voici une anecdote qui traduit bien cet état d'esprit : en 1985, lors de l'Année internationale de la jeunesse, un projet écologique baptisé ONET 1985<sup>8</sup> est financé et mis sur pied à coups de millions par les gouvernements provincial et fédéral. Il consiste à recruter 100 000 jeunes qui devront payer des frais d'inscription pour nettoyer les berges du Saint-Laurent. Malgré l'engouement des gouvernements et des médias de l'époque, le projet ne recueille que très peu d'inscriptions et, ô surprise, échoue... Pour les baby-boomers, que la génération X refuse de payer pour ramasser les déchets de la génération précédente confirmerait qu'elle est individualiste...

Les X ont atteint le marché du travail au tournant des années 1980 et 1990, soit entre la récession du début des années 1980 et celle du début des années 1990. Le taux de chômage et les taux d'intérêt atteignaient souvent les deux chiffres, ce qui serait impensable aujourd'hui. C'est une période plutôt morose dont on voit les reflets dans la culture et principalement dans la musique populaire. Alors que les années 1960 et 1970 célébraient la révolution sexuelle, l'épanouissement des mœurs et l'amour libre, l'orée de la vie sexuelle active des X coïncidait avec l'apparition d'une grave maladie avec un petit nom, comme le chantait si bien Prince : le sida. On assiste à un autre bouleversement, celui-là sur le plan familial, avec l'éclatement du noyau familial et la multiplication des divorces et des séparations.

Les membres de la génération X sont entrés en phase de socialisation politique à la fin des années 1980, au beau milieu des négociations constitutionnelles sur le statut politique du Québec. Si bien qu'ils ont longtemps eu l'impression que la

---

7. Pour une analyse plus approfondie et très sentie : Stéphane Kelly, *À l'ombre du mur. Trajectoires et destin de la génération X*, Montréal, Boréal, 2011.

8. <http://archives.radio-canada.ca/sports/jeunesse/clips/6908/>.

politique consistait à parler de constitution. La période qui s'étend de l'accord du lac Meech au référendum de 1995 est d'ailleurs cruciale pour eux. Il s'agissait des « vraies affaires », alors que la santé, l'éducation et les transports n'étaient jusqu'alors que des dossiers qui relèvent de l'intendance. Notons qu'au Québec aucun politicien de leur génération n'a encore pris le pouvoir et que Mario Dumont est perçu comme un digne représentant de la génération. Sur la scène fédérale, Justin Trudeau se qualifie sociologiquement comme un GenX, quoiqu'il partage davantage les caractéristiques des milléniaux sur le plan psychologique et de la personnalité.

La chute du mur de Berlin constitue un événement marquant au niveau international et chacun se souvient encore où il était à ce moment historique. Élevés dans le contexte de la guerre froide, les GenX assistent alors à un important changement de paradigme.

Aujourd'hui, les X sont dans la force de l'âge. Ils se démènent et tâchent de composer avec les aléas de la vie. Ils ont accédé à la propriété tardivement en comparaison avec les générations qui les suivent ou les précèdent. Bon nombre d'entre eux ont vu leur carrière commencer lentement et sont en rattrapage. Ils essaient également de composer avec les changements technologiques. Nés avant la révolution numérique, ils y ont assisté – ou l'ont subie –, contrairement à la génération suivante. Sur le plan des valeurs, ils se caractérisent principalement par leur réalisme et le fait que beaucoup cherchent des repères ou un sens à leur vie. Ils ont souvent l'impression d'aller très vite, mais nulle part.

***La génération Y ou milléniaux*** – Comme c'est la dernière génération, elle est moins bien définie sur le plan sociologique, mais définissons-la comme celle des adultes nés après 1980. Ce qui les caractérise sur le plan technologique, c'est d'avoir eu accès à un ordinateur personnel en très bas âge et d'être entré sur le marché du travail en sachant utiliser Internet. Ils n'ont pas appris Internet ; ils sont tombés dedans quand ils étaient petits. L'autre élément qui les caractérise est d'avoir été élevés dans une structure

familiale beaucoup plus souple et ouverte. La communication a remplacé l'autorité. Jeunes, ils ont eu voix au chapitre des décisions familiales. Aujourd'hui, ils ont l'impression que leur opinion est très importante et n'hésitent pas à la partager.

Ils ont investi le marché du travail au tournant du millénaire, en pleine transformation technologique, alors que les emplois étaient nombreux pour ceux qui maîtrisaient un peu la technologie. L'attitude des Y face au marché du travail est en rupture avec celle de leurs aînés. Ils ont opéré un retournement copernicien des lois du marché du travail : ce sont eux qui choisissent leur employeur et non l'inverse. Ils butinent, explorent ou se réorientent. Ils se demandent ce que l'organisation pourrait faire pour eux, et non le contraire. En début d'emploi, ils s'assurent d'expliquer à leurs supérieurs les meilleures pratiques. Bref, la maîtrise de la technologie et l'importance qu'ils accordent à leur propre opinion leur insufflent une bonne dose de confiance dans leur façon d'aborder le marché du travail, au grand effarement de leurs aînés.

Sur le plan de la socialisation politique, le fil des événements politiques contemporains, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, la première défaite référendaire, le rapatriement de la constitution, l'échec de l'entente du lac Meech, la défaite de Charlottetown et la deuxième défaite référendaire ne sont que des faits historiques qui ont peu de sens entre eux. Ce sont des ouvrages qui se retrouvent sur la même étagère que la Révolution tranquille ou la mort de Duplessis, au sens où ce sont pour eux des faits historiques qui ont peu d'emprise sur la réalité. La crise étudiante de 2012 et l'arrivée au pouvoir de Justin Trudeau auront davantage forgé leur socialisation politique que les crises constitutionnelles de la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Pour les Y, les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont constitué le premier événement marquant sur la scène politique internationale. Ils voient par ailleurs l'environnement et le réchauffement climatique comme des enjeux déterminants.

## PASSER AU SUIVANT

En raison de leur nombre, les baby-boomers ont toujours pesé lourd dans la balance démographique et culturelle du Québec. Alors qu'ils étaient sur le marché du travail, les principales préoccupations des Québécois étaient l'économie et l'emploi. Maintenant qu'ils quittent lentement le marché du travail et se dirigent vers la retraite, la principale préoccupation devient la santé. Ce qui est important pour les baby-boomers « est » important pour le Québec.

Les politiciens qui ont dirigé le Québec au cours des 40 dernières années ont d'ailleurs tous été des baby-boomers ou des aînés. L'élection de 2014 s'est disputée entre quatre baby-boomers, aux idées différentes, mais issus de la même génération.

Les marques et les commerces se disputent aussi âprement cette génération. Si le baby-boomer souhaite une retraite au cours de laquelle il pourra laisser libre cours à sa passion pour le jardinage, les grandes chaînes d'épicerie ou de quincaillerie lui offrent un éventail saisonnier impressionnant de terre à jardin, de pots, de vivaces et d'annuelles. Ils ont toujours rêvé d'être « Easy Rider », mais ne savent pas piloter une moto ! Qu'à cela ne tienne, Bombardier produits récréatifs leur conçoit une moto à trois roues qui ne requiert aucun permis spécial. S'ils en ont assez d'entretenir un bungalow en banlieue, pas de problème : les entrepreneurs font pousser les tours à copropriétés comme des champignons.

Les œuvres créées pendant leur jeunesse sont élevées à un rang mythique. À entendre certaines sommités culturelles issues de cette génération, avant c'était le terroir ou le folklore et après rien n'avait pu surpasser *L'Osstidcho*, les Saint-Jean des années 1970, les pièces de Michel Tremblay ou les films de Gilles Carle.

Les X ont toujours eu l'impression de vivre à l'ombre du mur, comme l'a si bien formulé le sociologue Stéphane Kelly. La culture des baby-boomers a été omniprésente tout au long du parcours des X. La culture de ces derniers s'est toujours affichée

en réaction à celle des baby-boomers. Alors « qu'en 67 tout était beau », la musique des X « sèche ses pleurs ». Le noir alternatif remplace la couleur psychédélique. Sur le plan politique, les deux partis qui ont dirigé le Québec au cours des 40 dernières années n'ont jamais eu un X à leur tête, exception faite du bref épisode catastrophique d'André Boisclair.

Les milléniaux ne sont pas en réaction face aux baby-boomers. Ils réinventent les codes. Les codes culturels ont éclaté, se coupent, se collent et se recollent. Les Arcade Fire et Dead Obies ont leurs propres références et créent sans complexe. Aux yeux des baby-boomers, les Y forment une vraie relève sur la scène politique; des héritiers auxquels ils aimeraient passer le flambeau. Cela ne se fera pas automatiquement. Comme nous le verrons au chapitre 4 portant sur la diversité électorale, les X auront cette fois leur mot à dire. Le Québec amorce une nouvelle époque: celle où le pouvoir politique des baby-boomers ne sera plus dominant.

\* \* \*

Le Québec vit en 2016 les premiers effets concrets de son déséquilibre démographique. Celui-ci est sans précédent dans son histoire. En raison des prévisions démographiques, on l'anticipait pourtant depuis fort longtemps au sein des officines gouvernementales. Puisqu'il est plus simple de gouverner en fonction de gains à court terme que de gains à long terme, la société québécoise ne s'en trouve que bien peu préparée. Dans un contexte de rareté des ressources publiques, cela a des effets sur la cohésion d'une société. On habille inévitablement Paul en déshabillant Jean. Avec l'équité entre les générations en toile de fond, de nouvelles lignes de fractures peuvent émerger entre les jeunes et les plus âgés.

Sur le plan économique, cela se traduit par des questionnements sur l'avenir des régimes de retraite, par la dévitalisation de certaines communautés et par des besoins particuliers en main-d'œuvre. En matière de politiques publiques, des enjeux associés

à la dette ainsi qu'au financement de la santé versus celui qui est voué à l'éducation apparaissent. C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'il faut situer le conflit étudiant de 2012. Puisque de tels débats ne font que commencer, le tissu social québécois sera sans doute à nouveau mis à l'épreuve. Le processus de vieillissement de la population québécoise ne fera que s'accélérer pendant les prochaines années.



## LA FAMILLE AU PLURIEL : PAPA N'A PLUS TOUJOURS RAISON

**L**a famille joue un rôle crucial dans le développement d'un individu et conditionne profondément son existence. Que cela nous plaise ou non, elle est comme une matrice. Nous pouvons essayer de nous en distancer le plus possible, mais elle sera toujours à la base de nos motivations les plus profondes. Nous venons au monde avec un bagage génétique, qui est l'heureux mélange de l'ADN de nos parents, puis le reste de notre personnalité est acquis, principalement en bas âge. Plus tard, nous apprenons à devenir adultes, à avoir un métier, des relations amoureuses... Mais notre structure psychologique profonde est déjà stabilisée.

Au-delà du rôle qu'elle joue au niveau individuel, la famille comporte un rôle social capital. Elle est une importante courroie de transmission de la culture. Par culture, nous faisons ici référence à la représentation de l'expérience sociale qui donne un sens à notre «vivre-ensemble». La culture au sens large ou anthropologique englobe toute notre identité collective (ce que nous sommes) ainsi que sa dimension historique (d'où venons-nous). Autrement dit, la culture renvoie à notre spécificité collective, soit tout ce qui nous caractérise et nous distingue : mode de vie, coutumes, traditions, croyances, principes, valeurs, etc. Cette culture est plus englobante que la culture artistique,

qui est l'expression de la pluralité humaine par les arts et les lettres, mais elle confère moins de liberté à l'individu. La transmission est nécessaire. La création est hautement souhaitable.

Des Plouffe aux Bougons en passant par *Bonheur d'occasion*, la famille québécoise a toujours été au cœur des romans ou des téléromans. Elle a servi de toile de fond pour décrire l'expérience humaine québécoise. Par ailleurs, si comprendre les structures familiales permet de bien cerner une société, il reste que cette dernière a beaucoup changé depuis 40 ans. Dans ce chapitre, nous nous pencherons sur les changements vécus par la famille. Nous réfléchirons aussi aux répercussions de ces changements sur les hommes, les femmes, les enfants et la société québécoise.

## LA FAMILLE DE 1976, LES FAMILLES DE 2016...

On imagine que la famille de 1976 était composée de deux enfants, d'un papa qui travaillait et d'une maman à la maison qui accueillait les enfants le midi et au retour de l'école. Cette image est assez représentative de la famille de l'époque. Toutefois, 1976 marque le début de la transformation de la famille québécoise. Pour utiliser une allégorie télévisuelle, disons que nous passons du modèle « Papa a raison » à celui de « Quelle famille! » C'est-à-dire que le modèle familial traditionnel de deux parents mariés à vie, d'un père pourvoyeur et d'une épouse qui tenait maison, commençait à s'effriter.

En 1976, un nouveau phénomène commence à se répandre : le divorce. En 1971, on en dénombre 14,6 pour 100 mariages. En 1976, cet indicateur passe à 37,8. Le nombre n'a cessé ensuite d'augmenter pour se stabiliser dans les années 2000. Un mariage sur deux se termine maintenant en divorce<sup>1</sup>. En 1976, le divorce était très mal balisé et il s'abattait sur une famille comme un typhon sur un radeau. C'étaient le plus souvent les femmes qui

---

1. <http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/population-demographie/mariages-divorces/6p4.htm>.

en faisaient les frais. Outre les problèmes financiers, le divorce suscitait une grande gêne psychosociale et de la stigmatisation. On le cachait à ses proches camarades de classe, ou l'on pointait du doigt la demeure de parents divorcés. Aujourd'hui, les séparations peuvent laisser bien des séquelles, mais elles sont légalement balisées et socialement acceptées. Étant très nombreuses, les familles recomposées ne font plus sourciller personne.

L'autre transformation observée est la diminution du nombre de mariages, soit des unions formelles. Cela est vrai qu'il s'agisse de mariages religieux ou d'unions civiles. Cela traduit un profond changement. Le Québec de 2016 est l'un des endroits où le pourcentage de couples vivant comme conjoints de fait est le plus élevé au monde.

D'une moyenne, en 1976, de deux enfants biologiquement issus d'une maman et d'un papa mariés, la famille québécoise a subi de grandes transformations. Bien que ce modèle nucléaire demeure répandu, d'autres types de famille existent. Presque absente en 1976, la famille recomposée s'est largement répandue et fonctionne très bien pour plusieurs. Les familles monoparentales sont également plus nombreuses, avec les défis économiques que cela implique. Au Québec en 2011, selon les données de Statistique Canada, «28,7 % des familles ayant des enfants sont des familles monoparentales<sup>2</sup>».

Au cours des dernières années, nous avons également vu la normalisation du mariage gai et de la famille homosexuelle. Il n'est maintenant pas rare de voir des vedettes homosexuelles de la télévision s'afficher avec leurs enfants dans des revues à potins, chose qui aurait été impensable il y a 40 ans. Pour la communauté des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT), il s'agit d'une percée énorme vers une reconnaissance de leurs droits. Cela signifie également beaucoup en matière de normalisation sociale.

---

2. <http://www.msss.gouv.qc.ca/statistiques/sante-bien-etre/index.php?familles-monoparentales-selon-le-nombre-denfants-et-selon-le-sexe-quebec>.

Le sondage CROP-CRDIP illustre ce changement. Une grande majorité des répondants, 63 %, affichent leur désaccord avec une vision monolithique suivant laquelle une vraie famille signifie se marier et avoir des enfants. À 71 %, ce désaccord est encore plus marqué chez les femmes que chez les hommes. Certains voient dans ces résultats la preuve du relativisme moral dans lequel nous vivons, alors que d'autres y voient une preuve de modernité, d'ouverture et de tolérance. Quoi qu'il en soit, on peut en conclure que la notion de famille s'est grandement élargie au cours des dernières années.

Le droit de la famille du Québec n'a cependant pas évolué au même rythme que les mentalités de 2016. Il est encore suspendu quelque part en 1980. Loin de représenter la réalité, il laisse de côté bien des aspects que vivent les familles contemporaines. On peut simplement prendre en exemple le fait que plus de la moitié des enfants naissent aujourd'hui dans des familles où les parents vivent en union de fait. En cas de séparation, le soutien financier pour les enfants est bien encadré. En revanche, celui qui pourrait être apporté à l'un ou l'autre des conjoints ne l'est pas. Le débat entourant cette question s'est d'ailleurs enflammé lors d'un litige très médiatisé<sup>3</sup>. Un chantier avait été lancé en 2013 afin de trouver des pistes de solutions. Le rapport qui en découle comprend 82 recommandations. Il n'avait toujours pas eu de suites concrètes en 2016.

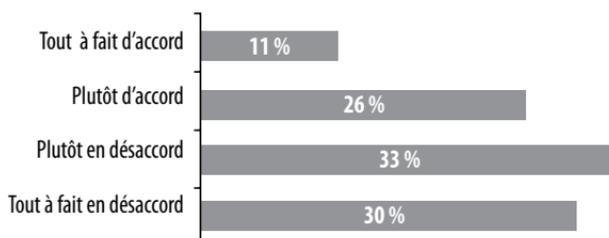
---

3. <http://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/201301/25/01-4614903-eric-contre-lola-la-cour-supreme-maintient-le-regime-des-conjoints-de-fait.php>.

## LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE LA FAMILLE

Base : ensemble des répondants, n=1000

***La seule et vraie façon d'avoir une famille, c'est de se marier et d'avoir des enfants...***



## LA FIN DU MODÈLE PATRIARCAL

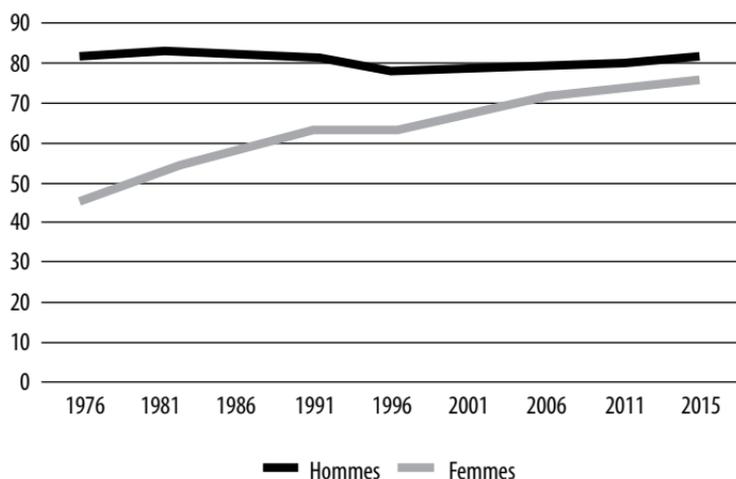
Jusqu'aux années 1960, les pouvoirs financier et civil étaient entre les mains du père. Le pouvoir de celui-ci était avant tout économique, puisque c'est généralement lui qui ramenait le chèque de paie à la maison. En 1976, les femmes franchissent un grand pas lorsqu'elles obtiennent la pleine reconnaissance juridique en vertu de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Elles avaient déjà fait un gain important en 1964 avec la Loi sur la capacité juridique de la femme mariée, proposée par la première « élue », Marie-Claire Kirkland-Casgrain, et adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale. Cette loi modifiait le Code civil et permettait aux femmes mariées d'acquiescer la responsabilité civile et financière et de pouvoir exercer une profession sans l'autorisation de leur mari.

Néanmoins, le pouvoir financier demeure principalement entre les mains des hommes en 1976. Ils travaillent, alors que seulement moins de la moitié des femmes occupent un emploi rémunéré hors du domicile. De 1976 à aujourd'hui, le taux d'occupation des femmes de 25 à 54 ans a presque doublé pour rejoindre celui des hommes<sup>4</sup>.

4. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM, tableau 282-0002.

Variable d'une famille à l'autre, le pouvoir de l'homme dans les années 1970 n'était pas seulement économique. Il était aussi moral. Bien qu'on commençait à redéfinir ces pouvoirs, le père demeurait le chef de famille. Il s'assoit au bout de la table, commandait le respect et gardait l'ordre et la discipline. Quand la mère était à bout de ressources et qu'elle souhaitait se faire obéir, elle utilisait l'argument massue: «Attends que ton père revienne de travailler.» Le «pauvre père» n'avait alors d'autre choix que de gronder son enfant pour une histoire qui avait peut-être perdu de son envergure.

### ÉVOLUTION DU TAUX D'OCCUPATION DES FEMMES DEPUIS 1976



Aujourd'hui, le rôle du chef de famille s'est bel et bien estompé chez les hommes. À la question: «Est-ce que l'homme devrait être le chef de son foyer?», c'est au Québec que la proportion d'acquiescements est la plus faible de tout le continent américain. Au Texas en 2000<sup>5</sup>, plus de 80 % des répondants étaient d'accord avec cette affirmation à laquelle la moitié des

5. Voir Michael Adams (2003), *Fire and Ice: The United States, Canada and the Myth of Converging Values*, Michael Adams, Toronto, Penguin Canada.

Américains acquiescent. Au Canada, la proportion se situe à moins de 20 %, alors qu'au Québec elle se situe en moyenne autour de 15 %.

De nos jours, en publicité, le père de famille est souvent représenté comme un individu un peu gauche, sans réel pouvoir, aux prises avec un problème que la « marque » viendra résoudre. Prenons par exemple cette marque de camionnettes qui voulait illustrer l'avantage d'un troisième banc. La publicité nous montre deux enfants qui se chicanent en voiture et que la mère sépare en faisant asseoir l'un des deux enfants sur le troisième banc. Le message envoyé, c'est que le père n'aurait jamais l'autorité nécessaire pour mettre un terme à ce conflit, mais que l'ingéniosité des concepteurs de la voiture et la débrouillardise de la mère peuvent dénouer cette impasse.

## LA PLACE DE L'ENFANT CHANGE

Depuis 1976, plusieurs éléments ont aussi changé dans la façon d'élever un enfant. On observe en premier lieu un décalage en ce qui a trait à la place qu'occupe un enfant dans la famille. Il en fait partie intégrante. Il contribue aux choix et aux décisions. Les publicitaires ont rapidement compris que, s'ils peuvent influencer les enfants, ils seront davantage en mesure de vendre leur marque aux parents.

Le deuxième élément, qui est le corollaire du premier, est lié au rapport qu'entretiennent parents et enfants. Leur relation est beaucoup plus égalitaire. Les enfants ont maintenant la liberté de répliquer ou d'argumenter. Cela ne se faisait pas autrefois. La relation est passée d'un rapport d'autorité à un rapport de négociation dans lequel la communication est beaucoup plus ouverte. Comme toute tendance peut avoir un côté pervers, on assiste dans certaines familles au phénomène de l'enfant roi. Alors que les parents n'arrivent pas à imposer une autorité et des balises à leur enfant, c'est à l'école qu'on devra expliquer à l'enfant qu'il ne peut faire ce qu'il veut, quand il veut. Qu'il

existe des normes et des règles pour vivre en société. Que la liberté moderne n'est pas l'absence de limites, mais la liberté de jugement. Parce qu'il peut penser ou juger, l'humain est responsable de ses désirs et de ses agissements.

Une autre différence, c'est le carré de sable dans lequel l'enfant évolue. Par carré de sable, entendons l'espace physique ou mental dans lequel l'enfant évolue. En 1976, pour un enfant de dix ans, cela représentait la distance maximale qu'il pouvait franchir sur sa bicyclette à 3 vitesses avec siège banane avant de rentrer pour le souper. Le parent moyen savait à peu près où était son enfant, mais pas nécessairement de façon précise. Aujourd'hui, le carré de sable a grandement rétréci. Un enfant de 4<sup>e</sup> année qui grandit en milieu urbain aura un espace de deux ou trois pâtés de maisons, tout au plus.

Force est de constater que, si le carré de sable physique a rétréci, il en est tout autrement pour l'espace virtuel. L'enfant de 1976 avait accès à trois chaînes de télévision qui diffusaient environ deux heures par jour d'émissions pour enfants. L'enfant de 2016 a pour sa part accès à plusieurs chaînes spécialisées pour enfants, à YouTube et à tout le contenu numérique, sans parler de sa tablette qui lui a ouvert de nouveaux horizons. Bien qu'il soit encore difficile d'en mesurer les répercussions, on ne peut nier la transformation profonde engendrée par ces changements. Avant de tenter la moindre expérience (culinaire, bricolage, sexuelle, chimique, etc.), on peut maintenant en voir différentes facettes sur Internet.

## UNE REDÉFINITION DES RÔLES

Les femmes ont fait des gains indéniables depuis 40 ans. Comme on l'a vu, elles sont passées d'une minorité occupant un emploi rémunéré en 1976 à un taux d'occupation qui a presque rejoint celui des hommes. Bien qu'elles ne touchent pas encore le même niveau de rémunération et que des doubles standards demeurent dans certains milieux, le rattrapage est constant,

notamment en raison de leur plus grand taux de diplomation. Elles peuvent maintenant aspirer à jouer un rôle de pourvoyeur, au même titre que l'homme. Toutefois, les tâches ménagères leur incombent toujours autant. Elles déclarent consacrer 28 % plus d'heures (4,1 pour les femmes versus 3,2 pour les hommes)<sup>6</sup> aux activités domestiques. Au-delà du nombre d'heures, c'est sur elles que repose majoritairement l'intendance de la maison. Les femmes travaillent maintenant comme leur père, mais continuent de tenir maison comme leur mère.

On observe néanmoins que les hommes ont commencé à participer davantage aux tâches du foyer, de différentes façons. Ils apportent leur aide dans la puériculture. Ils se sont initiés à la cuisine et, dans beaucoup de familles, on voit maintenant des hommes qui, inspirés par la recette d'un chef à la mode, s'occupent du souper spectacle épicurien du samedi entre amis. La mère, elle, s'occupera davantage du souper du mercredi pluvieux de novembre.

Beaucoup de mères de famille s'essouffent à cumuler les tâches domestiques et la vie professionnelle. Elles se retrouvent souvent prises en sandwich entre faire le taxi pour les enfants et prendre soin d'un parent vieillissant. Perfectionnistes, elles sont perpétuellement en quête d'un contrôle sur leur vie. Tout cela n'est pas sans conséquence sur leur niveau de stress.

Pour les hommes, les enjeux sont quelque peu différents. Auparavant, leur rôle était clair et défini : rapporter de l'argent. Aujourd'hui, plusieurs se questionnent sur leur utilité et leur rôle profond, mais la plupart s'épanouissent très bien en s'investissant davantage dans la paternité. Pour beaucoup, la paternité arrive néanmoins comme un choc brutal. Alors que la grossesse permet à la mère d'appivoiser l'arrivée de l'enfant et de s'y préparer, et

---

6. Statistique Canada, *Enquête sociale générale 2010*, fichier de microdonnées à grande diffusion, adapté par l'Institut de la statistique du Québec, calculs des auteurs. [http://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/14-01239-IRIS-Notes-Taches-domestiques\\_WEB.pdf](http://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/14-01239-IRIS-Notes-Taches-domestiques_WEB.pdf).

que l'allaitement lui permet de créer avec lui un lien privilégié, la naissance d'un enfant transforme la vie du nouveau père du jour au lendemain.

Les transformations qui ont mené à la situation familiale actuelle ont été amorcées par les femmes et portées par le mouvement féministe. Les hommes, qui ont été aux premières loges de ces transformations, s'y sont adaptés tant bien que mal. Ils en retirent certains bénéfiques, comme une paternité plus épanouie, mais n'ont pas activement milité pour arriver à cette situation.

Par ailleurs, les archétypes masculins québécois modernes de père de famille, qu'ils soient incarnés dans une œuvre ou qu'ils soient réels, sont assez rares. Contrairement à Céline Dion, Ariane Moffat ou Cœur de pirate qui sont très loquaces quant à leur vie familiale, les Robert Lepage, Yannick Nézet-Séguin, Claude Legault ou Louis-José Houde n'ont pas d'enfant ou n'en parlent pas.

Les hommes ont accepté de rejeter l'ancien modèle de père, mais encore faudrait-il en créer un nouveau dont on aura bien cerné les contours. Ils ne veulent, ni ne peuvent, retourner en arrière. Ils n'aspirent pas non plus à devenir des hommes « roses » ou même une mère, en moins compétents. En langage de marketing, on dirait que les pères québécois d'aujourd'hui se cherchent un rôle unique et distinctif.

## **PENDANT QUE PAPA ET MAMAN TRAVAILLENT, QUI S'OCCUPE DES ENFANTS?**

De 1976 à aujourd'hui, le modèle québécois des services de garde a grandement évolué. En 1975, année où l'Organisation des Nations unies (ONU) décrète l'Année internationale de la femme, Lise Bacon devait se battre bec et ongles pour obtenir le premier programme de garderies. L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail a fait exploser la demande. Créés en 1997 par Pauline Marois, les centres de la petite enfance (CPE)

permettaient de rassembler les établissements disparates et atomisés qui avaient pour mission de « garder » les enfants pour en faire un système public de garderies unique. En 2016, cela représente une dépense de 2,4 milliards de dollars, pour 228 000 places réparties dans 1500 CPE, 700 garderies privées subventionnées et 15 000 services de garde en milieu familial<sup>7</sup>.

À sa création, le réseau des CPE avait pour but de donner un accès aux enfants de familles défavorisées à des établissements ayant une mission éducative, afin d'intervenir tôt dans leur développement et de contrer le décrochage scolaire. Les garderies étant largement subventionnées, le tarif exigé était de 5 \$ par enfant par jour. Ce tarif a connu un gel pendant un certain temps et les garderies ont aussitôt été baptisées « garderies à 5 \$ ». La classe moyenne supérieure s'y est ruée. Le réseau a été victime de sa popularité et la demande a rapidement submergé l'offre. Les places se sont multipliées, le métier d'éducatrice s'est syndiqué et professionnalisé, puis les coûts ont explosé, à tel point que le gouvernement de Philippe Couillard a décidé de refilet la facture aux parents sous forme de modulation des tarifs. Il a ainsi créé une brèche dans le principe de l'universalité.

Vingt ans après l'implantation des CPE, il est temps d'en faire le bilan. Ce regard doit être posé sans complaisance, au même moment où le débat sur la maternelle à 4 ans refait surface. Il faut regarder si les CPE ont livré leurs promesses. Ce réseau a connu de grandes crises de croissance. Il a par ailleurs apporté bien des bénéfices, comme l'ont démontré différentes études, dont une qui établit que 100 \$ investis dans le réseau entraînent des retombées de 104 \$<sup>8</sup>. Il a aussi peiné à répondre aux

---

7. <http://plus.lapresse.ca/screens/d4373036-fab3-4fd4-a70f-005177d30b-ff%7CiY0xNDoO4ujq.html>.

8. Pierre Fortin, Luc Godbout et Suzie St-Cerny (2012), *L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux*, Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

besoins ou aux horaires atypiques. Il a également laissé sur la touche certaines familles. Pourtant à l'origine du réseau, force est d'admettre que les promesses de réussir un dépistage précoce et de répondre aux besoins des familles en milieu défavorisé se sont avérées plus difficiles à livrer.

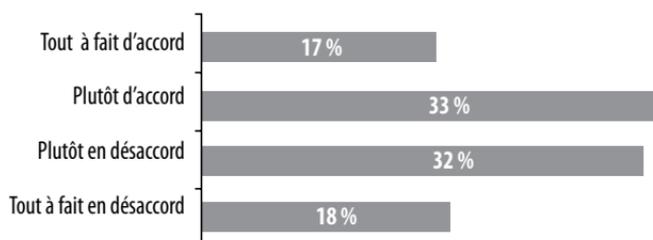
## L'HÉRITAGE FAMILIAL

Une chanson de 2006 du groupe Mes aïeux a marqué l'imaginaire. Intitulée *Dégénération*, ses paroles évoquaient la transmission de valeurs intergénérationnelles et de legs matériel. Elle résumait aussi l'évolution de la famille québécoise en ces termes : « Ton arrière-arrière-grand-père, il a défriché la terre ; Ton arrière-grand-père, il a labouré la terre ; Et pis ton grand-père a rentabilisé la terre ; Pis ton père, il l'a vendue pour devenir fonctionnaire. » Suivait plus tard : « Ton arrière-arrière-grand-mère, elle a eu quatorze enfants ; Ton arrière-grand-mère en a eu quasiment autant ; Et pis ta grand-mère en a eu trois c'était suffisant ; Pis ta mère en voulait pas ; toi t'étais un accident... »

En quelques générations, cette chanson permet d'illustrer la transformation vécue par la famille québécoise. Elle suscite également un questionnement sur l'héritage familial. En 2016, le sondage CROP-CRIDP donne un aperçu des perceptions des Québécois à l'égard de leur succession. Les Québécois y apparaissent déchirés : 50 % des répondants considèrent que laisser à sa mort le plus d'argent possible aux autres (enfants, familles ou œuvres de bienfaisance) constitue un but dans la vie et 50 % affirment être en désaccord avec cet objectif. De ce nombre, près d'un Québécois sur cinq s'y oppose fortement.

## LES QUÉBÉCOIS ET LEUR SUCCESSION

Base : ensemble des répondants, n = 1000

***Un de mes buts dans la vie c'est, à ma mort, de laisser le plus d'argent possible aux autres tels que mes enfants ou ma famille ou encore à des œuvres de bienfaisance...***

Q. : Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante...

Sur le plan générationnel, à 57 %, les jeunes de 18 à 34 favoriseraient plus que leurs aînés le principe de léguer une succession. Un clivage se manifeste également sur le plan linguistique. Avec 60 % de réponses favorables, les non-francophones valorisent davantage le principe de l'héritage que les franco-phones. Faut-il s'en surprendre ? Cela se transpose-t-il sur le plan politique, sur la vision à long terme ?

\* \* \*

En 1976, on changeait encore automatiquement le nom « de fille » d'une femme pour celui de son mari après le mariage et les enfants prenaient le nom du père. La famille n'avait qu'un nom. En 2016, la mère conserve son nom de naissance et beaucoup de parents décident de donner les deux noms de famille à l'enfant. Par cette révolution, on a tendance à l'oublier, la famille québécoise se distingue de ses voisins. Beaucoup font le choix de ne pas se marier et ne ritualisent d'aucune façon leur union. En 2016, les modèles familiaux sont multiples. La famille québécoise s'exprime au pluriel et papa n'a plus toujours raison.

Sur le plan collectif, les familles jouent toujours un rôle fondamental. Elles agissent comme de véritables courroies de

transmission culturelle. Dans un monde idéal, les individus d'une société se développent et se soutiennent dans un noyau familial stable et cohésif. Dans la mesure où le Québec vivrait une crise culturelle<sup>9</sup>, la force de la société québécoise devient largement tributaire des familles qui la composent. En 2016, la mondialisation, la révolution numérique, l'atomisation et l'individualisation rendent la transmission d'une culture commune et d'une mémoire collective de plus en plus difficile. À cet égard, on attend beaucoup de l'école. Or, la famille se doit d'en partager la responsabilité. Une famille, c'est beaucoup plus que le partage d'un emprunt hypothécaire et des enfants. Elle est le reflet d'une société. Elle prépare aussi celle de demain.

---

9. Voir Gérard Bouchard, *La culture québécoise est-elle en crise?*, Montréal, Boréal, 2007.

## VALEURS : ENTRE RUPTURES ET CONTINUITÉS

Les valeurs d'un peuple sont issues de sa culture. Elles regroupent les principes auxquels les individus d'une société doivent se conformer. Elles constituent des normes sociales et tracent les frontières de l'éthique. Les valeurs orientent aussi les actions des membres d'une société en leur fixant des buts et des idéaux. C'est la compréhension de ces valeurs qui permet de donner un sens aux actions d'une société ou d'un individu.

Ce chapitre s'attardera à décortiquer les valeurs qui caractérisent la société québécoise et leur évolution depuis 1976. Le publicitaire Jacques Bouchard planche alors sur un livre qui constitue une excellente radiographie de la fibre sociologique québécoise de l'époque: *Les 36 cordes sensibles des Québécois*<sup>1</sup>. S'adressant d'abord à ses collègues publicitaires, il publie cet essai en 1978. À la base de ces cordes sensibles, Jacques Bouchard décrit les six racines des Québécois. Ils forment un peuple 1) de souche française, 2) de source latine, 3) installé en Amérique du Nord, 4) en situation minoritaire, 5) avec un héritage de la terre et 6) de tradition catholique. Cette grille d'analyse permet encore

---

1. Jacques Bouchard (1978), *Les 36 cordes sensibles des Québécois*, Montréal, Héritage.

de bien traduire la singularité, la complexité et les apparentes contradictions des Québécois.

Loin de nous l'idée de réécrire le livre de Jacques Bouchard. Il en a par ailleurs publié une nouvelle édition en 2009 aux Éditions Guérin qui dresse un portrait mis à jour. En fait, nous allons plutôt reprendre sa grille d'analyse et retracer l'évolution des six racines de 1976 à aujourd'hui. Pour comprendre ce qu'étaient les valeurs des Québécois en 1976 et comment elles ont évolué jusqu'à aujourd'hui, il nous apparaît d'abord utile de prendre un pas de recul afin d'avoir une vue d'ensemble de la dynamique que cela représente.

## UN PETIT RETOUR EN ARRIÈRE

Le Québec est une impossibilité historique. Il est une impossibilité mathématique. Et pourtant... Le Québec existe, dit souvent le politologue Guy Laforest. Il se compose d'un peuple fier, au destin unique en Amérique du Nord. Ce peuple a des rêves. Si ces rêves ont su évoluer avec le temps, ils ont toujours permis d'assurer une identité bien distincte, jumelée à une organisation sociale particulière.

Sur le plan historique, qui aurait pu croire qu'une nation née d'une colonie appelée Nouvelle-France, cédée à l'Empire britannique et coupée pendant plus de deux cents ans de ses origines culturelles, puisse toujours s'exprimer en français. En choisissant de rebaptiser la Nouvelle-France en *Province of Quebec*, les Britanniques sont paradoxalement à l'origine de notre nom.

Le Québec est une impossibilité mathématique aussi car, sur le plan démographique, le déséquilibre linguistique sur le continent américain était dès le départ bien établi. La Nouvelle-Angleterre s'appuyait sur une population 10 fois supérieure à celle de la Nouvelle-France. Les principales vagues d'immigration des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ne jouaient pas non plus en faveur du maintien d'une culture francophone dans un océan anglophone. Le Québec d'aujourd'hui repose en bonne partie sur un taux de

natalité qui fut l'un des plus importants au monde. Les familles nombreuses ont caractérisé notre développement jusqu'au baby-boom.

Le Québec est l'un des peuples qui figurent parmi les plus accueillants de la planète. En raison de son histoire, cela n'a rien de surprenant. Le tissu identitaire du Québec est complexe. À l'image d'une ceinture fléchée, il s'est tissé lentement, avec l'apport de différentes couleurs, communautés et influences. Il est le fruit de la rencontre française et autochtone au départ. Tant la Conquête que la guerre de l'Indépendance américaine vinrent par la suite y ajouter les influences anglaise et écossaise, auxquelles viendra s'ajouter plus tard celle de l'Irlande. Au sein de l'Empire britannique, notre Parlement a aussi été le premier à permettre à un élu d'origine juive de siéger. La première partie du xx<sup>e</sup> siècle a été marquée par l'arrivée d'immigrants italiens, grecs et portugais. Vinrent ensuite des Haïtiens, des Vietnamiens, des Sud-Américains, des Africains...

Jusqu'au milieu du xx<sup>e</sup> siècle, les Québécois vivent dans une période de survivance. Après l'Acte d'Union, la crainte d'être assimilés par la majorité anglophone est au cœur de la pensée nationaliste. Essentiellement, les nationalistes ont mis de l'avant une société traditionnelle qui rejette l'idée d'une claire séparation entre l'Église et l'État. Ils prêchent l'obéissance aux institutions, que ce soit à la Couronne britannique ou à l'État, de même qu'un contrôle des institutions sociales par l'Église, ainsi que la promotion des valeurs traditionnelles conservatrices qui visent l'accroissement du nombre par la natalité. Dans un tel système de valeurs, on est davantage en position de repli qu'en phase d'émancipation. On valorise plus l'appartenance au groupe et le conformisme que le moi et l'expression individuelle. On prône non seulement l'homogénéité et l'appartenance à l'ethnie, mais aussi des valeurs judéo-chrétiennes, comme la piété et l'humilité.

Puis arrive Paul Sauvé et son *Désormais*, suivi de Jean Lesage en 1960. Les libéraux délogent l'Union nationale en brandissant un important programme de réformes. En 1962, le cri de

ralliement devient *Maîtres chez nous*. Les Québécois acquièrent une identité propre et se définissent petit à petit davantage comme Québécois que comme Canadiens français. L'État se développe, se modernise et remplace l'Église en tant qu'institution centrale de la société. Pour reprendre la formule de Gérard Bouchard, on passe « de la survivance à l'émergence<sup>2</sup> ». Le pouvoir ecclésiastique s'effrite à vitesse grand V et les églises se vident à la même cadence. De façon plus large, cette période correspond à une période de contre-culture à l'échelle mondiale. Le modèle patriarcal traditionnel est attaqué de toutes parts et l'on assiste à une grande libéralisation des mœurs.

Ce qu'on a plus tard nommé Révolution tranquille est en fait une évolution des structures de l'État ; une évolution au sens où l'on modernise et réforme sans être en rupture totale avec le passé. En ce qui a trait aux valeurs, ce sera toutefois la jeunesse qui opérera une rupture brutale. « C'est le début d'un temps nouveau », comme le chantait Renée Claude. On fait table rase sur le passé. On passe rapidement d'une société conservatrice à une société libérale dans laquelle le droit individuel supplante la tradition dans l'échelle des valeurs. D'une société humble et conformiste, on passe à une société revendicatrice. Le slogan de mai 68, *Soyez réaliste, demandez l'impossible*, encapsule bien cet état d'esprit. C'est dans ce contexte qu'arrive l'année 1976. La révolution culturelle a bousculé les mœurs et, si la famille vit une transformation profonde, les forces conservatrices sont malgré tout encore présentes.

## UNE SOCIÉTÉ D'ORIGINE LATINE ET D'ORIGINE FRANÇAISE

Les Québécois vivent un paradoxe. Ils voient très bien qu'ils sont Nord-Américains lorsqu'ils vont en Europe. Toutefois, lorsque les Américains viennent au Québec, ils ont l'impression

2. Gérard Bouchard (1995), « La nation au singulier et au pluriel. L'avenir de la culture nationale comme "paradigme" de la société québécoise », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 25, p. 79-99.

de se retrouver en Europe. Lorsqu'un Québécois arrive à Londres, le choc est aussi brutal. Il constate l'influence de la culture britannique sur son propre héritage. À la base, celui-ci demeure toutefois latin et français.

En plus de la langue et du droit civil, un héritage de nos racines françaises serait de nature philosophique. Tout d'abord, définissons deux doctrines. La première, le libéralisme, place les droits de la personne comme valeur prépondérante. Les Trudeau père et fils seraient les représentants de cette doctrine. La Charte canadienne des droits et libertés en constitue son expression la plus avancée. La seconde, le républicanisme, conçoit que l'objectif d'un État et son sens même reposent sur le bien commun. La Charte de la langue française (communément appelée loi 101) serait un bon exemple d'une politique publique issue de cette doctrine. Selon cette loi, on peut obliger les non-anglophones à fréquenter l'école francophone, et ainsi brimer le droit de choisir leur système d'éducation. La poursuite du bien commun, l'équilibre linguistique, est prépondérante. Que l'on pense aux lois linguistiques ou syndicales ou à la défunte charte des valeurs, le Québec penche davantage vers le républicanisme que les autres collectivités du continent. Cet héritage nous vient d'une France qui n'hésite pas à légiférer en matière de laïcité. Sur cet aspect, comme en 1976, le Québec se distingue de ses voisins.

Quant à l'héritage latin des Québécois, il se traduit principalement par le rapport aux plaisirs, à la fête et autres hédonismes. Lorsqu'on demande s'ils privilégient le plaisir ou le devoir, les Québécois répondent le plaisir dans une plus large mesure que les autres Canadiens. Les festivals constituent les signatures des grandes villes du Québec. Le virage vers l'hédonisme avait débuté dans les années 1970. La tendance s'est accélérée depuis.

La créativité est également devenue une marque de commerce de Montréal et du Québec. Que l'on pense au vaisseau amiral du Cirque du Soleil, qui a permis le développement d'une constellation d'entreprises innovantes. À l'image de Moment

Factory, plusieurs éblouissent la planète. Toutes ces entreprises ont l'innovation et la créativité comme marque de commerce.

Sur le plan culinaire, les racines françaises amènent aussi les Québécois à se distinguer. Ils ont des habitudes culinaires plus structurées qu'ailleurs sur le continent. Les Québécois mangent davantage en famille, préparent des repas sophistiqués et mangent moins sur le coin de la table ou en regardant la télévision. Ce qui a changé au Québec depuis 40 ans, c'est que l'alimentation s'est grandement diversifiée. On ne mange plus simplement pour remplir des besoins de base, mais également pour déguster, se faire plaisir, explorer.

## UN PEUPLE NORD-AMÉRICAIN

L'histoire du Québec est intimement liée à celle des États-Unis. On pense d'abord aux explorateurs comme Jolliet, D'Iberville, La Salle ou Marquette. Le sort du continent fut ensuite scellé sur les plaines d'Abraham. Quelques années plus tard, la Révolution américaine a en partie germé en réaction aux taxes levées pour rembourser la guerre de la Conquête. La création de la «Province of Quebec», qui incluait alors une bonne partie du territoire de la Nouvelle-France, alimente également le mécontentement des 13 colonies. Même chose pour l'Acte de Québec de 1774 qui reconnaît des droits au clergé catholique ainsi que le respect de coutumes civiles françaises. Après l'indépendance américaine, l'équilibre linguistique se trouvera à jamais modifié par l'arrivée massive des loyalistes britanniques en sol canadien.

Puis, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce sont des centaines de milliers de Canadiens français qui s'exilent pour travailler au sud de la frontière. C'est l'histoire de Louis Cyr. Symbole de cette relation, René Lévesque couvrira la Deuxième Guerre mondiale au sein de l'armée américaine. Quelques années plus tard, comme bien des Québécois, il aimera fréquenter assidûment les plages de la Nouvelle-Angleterre.

L'anti-américanisme a toujours été présent et de bon ton dans certains milieux québécois. Ce sentiment existe par exemple dans l'univers médiatique, mais ne trouve que de faibles échos en dehors de ce cercle. L'humeur envers nos voisins du Sud varie également au gré de leur politique. On se sentait par exemple plus loin des États-Unis du temps de George W. Bush, mais plus près avec Barack Obama.

Par américanité, nous faisons référence au mode de vie américain ainsi qu'au système de valeurs. On pourrait circonscrire cette américanité de deux façons. La première serait le rêve américain (*American dream*) qui repose sur la possibilité d'une mobilité sociale. Il s'agit du rêve qu'un individu puisse s'extirper de son destin par sa propre volonté en s'éduquant, en travaillant très fort et en ayant l'esprit d'entrepreneuriat. Perçu comme étant plus à droite, le rêve américain s'avère bien présent en 2016. L'idée de pouvoir devenir riche et célèbre du jour au lendemain est particulièrement entretenue par la révolution numérique ainsi que les nouvelles formes de contenu et de divertissement. Le système de vedettariat en 1976 était bien codifié et difficilement accessible. Il fallait être « dans le milieu ». Aujourd'hui, les YouTubeurs sont de grandes vedettes chez les jeunes et l'idée que n'importe qui puisse démarrer sa chaîne YouTube et devenir célèbre est bien présente. Cette idée touche également l'entrepreneuriat. Le secteur des technologies, avec des entreprises comme Facebook, Google ou Apple, entretient la mythologie que l'on peut faire fortune très rapidement en démarrant une entreprise dans son sous-sol. Le paradigme économique de 1976, plus stable, axé sur l'exploitation des ressources, ne permettait aucunement ce genre de succès fulgurant. Bien sûr, tout le monde ne peut pas devenir très riche ou très célèbre. C'est l'idée que c'est accessible à n'importe qui, voilà ce qui marque les esprits.

L'autre manière de concevoir l'américanité, avec une sensibilité de gauche, tient davantage dans l'esprit démocratique ou antiautoritaire. Par exemple, le milieu du travail est beaucoup

moins rigide et hiérarchique en Amérique qu'en Europe. L'américanité signifie également que les marqueurs sociaux sont inscrits plus dans le style de vie, la richesse et la consommation que dans l'historique familial ou la richesse culturelle. Sur ce plan, les valeurs ont également beaucoup évolué depuis 1976. Dans la plupart des secteurs d'activité, les employés portent le même uniforme que leur patron, soit des jeans ou un pantalon sport accompagné d'une chemise. En 1976, les complets et tailleurs étaient de mise pour des travailleurs de bureau et la qualité du complet variait en fonction du rang hiérarchique. D'ailleurs, c'est tout le système hiérarchique qui était plus rigide. Le rôle du patron était d'émettre des directives et celui des employés de les mettre en œuvre. Aujourd'hui, le mode de gestion est davantage collaboratif. Un employé va discuter et argumenter les décisions de son patron. C'est particulièrement vrai pour les nouvelles générations.

Sur le plan des valeurs familiales, le Québec diffère cependant du reste de l'Amérique. Nos voisins ont conservé une structure familiale assez rigide et traditionnelle, alors que la famille québécoise a évolué vers un modèle postmoderne. Une structure familiale traditionnelle prédispose à des valeurs comme l'obéissance à l'autorité, le conformisme ou le patriotisme. La structure postmoderne est caractérisée par le relativisme moral et culturel et place l'épanouissement au centre du système de valeurs. Sur cet aspect, les Québécois ont divorcé du continent.

## LA PEUR DE DISPARAÎTRE ET LE STATUT MINORITAIRE DES QUÉBÉCOIS

De la survivance au postsouverainisme, le nationalisme québécois s'est toujours façonné autour de cette volonté de durée, de ne pas être un accident que l'histoire va réparer. C'est le lot d'une minorité culturelle. En 1976, la menace perçue était essentiellement linguistique. Le projet de pays du Parti québécois ferait en sorte que le groupe linguistique francophone deviendrait majoritaire. Avant de proposer un référendum sur l'avenir

politique du Québec, le gouvernement de René Lévesque a cependant fait adopter la Charte de la langue française. Cette loi est venue baliser les droits linguistiques de tous les Québécois. Dans la foulée de la Loi sur la langue officielle (le projet de loi 22) des libéraux, elle donnait toute sa force à la reconnaissance du français comme langue officielle du Québec. Cette loi a eu pour effet de sécuriser les francophones sur le plan linguistique. Depuis, elle leur a donné le sentiment de devenir majoritaires et la capacité de se comporter comme tels sans avoir à faire l'indépendance.

En 2016, la peur de disparaître est encore présente dans l'imaginaire des Québécois. Elle s'est toutefois muée d'une peur de disparition linguistique vers la peur de perdre certains repères culturels. Jumelée au vieillissement de la population, l'arrivée plus importante d'immigrants issus de sociétés culturellement différentes a contribué à raviver le sentiment minoritaire d'une partie de la population.

Des sociétés minoritaires ou qui ont été ballottées par les aléas de l'histoire peuvent également sombrer plus souvent que d'autres dans le fatalisme. Par exemple, dans la mythologie de grandes puissances, le héros réussit toujours à dénouer une impasse ou à se sortir d'embarras par ses qualités personnelles. C'est le cas aux États-Unis où le protagoniste agit sur les éléments. Ce trait s'avère beaucoup moins présent au Québec. D'ailleurs, les Québécois sont plus nombreux que les autres Canadiens à acquiescer à l'idée que des forces nous dépassent et que, quoi que l'on fasse, le destin est déjà tracé. Si l'expression québécoise « Ah ben coudonc » s'avère difficile à traduire, ce n'est pas seulement à cause des mots. Cette idée n'existe pas dans toutes les cultures.

Par ailleurs, l'envie est souvent une caractéristique des peuples conquis, dominés ou minoritaires. Bien que son histoire soit glorieuse et millénaire, la Grèce partage ces caractéristiques. La domination ottomane a duré près de 400 ans, soit de la chute de Constantinople en 1453 à la libération britannique au début des années 1830. La blague suivante est très populaire en Grèce :

Un Allemand, un Français et un Grec trouvent une lampe magique. Un génie en sort et leur offre chacun un vœu. L'Allemand dit : « Mon voisin a une grosse usine et il fait beaucoup d'argent, je veux également une grosse usine. » Et pouf, l'Allemand possède une usine. Le Français dit : « Mon voisin a un vignoble et un château, je veux également un vignoble et un château. » Et pouf, le Français possède un vignoble et un château. Le Grec dit : « Mon voisin possède un âne pour transporter du bois, alors tue son âne. »

On pourrait remplacer le Grec par un Québécois et l'âne par un bœuf et la blague fonctionnerait très bien.

Parfois, on dirait même qu'avoir un petit pain ne semble pas nous offusquer lorsqu'il est partagé également par tout le monde. Dans le fonctionnement normal d'un hôpital, que le corridor serve de chambre de convalescence ne nous émeut plus, à condition que ce soit le lot de tout le monde. Lorsqu'un Québécois a du succès, on aime parfois le rabaisser. Certains ne se gênent pas pour qualifier Céline Dion de chanteuse « populaire » ou le Cirque du Soleil d'entreprise commerciale qui a perdu son âme. Un certain milieu bien branché du théâtre regarde Robert Lepage de haut, même si très peu ont le début du commencement de son succès. L'Université McGill représente un très grand succès à bien des égards. Il y a quelques années, elle souhaitait offrir une maîtrise en administration des affaires (MBA) à 29 000 \$ pour une clientèle de cadres ambitieux afin de rivaliser avec les autres grandes universités nord-américaines. Le ministère de l'Éducation s'est braqué. Pourquoi ? Parce que tous n'y auraient pas accès. Les Québécois se sont quelque peu décomplexés avec le temps. En 2016, ils ne se voient plus comme des porteurs d'eau. Toutefois, certains ont encore l'impression que le succès de l'un les écrase, au lieu de le voir comme une source potentielle d'élévation.

## LE LIEN AVEC LA TERRE

Être agriculteur n'est pas un métier comme les autres. Cela s'apparente davantage à un style de vie qu'à un emploi rémunéré.

L'agriculteur est un entrepreneur qui travaille dur, avec une constance et une débrouillardise qui lui permettent de parer aux imprévus. Il doit faire preuve d'humilité envers la nature et les conditions climatiques. Il doit également faire preuve d'entraide pour encaisser les coups durs. La maison familiale se confond avec la ferme et toute la famille est mise à contribution. Ce sont tous ces aspects qui façonnent un système de valeurs.

En 1966, le Québec comptait 62 000 fermes laitières<sup>3</sup>. Ces fermes familiales faisaient vivre des familles nombreuses. En estimant qu'une famille rurale était composée de huit personnes et que, selon Statistique Canada, les fermes laitières représentaient environ la moitié des fermes<sup>4</sup>, on peut évaluer que près d'un million de Québécois vivaient de la ferme, soit près d'une personne sur cinq. Dix ans plus tard, en 1976, il ne restait qu'environ 25 000 fermes. Bien que ce nombre ait considérablement diminué, un grand nombre de Québécois avaient été élevés sur une ferme et le système de valeurs terriennes qui les avait façonnés en tant qu'individus était toujours présent.

Aujourd'hui, il reste autour de 6 000 fermes laitières<sup>5</sup>. Toutefois, la production laitière totale de 28 000 000 d'hectolitres<sup>6</sup> n'a pas bougé entre 1966 et aujourd'hui. On comprend que ce qui a changé, c'est le volume de production laitière par ferme. En 2016, un producteur laitier exploite une PME hyperspécialisée. Il possède pour des millions de dollars d'équipements sophistiqués, ses principaux outils de travail consistent en un ordinateur et un téléphone intelligent. Son profil et son système de valeurs s'apparentent plus à ceux d'un entrepreneur qu'à ceux du fermier des années 1960. Même si les Québécois ne sont plus des cultivateurs, que reste-t-il de ce système de valeurs?

---

3. Guy D. Lapointe (2011), *Évolution des fermes*, MAPAQ, Gouvernement du Québec.

4. [http://www.aqinac.com/client/publications/RapportSynthese\\_EvolutionEt-DiversiteModelesExploitationsAgricoles\\_140602.pdf](http://www.aqinac.com/client/publications/RapportSynthese_EvolutionEt-DiversiteModelesExploitationsAgricoles_140602.pdf).

5. Guy D. Lapointe, *loc.cit.*

6. Guy D. Lapointe, *loc.cit.*

Son principal legs : la valorisation de ce que l'on pourrait appeler le gros bon sens ou le sens commun. On pourrait définir « le gros bon sens » comme la capacité à faire preuve de jugement, de mesure et à éviter les risques en s'appuyant sur une certaine expérience et des traditions. Les Québécois font davantage confiance à des figures qui incarnent la sagesse populaire. La confiance qu'ils ont accordée à René Lévesque, Robert Bourassa, Lucien Bouchard ou Mario Dumont n'est pas étrangère à leur capacité à incarner à leur façon ce gros bon sens. Dans le monde des médias, l'animateur Jean-Luc Mongrain manie également très bien cette carte.

La vie sur la ferme est aussi cyclique. Elle est ritualisée. Lorsqu'on travaille sur une ferme, la vie est bercée par les saisons pour les semences et les récoltes, et par le lever et le coucher du soleil pour la traite des vaches. Il importe de faire la distinction entre routine et rituel. La routine n'est que répéter le même geste machinalement sans lui donner un sens particulier. Le rituel permet de donner un sens au quotidien ou aux événements qui marquent la vie. Même si l'enracinement à la terre s'atténue, l'importance accordée aux rituels demeure. Les publicitaires qui veulent rejoindre les Québécois doivent toujours tenir compte de cette particularité. Pour beaucoup de Québécois, se faire un café, c'est l'odeur qui embaume la maison, la chaleur de la tasse, l'amertume de la première gorgée, l'effet stimulant de la caféine. Se faire un café le matin est une activité hautement ritualisée qui comporte des étapes bien précises qui doivent être effectuées dans un ordre précis. Tous ces éléments marquent le passage de l'état de sommeil à l'état d'éveil.

D'ailleurs, souvent la mise en marché de nouveaux produits ou de services échoue car elle n'a pas délogé un rituel existant. Il est par exemple admis que les bouchons de vin en aluminium sont plus efficaces. Les consommateurs québécois préfèrent néanmoins les bouchons de liège. Ils sont attachés au rituel entourant l'ouverture d'une bouteille. Enlever le papier d'aluminium, insérer le tire-bouchon, sentir la tension et pop ! Ce

bruit si caractéristique est en fait la promesse d'un bon repas joyeux entre amis. Le bouchon d'aluminium ne porte pas cette promesse. Comme tente de le faire *LaPresse+*, pour vendre une innovation à un Québécois, il faut l'aider à réinventer ses rituels.

## UN HÉRITAGE CATHOLIQUE

La pratique et l'importance de la religion catholique ont grandement diminué depuis 1976. Une visite à l'église le dimanche permet de s'en rendre compte très rapidement. Un sondage mené par CROP<sup>7</sup> et publié dans le quotidien *Le Soleil* à la suite de la renonciation du pape Benoît XVI montrait que 31 % des Québécois assistaient à des offices religieux en 2013. L'Église ne se prononce presque plus sur des sujets d'intérêt public et son autorité morale a grandement diminué.

Contrairement à 1976, les écoles ne sont plus confessionnelles et les cours de religion ont été abolis à la faveur du programme Éthique et culture religieuse. Avec la fin des cours de religion catholique, on note également le déclin de la connaissance de certaines références religieuses. Pour reprendre une image, la notoriété de Barabbas dans la Passion est maintenant beaucoup plus faible...

Le même sondage montrait toutefois que près des deux tiers (61 %) des Québécois estimaient que la religion catholique formait toujours une partie de l'identité québécoise. Leur attachement au patrimoine physique, c'est-à-dire aux églises, s'élevait à 59 %. Même si les Québécois ont délaissé la pratique de la religion, elle constitue toujours un repère culturel fort. En 2011, selon Statistique Canada, 74,7 % des Québécois s'identifiaient de religion catholique<sup>8</sup>.

7. <http://www.lapresse.ca/fichiers/4622297/Sondage.pdf>.

8. <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Ap-eng.cfm?LANG=E&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=105399&PRID=0&PTYPE=10527>

De plus, les schèmes, c'est-à-dire l'ensemble des concepts permettant de se faire une image de la réalité, sont très souvent empruntés directement au catholicisme. La manière d'appréhender les changements climatiques en constitue un bon exemple. Les Québécois ne sont ni plus ni moins sensibles à l'environnement que le reste du Canada. Toutefois, au Québec, la seule façon d'en parler est sous l'angle de l'anxiété apocalyptique. C'est-à-dire que nos péchés, notre consommation de gaz à effet de serre, vont nous conduire à l'apocalypse. La religion catholique est basée sur le même schème, sauf que la notion de péché a évolué. Autrefois, l'Armageddon arrivait en raison de ce que l'on considérait comme des péchés, telles la luxure, la gourmandise ou la paresse, ce que l'on appelle maintenant l'hédonisme. Ainsi, aujourd'hui, c'est de la combustion des énergies fossiles qu'il faut se repentir à l'aide d'une activité carbonneutre afin de nous délivrer de la fin du monde. Puisqu'une image vaut mille mots, le magazine *L'Actualité* titrait en 2007 : un prophète nommé Guilbeault<sup>9</sup>.

De même, la relation trouble des catholiques avec l'argent semble encore présente. Au Québec, l'argent a toujours un côté obscur. Un voisin fait fortune. Comment a-t-il fait son coup? Même chose en politique. Depuis 2014, les partis politiques québécois ne peuvent plus, à toutes fins utiles, être financés par la population. La limite de contribution est plafonnée à 100 \$. L'État a pris le relais, estimant que les risques de conflit ou d'apparence de conflit étaient trop grands si les contributions étaient plus élevées. À Ottawa, on a plutôt choisi d'éliminer la majeure partie du financement étatique des partis.

Au cours de la Révolution tranquille, l'État a remplacé le rôle de l'Église dans plusieurs fonctions sociales. Ce fut le cas en santé, en éducation ou pour prendre soin des plus démunis de la

---

7&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2013&THEME=95&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=.

9. <http://www.lactualite.com/sante-et-science/un-prophete-nomme-guilbeault/>.

société. Au-delà des fonctions sociales, l'État a également remplacé l'Église dans son rôle de repère moral. Les Québécois s'attendent à ce que l'État joue un bien plus grand rôle qu'ailleurs au Canada. Ils n'ont pas une relation uniquement de type transactionnel avec le gouvernement du Québec, où le citoyen paie des taxes et des impôts en échange d'une prestation de services. Pour les Québécois, l'État a également une autorité morale, un rôle de protecteur.

\* \* \*

Pierre-François-Xavier de Charlevoix publiait en 1722 *Histoire et description générale de la Nouvelle-France*. Le spécialiste du nationalisme québécois Louis Balthazar aimait citer la description des différences répertoriées à l'époque entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre par cet historien jésuite qui laissa son nom à une des plus belles régions du Québec. En résumé, les filles de la Nouvelle-France étaient souvent mieux vêtues, les repas étaient plus copieux et le sens de la fête était plus présent. Il s'en dégageait l'impression d'une société plus riche. Pourtant, à la différence de la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-France ne se constituait cependant pas un capital financier à laisser en héritage... Cette lecture demeure d'actualité, tout comme celle des racines décrites par le publicitaire Jacques Bouchard. Encore aujourd'hui, elles sont utiles pour analyser ce qui façonne la singularité québécoise, mais aussi son comportement social et politique.

De 1976 à 2016, beaucoup de choses ont cependant changé. Les Québécois sont aujourd'hui plus hédonistes. Le palmarès québécois de la vente des livres de cuisine en témoigne... Ils sont aussi moins pratiquants. Les valeurs familiales sont également beaucoup plus éclatées qu'ailleurs sur le continent. L'insécurité minoritaire des Québécois demeure, mais s'exprime différemment. Leur conception d'eux-mêmes a également évolué. La réussite au niveau international fait maintenant partie des possibles.

Il s'avère difficile d'apprécier pleinement les valeurs de l'époque actuelle. À l'image d'une montagne dont on discerne très bien les contours de loin, on apprécie difficilement son relief lorsqu'on est dessus. Peu importe son origine, la musique populaire arrive souvent à broser un portrait de son époque qui transcende les frontières.

De Liverpool, les Beatles avaient pressenti en 1966 la solitude et l'atomisation de la société moderne avec la chanson *Eleanor Rigby*: «All the lonely people, where do they all come from? All the lonely people, where do they all belong?» Vingt-cinq ans plus tard, dans la région de Seattle, le groupe phare du mouvement grunge, Nirvana, encapsule très bien le postmodernisme avec la chanson *Smells like teen spirit* et le cri de son refrain: «Here we are now, entertain us.» Ces paroles traduisent magnifiquement l'idée que la culture s'est dissoute dans le divertissement.

Aujourd'hui, la révolution numérique, l'informatisation et les réseaux sociaux ont une influence considérable sur la circulation de la culture. La chanson *Reflektor* du groupe anglophone montréalais Arcade Fire décrit de manière très juste l'époque actuelle. Nous cherchons des liens sociaux, mais les réseaux sociaux offrent d'abord un reflet de notre propre image. «We're so connected, but are we even friends?», chantent-ils. Avec Facebook, nous avons élargi démesurément le cercle de nos amis virtuels, mais combien de vrais liens d'amitié intimes et sincères avons-nous?

En 2016, les médias sociaux sont de puissants accélérateurs culturels. Avec ses codes narcissiques, son autoréférencement et sa culture de l'instantanéité, la révolution numérique bouscule la culture partout dans le monde. Le Québec n'y échappe pas. Chez les plus jeunes, les réseaux de socialisation ne sont plus les mêmes. Les nouvelles générations se constituent de nouveaux cercles, de nouvelles tribus sous la forme d'amis Facebook, d'abonnés sur Twitter, sur Instagram ou avec Snapchat. Les frontières tombent et les rapports sociaux se modifient. L'écran

numérique ou la sphère médiatique s'impose comme un véritable filtre entre l'individu et le monde. La révolution ne fait que commencer, elle bouleverse des pans entiers de l'économie et il est difficile d'en mesurer pleinement les effets sur la culture, mais son influence est indéniable.



## PARTIE II

---

# Fragmentation de la vie politique

« Tout parti naissant devrait à mon avis inscrire dans ses statuts une clause prévoyant qu'il disparaîtra au bout d'un certain temps. Une génération ? Guère davantage, ou sinon, peu importe les chirurgies plastiques qui prétendent lui refaire une beauté, ce ne sera plus un jour qu'une vieillerie encombrant le paysage politique et empêchant l'avenir de percer. »

*René Lévesque, 1987*



## LE RETOUR À LA DIVERSITÉ ÉLECTORALE

**L**e 15 novembre 1976 fut une journée marquante dans l'histoire électorale québécoise. Pour la première fois, un parti indépendantiste allait former le gouvernement. À juste titre, cette date a pris beaucoup de place dans notre imaginaire collectif. Elle revêt pour plusieurs un moment magique où le peuple québécois a assumé son désir d'affirmation. Pour d'autres, cette journée fut vécue comme une épreuve. Pour plusieurs membres de la communauté anglophone, elle fut un véritable traumatisme. Certains choisissent l'exode, notamment vers Toronto. Cela n'est d'ailleurs pas étranger à la croissance spectaculaire de cette ville qui allait supplanter Montréal comme métropole canadienne.

Au fil des ans, le mythe d'un grand soir s'est peu à peu construit. Le Centre Paul-Sauvé où étaient rassemblés les partisans de René Lévesque fut l'épicentre de ce tremblement de terre. Dans ce récit national, il y a un avant et un après 1976. Le Québec y atteint l'âge adulte. L'élection du PQ et la réalisation de l'indépendance s'inscrivent dans le sens de l'histoire. Il s'agirait alors de l'aboutissement logique de la Révolution tranquille. Encore aujourd'hui, cette soirée est porteuse de nostalgie, voire d'une certaine mélancolie en lien avec le refus de la population

québécoise d'accorder, en 1980, au chef du PQ le mandat de réaliser l'indépendance.

Or, ce mythe de 1976 s'est construit en occultant ce qui permet réellement d'expliquer l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement du Parti québécois. D'ailleurs, n'oublions pas qu'au même moment les Québécois continuaient d'appuyer massivement Pierre Elliott Trudeau au niveau fédéral. Pour bien comprendre cette période, nous devons tenter de l'analyser avec les yeux de l'époque. C'est que nous tenterons d'abord de faire dans ce chapitre. Nous étudierons ensuite l'évolution du système partisan québécois depuis 1976. Cette élection de réaligement a d'ailleurs déclenché une longue période de fermeture du système partisan et de bipartisme à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, cette période a laissé place à un réel multipartisme. Nous analyserons dans cette veine la diversité contemporaine de l'offre politique. De même, nous tenterons d'expliquer l'évolution de l'électorat, tant sur le plan générationnel que sur celui de ses préférences politiques. Nous terminerons en présentant l'évolution de la participation électorale et de l'engagement partisan pendant cette période. Nous assistons à un réel déclin des formes traditionnelles d'engagement.

## LA CAMPAGNE DE 1976 : LE BON GOUVERNEMENT

Énorme victoire: le PQ recueille 41,37 % des suffrages exprimés. Il parvient à faire élire 71 députés sur 110. Ce résultat surprend: « Les dirigeants du PQ avaient bien entrevu la possibilité d'une victoire électorale, mais n'osaient pas vraiment y croire – tout comme la très grande majorité des électeurs, d'ailleurs! –, de peur sans doute de revivre les issues décevantes des campagnes de 1970 et 1973<sup>1</sup>. » Robert Bourassa avait tenté de prendre le Parti québécois par surprise en déclenchant des

---

1. Raymond Hudon (2003), « 1976. Un aboutissement précoce. Le Parti québécois prend le pouvoir », *Cap-aux-Diamants: la revue d'histoire du Québec*, n° 73, 2003, p. 44.

élections anticipées alors qu'il lui restait pourtant encore plus d'une année afin de compléter le fort mandat obtenu en 1973. Mal lui en prit. Sur ses 102 sièges à l'Assemblée nationale, son parti n'en conservera que 26.

Cinq facteurs peuvent contribuer à expliquer ce succès électoral du Parti québécois.

- 1) **L'effet de surprise** – Les libéraux croyaient prendre le Parti québécois au dépourvu. Cela a plutôt bien servi ce dernier. Sous-estimé, il a été en mesure d'être à l'offensive plutôt que de devoir subir le test du meneur. Cela a également eu pour effet d'éviter que des segments de l'opinion publique votant pour le PQ aient peur d'un changement trop fort vers l'inconnu et se réfugient vers des partis plus traditionnels.
- 2) **La stratégie du Parti québécois** – En 1974, le Congrès du PQ modifie en profondeur sa stratégie d'accession à l'indépendance. Selon une approche « étapiste », la population serait appelée à se prononcer par référendum sur la possibilité de la souveraineté-association. Cette stratégie a eu pour effet de dissocier la souveraineté de l'élection d'un gouvernement du Parti québécois. Les électeurs pouvaient faire le choix d'un « bon gouvernement » sans pour autant voter pour l'indépendance. D'ailleurs, en plus de messages sur le changement, l'un des thèmes phares de la campagne sera : « On a besoin d'un vrai gouvernement. » Cela témoigne d'une volonté de faire porter la campagne sur le bilan du gouvernement sortant plutôt que sur le projet de pays. Sur le plan publicitaire, on employait l'image du balai afin d'illustrer le « grand ménage » dont le Québec avait besoin<sup>2</sup>. Cela permettait également de mettre l'accent sur le programme de réforme en matière de politiques publiques et sur la compétence d'une équipe apte à gouverner. Pour une majorité de Québécois, le PQ était devenu une option de rechange crédible au gouvernement.

---

2. <http://www.pubquebec.ca/meilleures-publicites/parti-quebecois.html>.

- 3) **L'usure** – Le gouvernement libéral sortant était secoué par plusieurs crises. Il fait notamment face à des grèves tournantes dans la fonction publique. À la suite du saccage de la Baie-James, il doit mettre sur pied une vaste commission d'enquête sur l'industrie de la construction. La Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) poursuit également ses travaux. L'adoption du projet de loi 22, qui fait du français la langue officielle du Québec, mécontente tant les francophones nationalistes que les allophones. À l'automne 1975, le gouvernement doit également prendre en main la gestion du chantier olympique afin d'éviter un échec. Cela se fait sur fond de conflit avec Ottawa. Ce dernier refuse d'absorber une partie de la facture. M. Trudeau tient des propos très durs à l'endroit de Robert Bourassa et menace également d'effectuer le rapatriement de la constitution canadienne sans le consentement du Québec. Il mettra finalement sa menace à exécution en 1982.
- 4) **La mobilisation nationaliste** – Le climat politique de 1976 était bouillonnant. Le Québec et Montréal venaient de recevoir le monde avec les Olympiques. Le milieu culturel était également en mouvement. « Selon les estimations, plus de 300 000 personnes assistent au spectacle de la veille de la Saint-Jean-Baptiste présenté sur le mont Royal<sup>3</sup>. » Il regroupait de grands noms : Jean-Pierre Ferland, Yvon Deschamps, Claude Léveillée, Robert Charlebois et Gilles Vigneault. Intitulé les 5 Jean-Baptiste, il « constitue un des moments forts de la montée du nationalisme qui survient au cours des années 1970<sup>4</sup> ».
- 5) **La remontée de l'Union nationale (UN)** – On oublie trop souvent que l'élection de 1976 marque le retour de l'UN à l'Assemblée nationale. Donnée pour morte, elle passe de 1 à 11 députés et obtient 18,2% des voix. Dirigée par Rodrigue Biron depuis quelques mois, elle bénéficiera particulièrement de l'insatisfaction envers les libéraux, notamment auprès de certaines communautés en lien avec la Loi sur la langue officielle.

---

3. <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/20252.html>.

4. *Ibid.*

Jumelée à la présence des créditistes en région et à la présence de plus petits partis, tel le Parti national populaire de l'ancien ministre libéral Jérôme Choquette, la remontée de l'Union nationale contribuera à la défaite des libéraux dans plusieurs circonscriptions.

Plusieurs éléments permettent donc d'expliquer la victoire péquiste de 1976. Contrairement à la croyance populaire d'aujourd'hui, la question de la souveraineté ne fut pas au cœur de la thématique de sa campagne. L'élection de 1976 a cependant permis d'amorcer une nouvelle période de l'histoire du système partisan et de redéfinir complètement pour plus de trois décennies l'équilibre des forces politiques du Québec. Sur le plan des politiques sociales et économiques, le gouvernement Lévesque aura placé les derniers jalons qui découlaient de la Révolution tranquille.

## DU BIPARTISME AU MULTIPARTISME : UN SYSTÈME PARTISAN PLUS OUVERT

Avec un peu de recul, on se rend rapidement compte qu'un système partisan, c'est-à-dire la configuration de partis politiques rivaux au sein d'une même société, n'est pas immuable. Avec le temps et l'évolution de l'électorat, les systèmes partisans changent et se transforment. Le système partisan du Québec n'y échappe pas. Des partis y naissent et d'autres y meurent. Des partis deviennent dominants ou puissants. C'est le cas des partis qui forment le gouvernement ou l'opposition officielle alors que les autres sont plutôt dominés ou de moindre importance.

Il est également intéressant d'évaluer le niveau d'ouverture et de fermeture d'un système partisan. Il s'agit en fait de mesurer le niveau de multipartisme et son évolution dans le temps. Selon le regretté Vincent Lemieux<sup>5</sup>, un grand spécialiste québécois des partis politiques, un système partisan est réputé être ouvert

---

5. Vincent Lemieux (2005), *Les partis et leurs transformations*, Sainte-Foy, PUL.

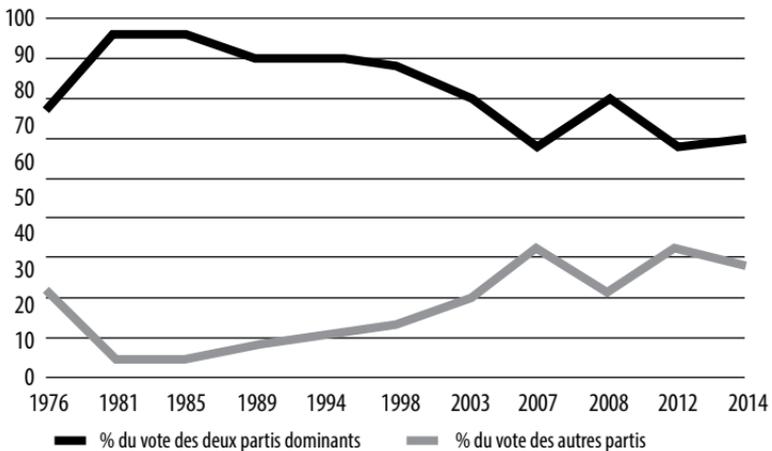
lorsque les partis politiques ayant terminé premier et deuxième ne totalisent pas plus de 80 % du vote. À l'inverse, un système partisan sera fermé lorsque les autres partis ne sont pas en mesure de récolter ensemble plus de 20 % du vote.

À peine huit ans après sa fondation, en prenant le pouvoir en 1976, le PQ avait déjà atteint un seuil élevé d'institutionnalisation. Il est rapidement devenu un parti dominant. Cela ne fut pas sans conséquence pour les autres partis et pour la configuration du système partisan québécois. On verra que, malgré une certaine remontée de l'Union nationale, celle-ci sera emportée par le clivage Oui-Non dans la foulée du référendum de 1980 portant sur la souveraineté-association. Il en sera de même pour les créditistes.

Avec ses résultats de 1976, le Parti québécois a modifié considérablement le système partisan québécois. Malgré une ouverture passagère du système partisan, la capacité du PQ d'imposer le clivage dominant Oui-Non à l'indépendance viendra structurer les forces politiques pour plusieurs décennies et se transposer en un réel bipartisme. Celui-ci se maintiendra le temps d'une génération.

Le graphique suivant permet de mieux comprendre l'évolution du niveau d'ouverture du système partisan québécois. Chaque donnée correspond à une année électorale. La courbe du haut correspond à la somme en pourcentage des résultats des partis ayant terminé premier et deuxième alors que celle du bas reprend la somme des résultats en pourcentage des autres partis. Pour l'ensemble de la période étudiée, à l'exception d'une élection, les partis dominants furent le Parti libéral du Québec et le Parti québécois. En 2007, ce fut l'Action démocratique du Québec (ADQ).

### ÉVOLUTION DE L'OUVERTURE DU SYSTÈME PARTISAN QUÉBÉCOIS<sup>6</sup>



Que doit-on retenir de ce graphique? D'abord que le système partisan québécois s'est grandement transformé depuis 1976. Après une longue période de bipartisme, il est aujourd'hui revenu à une situation de multipartisme, malgré un mode de scrutin uninominal à un tour. Contrairement à la proportionnelle, ce mode favorise la présence de deux partis dominants. Or, le système partisan québécois connaît actuellement l'un des moments les plus ouverts de son histoire. En 1976, les deux premiers partis totalisaient 75 % des voix. En 1981 et en 1985, c'était le cas de 95 % des voix. Lors des deux derniers scrutins, 2012 et 2014, ils ont totalisé seulement 63 % et 66 % des voix. Cette réouverture du système partisan québécois se manifeste dès l'élection de 2003.

Deuxièmement, le statut dominant du Parti québécois est maintenant menacé. Il a terminé troisième en 2007 et perdu son statut de parti dominant à l'Assemblée pour une courte période. En 2012, il est parvenu à prendre le pouvoir, mais moins de 5 % d'écart séparait le premier parti du troisième. En 2014, il a

6. Résultats du Directeur général des élections du Québec.

terminé en deuxième place avec à peine plus de 2 % d'avance sur la Coalition avenir Québec (CAQ), qui terminait troisième. Cette imprévisibilité du système partisan québécois s'est d'ailleurs traduite par deux gouvernements minoritaires en 2007 et en 2012. Du jamais vu au Québec depuis 1878. Sur le plan régional, nous sommes également en présence de sous-systèmes où, dans certains cas, seuls le PLQ et la CAQ sont réellement compétitifs (ex. : Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale et Centre-du-Québec), seuls le PQ et la CAQ le sont dans d'autres régions (Laurentides et Lanaudière), Québec solidaire (QS) et le PQ dans l'est de Montréal (la bataille de la ligne orange), puis le PLQ et le PQ (Saguenay–Lac-Saint-Jean).

Troisièmement, le multipartisme semble s'enraciner à l'Assemblée nationale. La politique québécoise change parce que les Québécois changent. Pendant la majorité de son histoire, la pratique a voulu que l'arrivée de nouveaux partis justifie la disparition d'autres partis. Cette réalité ne semble plus s'appliquer automatiquement. Au contraire, de nouveaux partis sont parvenus à faire leur entrée à l'Assemblée nationale, à durer depuis le tournant des années 2000 et à améliorer leur sort. Ce fut le cas de l'ADQ-CAQ et de Québec solidaire. L'offre politique s'est diversifiée. De nouveaux partis se sont institutionnalisés. En plus de refléter une ouverture du système partisan, cela se traduit par une fidélisation de scrutin en scrutin de différents segments de l'électorat vers de nouveaux partis.

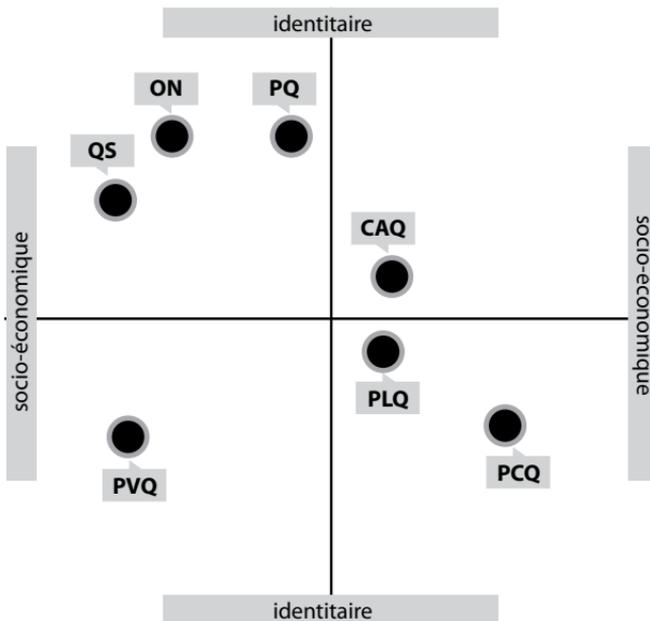
## LA DIVERSITÉ DE L'OFFRE POLITIQUE

La politique québécoise ne fut jamais simple à expliquer à des étrangers. Certaines choses qui semblent évidentes aux électeurs québécois ne le sont pas nécessairement ailleurs. Selon les élections, la saillance des enjeux varie selon l'humeur des électeurs. Au Québec, afin de bien comprendre la structuration du débat politique, nous avons bien entendu un axe traditionnel portant sur le niveau d'intervention de l'État. On dira d'un parti qui souhaite un État plus interventionniste qu'il se situe à gauche

et d'un parti qui prône un État moins interventionniste qu'il tend vers la droite. Pour tenir compte du contexte national du Québec, nous devons également intégrer un axe identitaire. Celui-ci permet d'évaluer le positionnement de partis quant à leur volonté d'autonomie pour le Québec et l'importance qu'ils accordent aux autres enjeux associés à l'identité.

Comme nous l'avons vu, le système partisan n'a jamais été aussi ouvert. Cela se traduit par la présence de quatre partis en chambre. Au moment de la dissolution de la Chambre en 2012, on en comptait même cinq avec Option nationale. De même, sept formations politiques peuvent prétendre faire réellement campagne au niveau national.

#### BOUSSOLE ÉLECTORALE QUÉBÉCOISE DE 2014<sup>7</sup>



7. Radio-Canada, Boussole électorale québécoise, 2014.

La figure précédente reprend le positionnement des principaux partis politiques lors des élections générales de 2014. On y constate que le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale partagent le même cadran (gauche et identitaire). Le Parti québécois se retrouve plus près du centre sur l'axe socioéconomique alors que c'est le cas de Québec solidaire sur l'axe identitaire. Le Parti vert du Québec et la Coalition avenir Québec sont seuls dans leur propre cadran. Née d'une fusion avec l'ADQ, la CAQ est un parti autonomiste et de centre-droite sur le plan socioéconomique. Résolument fédéraliste, actuellement de centre-droite, le Parti libéral partage quant à lui le dernier cadran avec le Parti conservateur du Québec.

L'offre politique est aujourd'hui davantage fragmentée. Elle est diversifiée tant en nombre que par son positionnement politique différencié des partis. Bien sûr, ces partis n'ont pas la même importance. Ensemble, ils couvrent cependant un large éventail de positions politiques. Québec solidaire est d'abord à gauche, souverainiste ensuite. Le Parti québécois connaît une deuxième course au leadership en l'espace de deux ans. Le PLQ défend sans compromis l'appartenance du Québec au Canada tout en menant un programme d'austérité sur le plan des finances publiques. La CAQ réclame davantage de pouvoir au sein du Canada tout en faisant de l'éducation et de la réforme de l'État des priorités. Les électeurs québécois ont donc plus de choix qu'auparavant.

Si la remontée de l'Union nationale en 1976 s'est avérée conjoncturelle en raison de l'impopularité des libéraux, l'ouverture actuelle du système et ce retour à la diversité de l'offre politique qui l'accompagne semblent davantage structureux. La diversité se répète d'élection en election depuis plus de 10 ans. Cet éclatement du système partisan s'explique donc par une évolution plus durable de l'électorat québécois.

## LE DÉCLIN DE LA FORCE ÉLECTORALE DES BOOMERS

Quarante ans plus tard, l'électeur québécois type est bien différent de celui de 1976. Plus nombreuse, la population québécoise est aussi davantage scolarisée. Le poids des allophones est plus important. L'électeur moyen est plus âgé. Il est également moins fidèle, ce qui se traduit par une certaine volatilité électorale et par un certain désengagement de la politique partisane.

En matière de préférences, l'électorat est à l'image du système partisan, c'est-à-dire beaucoup plus fragmenté. En 2014, cela s'est traduit par 1,7 million de votes au PLQ, à peine plus de 1 million au PQ, 975 000 à la CAQ et 323 000 à Québec solidaire. Un premier clivage lié à la langue maternelle demeure. Les allophones et les anglophones constituent, sur le plan électoral, un bloc monolithique qui appuie massivement les libéraux. En revanche, les quatre partis représentés à l'Assemblée nationale se partagent le vote francophone. Au lendemain de l'élection d'avril 2014, la firme de sondage CROP établissait le partage du vote de la façon suivante auprès de cette catégorie d'électeurs : Québec solidaire à 13 %, PQ à 27 %, PLQ et CAQ à 28 %<sup>8</sup>.

Un clivage se dessine également selon l'âge. Tout comme l'électorat du Québec, celui du PQ vieillit. Dans un portrait des jeunes Québécois de 18 à 24 ans réalisé auprès de 500 répondants pour le compte de *La Presse* dans les semaines qui suivirent l'élection de 2014, CROP relevait que « le parti le plus populaire auprès de la jeune génération est le Parti libéral, à 34 %. Québec solidaire et la Coalition avenir Québec arrivent ex aequo au deuxième rang, à 22 % et 23 %. Le PQ ferme la marche avec un maigre 16 %<sup>9</sup> ». De telles données offrent un réel contraste avec la structure des appuis accordés au Parti québécois en 1976 où ce

---

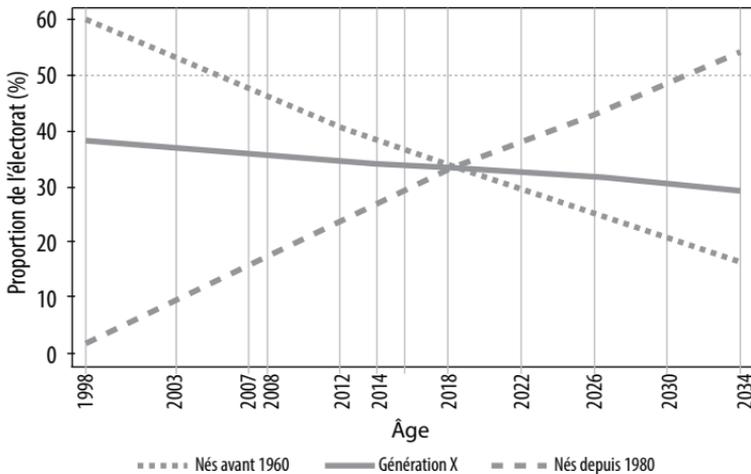
8. <http://www.crop.ca/sondages/pdf/2014/Rapport%20politique%20-%20Juin%202014.pdf>.

9. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201406/02/01-4771950-les-jeunes-et-la-souverainete-la-generation-non.php>.

dernier était davantage porté par les nouvelles générations. Elles ont tendance à confirmer la théorie générationnelle des partis politiques québécois.

Comme on l'a mentionné précédemment, les contours des générations sont complexes. Ils varient selon la lentille, selon la discipline. Le graphique suivant est révélateur de l'évolution du poids démographique des générations au sein de l'électorat québécois. Il est tiré d'une étude éclairante publiée par le politologue François Gélneau en 2015<sup>10</sup>.

### ÉVOLUTION DU POIDS DÉMOGRAPHIQUE DES GROUPES GÉNÉRATIONNELS DANS L'ÉLECTORAT QUÉBÉCOIS<sup>11</sup>



Ainsi, « après avoir dominé la société québécoise durant des décennies, la génération des baby-boomers ne formera plus que le tiers de l'électorat en 2018<sup>12</sup> ». Avec l'introduction d'élections à date fixe, cela coïncide avec une année électorale. Les baby-

10. François Gélneau (2015), « Poids électoral : la revanche de la génération X », dans Anick Poitras, dir., *L'État du Québec 2015*, Montréal, INM-Del Busso.

11. *Ibid.*

12. <http://www.ledevoir.com/non-classe/437890/la-revanche-de-la-generation-x>.

boomers, les X et les Y auront alors un poids équivalent. Les nombreux baby-boomers céderont donc leur place graduellement. Selon ces prévisions, la génération X exercera pour la première fois la balance du pouvoir en 2018, et la conservera pendant les quinze à vingt années suivantes. Cette évolution générationnelle de l'électorat constitue un des changements structurels les plus importants au sein de la société québécoise depuis 1976. En somme, une génération qui fut dominante pendant des décennies en raison de son nombre s'apprête à passer le flambeau du pouvoir politique. Ce n'est pas sans conséquence.

## UN DÉCLIN DES FORMES TRADITIONNELLES DE PARTICIPATION

Le pouvoir des baby-boomers reposait en grande partie sur la force du nombre et la participation politique de ce groupe d'âge. On observe maintenant un déclin marqué de la participation électorale. En 1976, plus de 85 % des électeurs inscrits se déplaçaient pour voter. En 2014, c'était le cas de 71 %. Paradoxalement, même si les électeurs ont aujourd'hui une offre politique plus diversifiée, ils votent en moins grand nombre. Ils semblent aussi plus cyniques.

Selon les études sur la participation, la probabilité de se rendre aux urnes augmente avec l'âge. Le taux de participation des jeunes est d'ailleurs beaucoup plus faible que celui de leurs aînés. En 2014, 55,7 % des jeunes de 18 à 24 ans ont exercé leur droit de vote<sup>13</sup>. Cela a pour effet de surreprésenter les générations plus âgées. En conséquence, pour quelques années encore, les baby-boomers devraient conserver un poids politique plus important que leur poids réel au sein de la population.

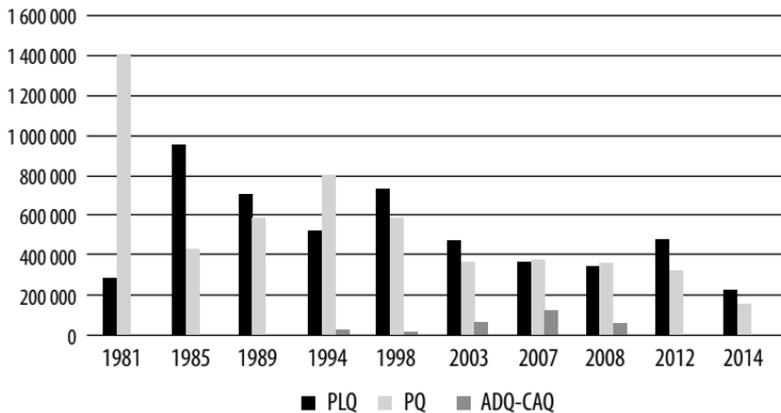
Cette baisse de la participation électorale s'accompagne d'un désengagement au sein des partis politiques sur le plan du

---

13. [http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire\\_democratie/fichiers/participation2014\\_version\\_finale.pdf](http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/participation2014_version_finale.pdf).

militantisme traditionnel. Les partis politiques rendent rarement public le nombre réel de leurs membres. Les sommes recueillies en adhésion publiées annuellement par le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) constituent néanmoins un indicateur fiable pour cerner l'évolution du recrutement au sein des partis. Le graphique suivant fait état d'un déclin réel des formes traditionnelles d'engagement partisan.

#### ÉVOLUTION DES REVENUS D'ADHÉSION AUX PARTIS POLITIQUES QUÉBÉCOIS POUR LES ÉLECTIONS TENUES APRÈS 1976<sup>14</sup>



Ce déclin des revenus d'adhésion affecte tous les partis politiques. Le Parti québécois semble cependant le plus touché. Parti de militants depuis sa fondation, ses revenus d'adhésion furent en 2014 six fois inférieurs à ce qu'ils étaient en 1981. En 2016, le militantisme prend de nouvelles formes. Les gens s'engagent moins dans les partis. En revanche, ils appuient différentes causes ou militent au sein de groupes de la société civile.

14. Données compilées au sein des différents rapports annuels du DGEQ.

\* \* \*

Pour bien comprendre l'esprit électoral de 1976, il importe de rappeler le contexte politique de l'époque. Avec le temps, nous avons eu tendance à oublier collectivement que le Parti québécois a choisi de miser sur le « bon gouvernement » plutôt que sur le projet de souveraineté. Pour prendre le pouvoir, il a su bénéficier de « fortune », c'est-à-dire de circonstances favorables liées notamment à l'usure du gouvernement et à une remontée conjoncturelle de l'Union nationale. À cela s'ajoute la « vertu », soit un bon travail de positionnement politique. Il a également été en mesure de mobiliser derrière lui une génération.

L'offre politique actuelle est davantage fragmentée et diversifiée. Le système partisan québécois n'a jamais été aussi ouvert. Cela se traduit par un multipartisme qui s'installe à l'Assemblée nationale. Jusqu'à maintenant, le Parti québécois semble en payer le prix. S'il peine à renouveler son électorat, il peut en revanche toujours compter sur un appui plus important de la génération du baby-boom. Par la force des choses, le poids de cet électorat est cependant appelé à diminuer. Cette évolution démographique s'accompagne d'ailleurs d'un plus grand changement structurel depuis 1976, soit l'érosion du clivage Oui-Non au sein de l'électorat.



## LE DÉCLIN DES OUI ET DES NON

**D**ans toute société démocratique, il existe des lignes de fracture et de division au sein de l'électorat autour desquelles s'articule le débat politique. Le Québec n'y échappe pas. En termes sociologiques, on parle alors de clivages. Ceux-ci sont parfois multiples. Notons par exemple celui entre les travailleurs et les patrons, entre la ville et la campagne, entre le religieux et le laïc, entre le centre et la périphérie... Un clivage supplante parfois tous les autres. Il monopolise alors la mobilisation électorale. Au Québec, le débat sur l'indépendance a eu cet effet pendant plusieurs années en divisant la population en partisans du Oui ou du Non. Cette division s'érode maintenant au profit de nouveaux clivages. La diversité électorale présentée précédemment, tout comme la fragmentation de l'électorat, constitue l'expression de cette érosion.

Nous tenterons de mieux comprendre comment se manifeste le déclin des Oui et des Non et les transformations que cela suppose. Dans cette veine, il convient d'abord d'effectuer un bref rappel historique de l'évolution des clivages et de la vie des partis au Québec. Nous analyserons ensuite les changements de perceptions à l'égard des caractéristiques du nationalisme québécois entre 1976 et 2016. Troisièmement, nous aborderons la montée du clivage gauche-droite en lien avec la socialisation politique des nouvelles générations qui découle de la crise étudiante de 2012. Nous tenterons enfin de cerner l'essoufflement de l'appui

à l'indépendance, particulièrement auprès des nouvelles générations. Cela nous amènera à réfléchir aux répercussions de cet essoufflement sur les partis indépendantistes traditionnels.

## UN PEU D'HISTOIRE

Depuis 1976, la polarisation Oui-Non avait pour conséquence de cimenter le système partisan autour de deux grands partis porte-étendards. Le politologue réputé Réjean Pelletier avait d'ailleurs très bien vu cette polarisation s'articulant autour du Parti québécois et du Parti libéral du Québec. Dès la fin des années 1980, il montre que ces deux partis poursuivaient essentiellement le même projet économique et social, tout en se distinguant sur la question nationale. Une telle situation est unique et difficilement comparable avec d'autres systèmes partisans ailleurs dans le monde. Ainsi :

Une fraction de la nouvelle classe moyenne appuie désormais le Parti libéral qui préconise un fédéralisme rentable, plus ou moins renouvelé et une autre fraction (intellectuels, artistes, professeurs, certains membres de professions libérales, etc.) appuie le Parti québécois qui préconise la souveraineté politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada. Il s'agit donc d'une scission avant tout politique au sein d'une nouvelle classe moyenne qui soutient, en gros, le même projet néo-capitaliste avec certaines variantes selon que l'on met l'accent plutôt sur l'entreprise privée avec le Parti libéral ou plutôt sur l'État et le secteur coopératif avec le Parti québécois<sup>1</sup>.

L'érosion de ce clivage se manifeste une première fois en 2002 lors de plusieurs élections partielles, s'installe en 2003 et se concrétise en 2007 avec l'ouverture répétée du système partisan québécois. De tels changements ne sont pas simples à analyser. D'abord parce qu'ils sont peu fréquents. De même, cela prend du temps avant d'être en mesure de les confirmer puisqu'ils se produisent lentement. Cela dit, depuis son adhésion au pacte

---

1. Réjean Pelletier (1989), *Partis politiques et société québécoise*, Montréal, Québec Amérique, p. 362.

fédératif de 1867, le système partisan québécois a connu plusieurs périodes bien distinctes. Nous en retenons quatre.

- **1867-1887** (les gagnants de 1867) caractérisée par une *hégémonie conservatrice* où ce parti a gouverné pendant 18 ans et sept mois, suivie d'une période de transition avec l'arrivée d'Honoré Mercier et son Parti national.
- **1897-1935** (les contrecoups de l'exécution de Louis Riel) caractérisée par une *hégémonie libérale* suivie par une période de transition avec le schisme qui donna naissance à l'Action libérale nationale puis à la création de l'Union nationale de Maurice Duplessis.
- **1944-1960** (les effets de deux crises : économique et conscription) caractérisée par une *hégémonie unioniste* suivie par une période de transition avec alternance PLQ-UN et naissance de partis indépendantistes dans la foulée de la Révolution tranquille.
- **1970-2007** (la montée de l'indépendantisme) caractérisée par une *hégémonie Oui-Non à l'indépendance* reposant sur une alternance PLQ-PQ suivie par une nouvelle période marquée par l'existence d'un multipartisme.

Historiquement, les modifications du système partisan québécois se traduisaient par le remplacement d'un parti politique dominant par un autre. Seul le Parti libéral du Québec existe depuis 1867. Il donne d'ailleurs naissance de façon périodique à celui qui deviendra plus tard son principal adversaire. Or, nous assistons en 2016 à un rare épisode de réel multipartisme. Au pouvoir depuis 15 ans, avec une brève interruption de 14 mois, le Parti libéral profite de cette situation. Entre chaque période, le Québec a connu quelques années caractérisées par une certaine instabilité électorale. Il s'agissait de moments de transition entre deux systèmes. Est-ce ce que le Québec vit actuellement? Assiste-t-on plutôt à une nouvelle période hégémonique libérale? Il est encore trop tôt pour le conclure de façon définitive. Cette hypothèse demeure néanmoins légitime. Chose certaine, la réalité politique du Québec contemporain est

beaucoup plus complexe. Elle s'appuie maintenant sur la base de plusieurs clivages et de nouveaux repères.

## 1976-2016 : UN NOUVEAU NATIONALISME

La fidélité première envers le Québec demeure pour une majorité de Québécois. Leur nationalisme et leur attachement au Québec s'exprimaient cependant différemment il y a quarante ans. Les enjeux qui font vibrer la corde sensible des Québécois et battre leur cœur ne sont plus les mêmes qu'à l'époque.

Un sondage CROP-L'Actualité réalisé entre le 12 et le 16 février 2016 permet de constater une transformation du nationalisme québécois. Cette évolution entre 1976 et 2016 se manifeste par le déclin d'enjeux associés au passé selon les répondants et à la montée de nouveaux thèmes contemporains. Le tableau suivant permet de visualiser cette transformation.

Ainsi, l'intégration des nouveaux arrivants et la valorisation du succès de Québécois à l'international constituent des enjeux associés à un nationalisme contemporain. À l'opposé, la défense du français, la fierté envers l'État québécois et la tenue d'un référendum sur l'indépendance sont majoritairement associées à un nationalisme des années 1970. D'ailleurs, la tenue d'un référendum sur l'indépendance est étonnamment l'enjeu qui s'avère le plus associé à 1976 et le moins à 2016.

ASSOCIATION DE DIVERS ÉLÉMENTS AUX DIFFÉRENTES ÉPOQUES DU NATIONALISME<sup>2</sup>

Base : ensemble des répondants, n = 1178

(%)	LE NATIONALISME DE 2016	LE NATIONALISME DE 1976	NI L'UN NI L'AUTRE
L'intégration des nouveaux arrivants	60	10	29
La valorisation du succès de Québécois à l'international	52	21	27
La mise en valeur du territoire québécois et de ses ressources	46	30	24
Un Québec reconnu et plus autonome au sein du Canada	39	37	24
La réussite économique tant individuelle que collective des Québécois	38	28	33
La défense de la langue française	29	53	18
L'engagement politique des artistes	26	45	29
L'État québécois comme source de fierté	23	54	23
Une lutte face à une élite anglophone	17	56	26
La tenue d'un référendum sur l'indépendance du Québec	16	62	22

Que s'est-il passé? C'est comme si 1976 et ses suites avaient permis la réalisation d'un bon nombre des aspirations collectives des Québécois. Les francophones se sont assumés comme majorité, tout en respectant les droits historiques de la minorité anglophone. Sur le plan linguistique, la Charte de la langue française est venue apaiser des inquiétudes légitimes quant à la prépondérance du français. Les Québécois ont également eu le sentiment d'être devenus davantage maîtres de leur économie. Bref, pour plusieurs, le pays du Québec s'est déjà fait dans leur tête. Quarante ans plus tard, le cœur nationaliste québécois vibre davantage pour se réjouir du succès des siens sur la scène internationale. Il se manifeste également lors de débats qui touchent la réussite de l'intégration des nouveaux arrivants. Ce thème nourrit d'ailleurs un nouveau clivage en marge des Oui et des Non. La politique revient sous la forme d'un débat visant à

2. Données d'un sondage CROP-*L'Actualité* publié le 15 mars 2016.

préciser le modèle d'intégration des nouveaux arrivants et de leurs enfants à la société québécoise.

## LA MONTÉE DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE ET L'EFFET DES CARRÉS ROUGES

La politique revient aussi à travers les débats sur le niveau d'intervention de l'État. Le clivage traditionnel gauche-droite associé aux questions économiques et sociales avait pourtant été évacué du débat politique québécois pendant plusieurs années. Hormis la question constitutionnelle, on parlait d'ailleurs d'un consensus québécois sur la façon d'imaginer l'intervention gouvernementale. Ce modèle québécois est aujourd'hui remis en question. La fin de ce consensus s'exprime de différentes façons.

D'abord, les partis politiques s'opposent plus clairement sur la question du rôle de l'État. Le Parti libéral du Québec, considéré comme un parti attrape-tout<sup>3</sup>, a prôné dès le lendemain de l'élection de 2014 une politique d'austérité ou de rigueur budgétaire. Comme nous l'avons vu avec la Boussole électorale, les partis se distinguent davantage sur l'axe gauche-droite. C'est également le cas pour de plus en plus d'électeurs.

Cette montée des enjeux de politiques publiques n'est pas désincarnée. Deux réalités structurelles favorisent l'émergence de débats sur l'intervention de l'État. D'un côté, le niveau d'endettement public exerce une pression sur les dépenses gouvernementales. De l'autre, le vieillissement de la population impose des débats sur les ressources qui doivent être affectées aux services de santé et à la pérennité des régimes de retraite. Le Québec est l'une des sociétés occidentales dont la population âgée est la plus nombreuse avec le Japon et l'Allemagne. Longtemps anticipées, ces réalités ne commencent à se faire sentir que depuis quelques années.

---

3. On dit d'un parti qu'il est de type attrape-tout lorsque celui-ci tente de répondre aux préoccupations de l'électeur médian en adoptant les mesures les plus populaires.

La crise étudiante de 2012 marque également un certain éveil. Cette crise sociale a contribué à révéler de vieilles lignes de fracture. D'un côté, des carrés rouges plus mobilisés manifestaient en faveur de la gratuité scolaire. De l'autre, des carrés verts soutenaient une certaine hausse des droits de scolarité universitaires. Au-delà de cet enjeu précis, ce sont deux visions de l'avenir du Québec qui s'affrontaient, en marge des Oui et des Non. L'État doit-il investir davantage dans les services publics? Doit-il au contraire responsabiliser les usagers? Doit-il permettre les manifestations? Doit-il plutôt être ferme pour assurer le droit et l'ordre? Appartient-il aux plus jeunes de financer des soins de santé pour les plus vieux au détriment d'un financement adéquat de l'éducation? En trame de fond, l'enjeu de l'équité intergénérationnelle a également divisé la société. Au-delà de la communauté universitaire, ce débat a d'ailleurs mobilisé l'ensemble des Québécois. Tous avaient une opinion.

Le « printemps érable » n'aura duré que quelques mois. Il s'est déroulé plus à Montréal qu'à Québec ou ailleurs en région. Il ne faut cependant pas sous-estimer son effet structurel à long terme auprès des nouvelles générations. Contrairement à leurs aînés qui ont été socialisés politiquement par de grands débats constitutionnels, celles-ci le furent par un débat gauche-droite portant sur le modèle de gouvernement. Cela n'est pas sans conséquence à long terme. Cette crise constitue d'ailleurs un symbole puissant du déclin du clivage Oui-Non. La contestation étudiante fut aussi révélatrice d'un certain blocage de la société.

L'érosion du clivage qui cimentait le système partisan québécois peut également se mesurer selon l'importance des enjeux. C'est une chose d'étudier l'appui envers une idée politique. C'en est une autre de mesurer le niveau d'importance qu'accorde un électeur à un enjeu lorsque vient le temps d'effectuer son choix. Nous avons donc intégré au sondage CROP-CRDIP la question suivante afin d'évaluer la saillance de différents enjeux auprès des électeurs: *Voici une liste d'enjeux électoraux. Parmi ceux-ci, lequel est le plus important pour déterminer votre vote?* Le tableau suivant fait état des résultats.

Sur neuf enjeux, la santé se classe en premier avec 38 % des répondants. Suivent ensuite l'économie à 19 %, l'éducation à 17 % et les finances publiques à 8 %. L'enjeu de la souveraineté ne mobiliserait prioritairement que 3 % des répondants s'ils avaient eu à voter à ce moment. Chez les francophones uniquement, ce choix s'élève à 4 %. On observe d'ailleurs peu de variations selon les catégories d'électeurs. Sans surprise, la question des finances publiques suscite plus d'intérêt à Québec qu'à Montréal. En revanche, cet enjeu, tout comme celui de l'éducation, apparaît plus important auprès des francophones qu'auprès des non-francophones. L'économie est davantage ciblée par les non-francophones alors que les jeunes accordent plus d'importance à l'environnement que leurs aînés.

Dans ce contexte, l'appui à une option constitutionnelle doit-il demeurer le principal indicateur pour comprendre et prévoir le vote d'un électeur québécois? La question mérite d'être posée.

## L'IMPORTANCE DES ENJEUX ÉLECTORAUX

Base : ensemble des répondants, n = 1000

***Voici une liste d'enjeux électoraux. Parmi ceux-ci, lequel est le plus important pour déterminer votre vote ?***

(% 1 <sup>RE</sup> PRIORITÉ)	TOTAL
	N= 1000
Les soins de santé	38
La croissance économique et la création d'emplois au Québec	19
L'éducation	17
Les finances publiques et la dette	8
L'environnement	4
Les programmes sociaux	4
La souveraineté	3
Les valeurs des Québécois	3
La défense du français	2

## L'INDÉPENDANCE NE FAIT PLUS RÊVER COMME EN 1976

En 2016, l'indépendance recueillait en moyenne à peine plus que l'appui d'un Québécois sur trois. Dans le contexte d'une deuxième course à la direction au Parti québécois en deux ans, plusieurs leaders du mouvement indépendantiste ont appelé à une remobilisation, à un renouvellement du discours souverainiste. D'autres à une mise au rancart temporaire du projet. Il s'agit d'une conséquence bien réelle d'un certain essoufflement. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas nouveau. Il y a quelques années, de jeunes élus du Parti québécois avaient déjà lancé un signal d'alarme<sup>4</sup>.

Quelques semaines avant son retrait de la vie politique en mai 2016, le chef du Parti québécois, Pierre Karl Péladeau, constatait aussi devant des étudiants de l'Université de Montréal que les jeunes se désintéressaient de la souveraineté. Partisan d'un indépendantisme décomplexé, il avouait que le PQ était vieillissant. Pour résumer, « il a lancé qu'il ne fallait pas se "raconter d'histoires" et "être assez honnêtes" intellectuellement pour voir les défis qui existent<sup>5</sup> ». Ce dur constat repose sur plusieurs données confirmées par différentes firmes de sondages.

Le sociologue Simon Langlois a consacré la majeure partie de sa carrière à étudier l'évolution de la société québécoise. Un de ses plus récents projets consistait à analyser les données recueillies par la firme Léger, soit les sondages menés entre 1995 et 2015<sup>6</sup>. Ce travail imposant regroupe 44 sondages compilés, 44 972 répondants pour lesquels il a analysé les Oui et les Non « fermes ». Son constat : une démobilisation du groupe porteur (population active francophone) et un déclin tendanciel de l'appui à la souveraineté du Québec depuis les années 2000. Sa conclusion : tout porte à croire que l'horizon de l'indépendance s'éloigne et qu'il fut le projet d'une génération, d'abord porté par les baby-boomers.

---

4. <http://www.ledevoir.com/non-classe/64496/les-jeunes-jugent-la-souverainete-de-suete>.

5. <http://www.journaldemontreal.com/2016/03/07/le-pq-est-vieillissant-selon-pkp>.

6. <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201511/03/01-4917089-etonnante-degringolade-de-la-souverainete-dans-la-region-de-quebec.php>.

Sa collègue de l'Université de Montréal, Claire Durand, a analysé 125 sondages administrés de 1977 à 2014. La spécialiste des sondages constate également un déclin constant de l'appui des jeunes envers la souveraineté<sup>7</sup>. Les données de la Boussole électorale québécoise 2014 diffusées sur les ondes de Radio-Canada indiquaient d'ailleurs déjà cette tendance<sup>8</sup>. Tout comme l'indiquait le portrait des jeunes Québécois de 18 à 24 ans publié par *La Presse* au lendemain des élections de 2014, une tendance semble se dessiner : les jeunes sont moins attirés par la souveraineté que les générations précédentes<sup>9</sup>.

Ce désintérêt des générations montantes envers le projet souverainiste ne signifie pas pour autant qu'elles adhèrent au statu quo constitutionnel ou qu'elles s'identifient davantage au fédéralisme. Les deux prochains tableaux proviennent d'une enquête publiée dans le quotidien *Le Devoir* et réalisée par CROP lors d'un colloque portant sur le bilan du référendum québécois de 1995. Ce sondage a eu lieu du 15 au 18 octobre 2015. Ces résultats permettent de pousser davantage l'analyse.

Dans un premier temps, une question a permis de préciser les préférences des Québécois sur le plan constitutionnel, tout en ne se limitant pas au clivage Oui-Non. Trois options furent offertes aux répondants : 1) que le Québec devienne un pays indépendant, 2) que le Québec demeure un membre de la fédération, mais avec une nouvelle entente avec le Canada et 3) le statu quo, c'est-à-dire que rien ne bouge. Deux résultats méritent d'être particulièrement soulignés. L'option qui ne s'inscrit pas dans le clivage Oui-Non arrive largement en tête. Elle domine particulièrement auprès des plus jeunes, avec 50 % d'appuis, alors que l'indépendance se classe derrière le statu quo et ne recueille que 20 %.

---

7. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201406/03/01-4772327-souverainete-le-projet-de-deux-generations.php>.

8. <http://ici.radio-canada.ca/sujet/elections-quebec-2014/2014/03/13/009-premiers-resultats-boussole-electorale-rapport-utilisateurs.shtml>.

9. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201406/02/01-4771950-les-jeunes-et-la-souverainete-la-generation-non.php>.

## PRÉFÉRENCE SUR L'AVENIR DU QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n = 1000

(% N=	TOTAL 1000	ÂGE		
		18-34 211	35-54 398	55+ 391
Que le Québec devienne un pays indépendant	27	20	29	30
Que le Québec demeure un membre de la fédération mais avec une nouvelle entente avec le Canada	44	52	41	42
Le statu quo, c'est-à-dire que rien ne bouge	29	28	29	29

Le tableau qui suit présente plutôt la croyance des répondants quant à la réalisation de l'indépendance du Québec. Cette question permet d'évaluer les chances que le Québec soit un jour un pays indépendant. Un répondant sur deux n'y croit pas, alors que 27 % des répondants ne le savent pas et 22 % croient que ce sera le cas. Contrairement aux données précédentes, nous constatons peu de variation selon l'âge. Des différences sont plutôt observables selon la langue des répondants, mais surtout selon leur préférence référendaire. Dans ce cas-ci, les partisans de l'indépendance ne sont que 53 % à croire que ce projet se matérialisera un jour.

Avec un appui en déclin, mais aussi une confiance ébranlée quant à la réalisation du projet au sein de ses partisans, l'indépendance ne fait plus autant rêver qu'en 1976. D'ailleurs, en mars 2015, un sondage CROP-*La Presse* révélait ce qui fait maintenant rêver davantage les Québécois<sup>10</sup>. À 39 %, mettre fin à la pauvreté serait le projet politique qui fait le plus rêver, comparativement à 18 % pour celui de créer de la richesse, à 16 % pour faire du Québec une société innovatrice, à 16 % pour améliorer l'environnement et à 11 % pour réaliser la souveraineté. L'opinion publique

10. <http://plus.lapresse.ca/screens/5ea5abdf-52c0-428b-86e5-703b50616b13%7Cx Dx05hubCOR9.html>.

québécoise s'exprime donc maintenant davantage à l'extérieur du prisme des Oui et des Non.

## CROYANCE QUANT À LA RÉALISATION DE L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n = 1000

		ÂGE				PRÉFÉRENCE		
(%)								
	TOTAL	18-34	35-54	55+	INDÉPEN- DANCE DU QC	MEMBRE FÉDÉRATION ET NOUVELLE ENTENE	STATU QUO	
N=	1000	211	398	391	251	435	314	
Oui	22	23	23	22	54	17	1	
Non	50	48	54	48	17	53	78	
Je ne sais pas	27	29	23	31	28	31	21	

## LE DÉCLIN DE L'APPUI AUX PARTIS INDÉPENDANTISTES TRADITIONNELS

À l'Assemblée nationale du Québec, le multipartisme qui s'installe semble pour le moment s'institutionnaliser au détriment du Parti québécois. Ce parti était voué dès sa fondation à regrouper les différents courants indépendantistes. Il est d'ailleurs né en 1968 d'une fusion entre le Mouvement souveraineté-association de René Lévesque et le Ralliement national de Gilles Grégoire. S'y sont joints ensuite des membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) de Pierre Bourgeault. Avec Option nationale et Québec solidaire, l'unification n'est pas au programme. Fondée par un ancien ministre péquiste, s'ajoute la Coalition avenir Québec qui propose une position nationaliste à l'intérieur du Canada. En 2014, avec 25 % des voix, le PQ a obtenu le plus faible résultat de son histoire, bien que la conjoncture lui était favorable. Il

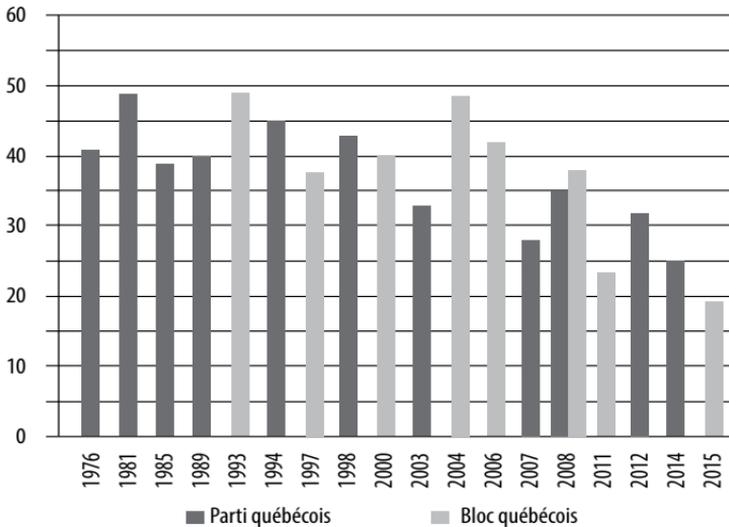
n'était pourtant au pouvoir que depuis quelques mois. Pauline Marois a procédé à l'annonce de plusieurs candidats vedettes, tout en ayant déterminé seule la date de l'élection.

Dans la foulée des échecs de l'Accord du Lac Meech en 1990, le Bloc québécois permettait de transposer à Ottawa le clivage Oui-Non au sein de l'électorat québécois. Or, les résultats de 2011 ou de 2015 illustrent le déclin de cette formation auprès des électeurs. En 2015, le Bloc québécois a d'ailleurs sans succès tenté de mobiliser les électeurs indépendantistes en proposant une question référendaire portant uniquement sur l'indépendance. Du statut de fidèle opposition de Sa Majesté en 1993, le Bloc est maintenant réduit au statut de parti non reconnu à la Chambre des communes. Sur le plan organisationnel, il a également perdu l'appui traditionnel de grandes centrales syndicales au profit du clivage gauche-droite. Celui-ci fut d'abord incarné par le Nouveau Parti démocratique. Ce dernier fut ensuite doublé sur sa gauche par le Parti libéral de Justin Trudeau<sup>11</sup>.

---

11. Éric Montigny et François Gélneau (2015), « Le NPD au Québec: doublé sur sa gauche », dans Alex Marland et Thierry Giasson, *Canadian Election Analysis: Communication, Strategy, and Democracy / Points de vue sur l'élection canadienne: communication, stratégie et démocratie*, Vancouver: UBC Press, 2015.

## ÉVOLUTION DU VOTE DU PQ ET DU BLOC QUÉBÉCOIS



Le déclin du clivage Oui-Non pose bel et bien plusieurs défis aux partis politiques indépendantistes traditionnels. Il y a d'abord le problème du piège du « bon gouvernement ». Cette stratégie a été porteuse en 1976. En 2016, avec deux référendums déjà perdus, le PQ peut toujours aspirer au pouvoir sans pour autant être en mesure d'atteindre son objectif premier faute d'appuis suffisants auprès de l'électorat. Lorsque cela se produit, il se trouve alors coincé à faire fonctionner un régime qu'il dénonce et à se questionner sur son article 1. Sur une longue période, de telles remises en question finissent par miner une organisation. Des conditions gagnantes de Lucien Bouchard, à l'assurance morale de gagner de Bernard Landry, en passant par la gouvernance souverainiste de Pauline Marois, un parti s'épuise à proposer de nouvelles stratégies d'adaptation visant à séduire l'électorat. La question devient alors la suivante : comment réussir à former le gouvernement sans renoncer formellement à sa raison d'être ?

Nous retenons également le dilemme de la double légitimité. Derrière la fondation du Bloc québécois, il y avait l'idée que les

électeurs québécois n'accordent pas une légitimité à des élus québécois fédéralistes à Ottawa qui viendraient s'opposer aux élus souverainistes à Québec. En d'autres termes, qui peut prétendre parler au nom des Québécois? En 2015, l'équipe de Justin Trudeau a récolté 51 % des circonscriptions québécoises et a obtenu 1,5 million de voix. En nombre de votes exprimés, c'est près de 500 000 de plus que ce que le PQ a obtenu en 2014.

Notons enfin le choix de tisser des liens ou non avec d'autres partis politiques. Dans un système multipartite où le clivage Oui-Non s'effrite, le principe de l'alternance et de l'usure du gouvernement ne suffit plus au PQ pour lui assurer un retour sur les banquettes ministérielles. Assumant cette nouvelle réalité, Pierre Karl Péladeau a d'ailleurs laissé en héritage politique le concept de convergence indépendantiste. Ce changement notable implique que le Parti québécois n'est officiellement plus l'unique gardien de l'option indépendantiste au sein du système partisan.

\* \* \*

Une société n'est pas figée dans le temps. Le Québec n'est pas statique. Les clivages qui le façonnent ne le sont pas davantage. À cet égard, il y a un Québec d'avant 1976. D'avant l'avènement du clivage structurant que fut celui des Oui et des Non. Il y a également un Québec contemporain beaucoup plus complexe qu'un film en noir et blanc, qu'un Québec où ne s'affronteraient toujours que deux équipes. Plusieurs nouvelles lignes de fracture cohabitent dans le Québec d'aujourd'hui. Il est maintenant nécessaire d'étudier plusieurs types de clivages afin de comprendre le comportement électoral des Québécois.

Bien sûr, pour certaines catégories d'électeurs, le clivage Oui-Non demeure important lorsque vient le temps d'effectuer un choix. C'est notamment le cas des électeurs les plus âgés et des membres des communautés non francophones. De même, il importe toujours d'interpréter les résultats électoraux avec prudence, particulièrement lorsqu'on observe une grande

volatilité. On doit cependant constater une érosion de ce clivage chez une partie importante de l'électorat. Pour plusieurs Québécois, principalement chez les plus jeunes, les étiquettes de souverainistes et de fédéralistes appartiennent à une autre époque. Pour reprendre une image sportive, à défaut de tenir compte de ce changement important au sein de l'électorat, les analystes politiques comme les chercheurs risquent d'essayer de décrire une partie de baseball alors que les joueurs sur le terrain se sont depuis longtemps mis à jouer au soccer.

## PARTIE III

---

# Une identité québécoise en mouvement

« [...] quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le Québec est, aujourd'hui et pour toujours, une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement. »

*Robert Bourassa, 1990*



## UN TERRITOIRE LIÉ À L'IDENTITÉ

« **M**on pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver », chantait Gilles Vigneault. À elle seule, cette phrase illustre la relation qu'entretiennent les Québécois avec leur territoire et les éléments. Les Québécois sont fortement attachés à leur territoire. Ils ont le sentiment d'avoir domestiqué une nature et un climat inhospitaliers. De son côté, Robert Charlebois entonnait sa complainte de l'hiver en blâmant le choix cartographique de l'explorateur français : « Cartier, Cartier ; Ô Jacques Cartier ; Si t'avais navigué ; À l'envers de l'hiver ; Cartier, Cartier ; Si t'avais navigué ; Du côté de l'été » Les Québécois aiment commenter la météo. S'il fait trop chaud en été, il fait trop froid en hiver. À vrai dire, ils s'adaptent aux quatre saisons. Qu'on l'aime ou non, la nordicité, tout comme les grands espaces, nous habite. Lors de chaque séjour au Québec, un très bon ami français, Rémi, redécouvre et nous rappelle la force de cet attachement.

Nous l'avons déjà dit, l'identité québécoise repose au départ sur le fruit de rencontres et d'alliances avec des peuples autochtones<sup>1</sup>. Les Amérindiens ont permis aux premiers colons français d'approprier le territoire et son climat. Cette identité est aussi intimement liée au Saint-Laurent. Ce fleuve est la véritable porte

---

1. La Grande Alliance militaire et commerciale entre Samuel de Champlain et les Montagnais, les Algonquins et les Etchemins fut conclue en 1603 dans la région de Tadoussac.

d'entrée du continent. L'identité fut aussi façonnée par la vallée qui entoure le fleuve, lorsqu'il fait place à l'eau douce. À vol d'oiseau, on reconnaît d'ailleurs rapidement ce territoire par son aménagement en rangs si distinctifs, hérités du régime seigneurial. L'identité québécoise fut inspirée par ses forêts boréales, ses histoires de coureurs des bois, de draveurs puis de forestiers. Encore aujourd'hui, cela a laissé des traces dans le caractère de certaines régions. Au sud du fleuve, l'agriculture, plus présente, a favorisé une conception plus prudente, mais plus entreprenante. Pour reprendre une taquinerie, le verre y est souvent à moitié vide. Au nord, les grands espaces ont plutôt favorisé une culture de bons vivants. Le verre y est davantage à moitié plein.

Le Québec n'est donc pas monolithique. Pour distinguer les villes des régions, on parlait même à une certaine époque de deux Québec dans un. Aux accents différents, les régions ont également des sous-cultures qui leur sont propres. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean a même son drapeau. Les Madelinots, les Gaspésiens et les Beaucerons, pour ne nommer que ceux-là, ont un sentiment d'appartenance très développé. Les nations autochtones vivent actuellement une période déterminante de leur histoire.

Le territoire est donc l'un des pivots de l'identité et de l'imaginaire collectif des Québécois. Ce chapitre nous permettra d'explorer la relation qu'ils entretiennent avec les nations autochtones. Nous réfléchirons aussi aux mouvements interrégionaux de la population ainsi qu'aux clivages entre les régions et les villes. Nous constaterons enfin un niveau élevé d'attachement au Québec. Mais d'abord, il importe de rappeler que 1976 marque une véritable reprise en main du territoire.

## 1976 : LA REPRISE EN MAIN DU TERRITOIRE

On dit du Québec qu'il a peu de population, mais beaucoup de territoire. Pour donner une idée de son étendue, on dit pouvoir y faire entrer à peu de chose près la France, l'Allemagne,

l'Espagne et l'Italie. Si le Québec était un pays, il serait environ 20<sup>e</sup> en superficie. Au-delà de sa taille, sa principale particularité tient à l'étendue totale de son plan d'eau. En survolant le territoire québécois, il est frappant de voir la quantité de lacs et de rivières qu'on y retrouve. On estime que 3 % des réserves d'eau douce de la planète se trouvent au Québec. Il a d'ailleurs su tirer profit de cette ressource en aménageant les plus importantes rivières pour transformer le courant en énergie hydroélectrique.

Bien qu'il soit très vaste, le Québec est très inégalement peuplé, et plus de 90 % de la population québécoise se concentre autour des basses terres du Saint-Laurent où le climat est plus tempéré que dans la plupart des autres régions du Québec. Le peuplement de la vallée du Saint-Laurent est néanmoins attribuable plus à sa géologie qu'à son climat. Autrefois submergée par l'eau salée de la mer de Champlain, la vallée du Saint-Laurent a vu cette eau se retirer progressivement il y a environ 9 500 ans, avant que se dessinent les rives actuelles du fleuve Saint-Laurent, il y a environ 6500 ans. En se retirant, la mer de Champlain a laissé des sédiments qui ont enrichi les terres et les ont rendues très fertiles. Le bassin hydrographique formé par le Saint-Laurent et ses affluents a favorisé le transport. L'abondance des ressources a aussi favorisé la colonisation et le développement de villages et de villes.

Or, en 1976, l'urbanisation menace l'avenir des meilleures terres agricoles. Le gouvernement du Parti québécois balisera l'exploitation sur ces terres en adoptant la Loi sur la protection du territoire agricole en 1978. Cette mesure est importante puisque « l'urbanisation dans la seule région de Montréal entre 1964 et 1975 avait entraîné la perte de plus de 20 000 hectares de sols à haut potentiel pour l'agriculture<sup>2</sup> ». En plus de protéger le tissu social agricole pour les générations futures, le ministre de l'époque, Jean Garon, désirait protéger l'indépendance alimentaire des Québécois.

---

2. <http://www.cptaq.gouv.qc.ca/index.php?id=28>.

Par ailleurs, pendant la première partie du xx<sup>e</sup> siècle, les Québécois se virent restreindre l'accès à leur forêt. Des villes forestières, comme Baie-Comeau et Clarke City sur la Côte-Nord, avaient même le statut de ville fermée. Les habitants qui étaient autorisés à y résider devaient avoir un lien utile avec l'usine à papier.

En plus de la taille de son territoire, de la diversité de son relief et de son climat, de l'étendue de ses forêts et de la quantité de ses lacs et rivières, le Québec possède une faune et une flore d'une grande richesse. Cela en fait l'un des meilleurs endroits au monde pour pratiquer des activités de plein air.

Au début des années 1960, les citoyens ne disposaient que d'un accès restreint aux forêts publiques en raison des nombreux clubs privés de chasse et pêche. En fait, les années 1960 marquent l'âge d'or de ce genre de club, alors que le gouvernement octroie des droits exclusifs de chasse et de pêche – la plupart du temps à des non-Québécois – sur les terres du domaine public les plus giboyeuses. La seule façon pour les Québécois d'avoir accès à ces terrains est d'occuper un poste de gardien, d'appartenir au personnel de soutien ou d'être guide de chasse ou de pêche.

En 1977, le gouvernement du Parti québécois de René Lévesque adopte la Loi sur les parcs qui mènera à la création du réseau de parcs et réserves fauniques. Cette loi sonne le glas de la plupart des clubs privés et redonne aux Québécois l'accès aux terres publiques. Aujourd'hui, le réseau géré par la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) offre des produits de villégiature, chasse et pêche de classe mondiale aux Québécois et à une clientèle internationale.

La même année, le gouvernement met sur pied les zones d'exploitation contrôlée (zecs). Ces dernières sont généralement situées sur les terres de l'État et administrées par des organismes à but non lucratif. Elles sont chargées de l'aménagement, de l'exploitation et la conservation de la faune, en plus de faciliter l'accès aux territoires pour les usagers. Il existe à l'heure actuelle 63 territoires de zecs, qui couvrent une superficie de 48 000 km<sup>2</sup>.

La pratique de la villégiature et du camping a changé du tout au tout en 40 ans. En 1976, camper était une activité somme toute assez minimaliste : une tente non imperméable en nylon ou en coton, un sac de couchage rudimentaire, un poêle Coleman et le tour était joué. L'objectif était de satisfaire un besoin de retour aux sources et d'authenticité. Puis, dans les années 1990 et 2000, les activités de plein air ont bénéficié d'innovations et de changements technologiques. Le matériel des alpinistes s'est démocratisé et est devenu accessible au randonneur du dimanche. D'une activité simple, le plein air s'est mué en une activité complexe et spécialisée. Aujourd'hui, la mode est au prêt-à-camper de luxe (le *glamping*, mot-valise créé à partir des mots glamour et camping), qui consiste à pratiquer un camping tout équipé avec davantage de confort. Mentionnons que ces nouvelles tendances ne sont pas étrangères à l'évolution des valeurs des Québécois et au vieillissement de la population.

Si, depuis 40 ans, les Québécois ont vraiment repris le contrôle de leur faune et de leur flore, il reste que les adeptes de chasse et de pêche vieillissent et que ces activités peinent à trouver de nouveaux adeptes. Ajoutons à cela que dans certaines zecs, au temps de la chasse, on accepte peu de chasseurs de l'extérieur. Bien qu'ils ne soient que des administrateurs de terres publiques, les dirigeants agissent comme si le territoire leur appartenait, et reproduisent en quelque sorte le modèle des clubs privés.

## UNE RECONNAISSANCE DES NATIONS AUTOCHTONES

Géographiquement, les autochtones occupent davantage le territoire et ne sont pas principalement concentrés dans la vallée du Saint-Laurent. De moins de 40 000<sup>3</sup> à la fin des années 1970, ils sont présentement un peu plus de 100 000<sup>4</sup>, répartis en dix nations amérindiennes. À cela il faut ajouter le peuple inuit. Le taux de fécondité très élevé des mères autochtones explique l'accroissement rapide de cette population. En 2006, Statistique Canada estimait que près de la moitié de la population autochtone était âgée de moins de 30 ans. Une visite à la pouponnière de l'Hôpital de Baie-Comeau permet de constater ce véritable baby-boom. Dans plusieurs régions, l'apport économique et culturel des communautés autochtones est indéniable.

Même si beaucoup reste à faire pour améliorer les relations entre certaines communautés, le Québec a longtemps été à l'avant-garde. En 1975, le gouvernement du Québec, les Cris et les Inuits signent la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, qui octroie aux autochtones des droits exclusifs de chasse, pêche et piégeage sur un vaste territoire, en plus de compensations financières. En contrepartie, le gouvernement du Québec s'assure de pouvoir exploiter les ressources hydrauliques, minérales et forestières du Nord-du-Québec. En 1983, le gouvernement Lévesque adoptait 15 principes qui guideraient les relations de l'État québécois avec les peuples autochtones et inuits. En 2002, Bernard Landry, alors premier ministre du Québec, va plus loin et signe la Paix des braves, une entente de « nation à nation » avec les Cris, qui porte sur le développement du potentiel hydroélectrique des rivières Eastman et Rupert, et sur le développement minier et forestier de la région. Les Cris obtiennent des compensations financières et plus d'autonomie dans leur développement économique et communautaire. Si une

---

3. Serge Bouchard, Sylvie Vincent et Josée Mailhot (1989), *Peuples autochtones de l'Amérique du Nord: de la réduction à la coexistence*, Sainte-Foy, Télé-Université.

4. <http://www.autochtones.gouv.qc.ca/nations/population.htm>

entente comme la Paix des braves est un pas dans la bonne direction dans les pourparlers entre autochtones et non-autochtones, on ne doit toutefois jamais oublier que les autochtones sont aux prises avec beaucoup plus de problèmes sociaux que le reste de la société québécoise. Ces problèmes ne se régleront pas tout seuls et la solution ne repose pas qu'entre les mains des autochtones, ni dans la culpabilité des non-autochtones.

Par ailleurs, les négociations avec d'autres communautés, dont les Innus, se poursuivent. Plus complexes qu'au Nord, elles impliquent une cohabitation et un partage des ressources avec une population non autochtone. Le sondage CROP-CRDIP témoigne pourtant d'une ouverture envers la reconnaissance des nations autochtones du Québec.

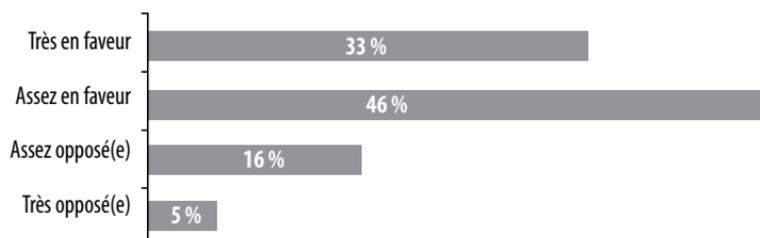
À 79 %, les Québécois se disent en faveur de la reconnaissance des nations autochtones. Le niveau d'appui s'avère cependant plus élevé à Montréal qu'en région. L'intérêt des Québécois et celui des médias envers la situation des autochtones sont beaucoup plus importants en 2016 qu'en 1976. Des progrès ont été accomplis dans l'établissement d'un réel dialogue, pour un éveil des Québécois envers les problèmes et les réussites des communautés autochtones.

Après les rapports de la Commission royale sur les peuples autochtones (commission Erasmus-Dussault) en 1996, et de la Commission de vérité et réconciliation du Canada en 2015 et la mise sur pied en 2016 de celle portant sur les femmes autochtones, un long bout de chemin reste encore à parcourir. Les attentes sont élevées.

## OPINION À L'ÉGARD DES NATIONS AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n=1000

### *Êtes-vous en faveur ou opposé(e) à la reconnaissance des nations autochtones du Québec?*



## LES MOUVEMENTS DE POPULATION

Les changements démographiques bousculent également les régions. Des villages vivent des problèmes de dévitalisation. Des régions stagnent, alors que d'autres font le plein. Montréal a aussi subi un exode vers sa banlieue. Examinons plus en détail ces changements, et tentons de nous projeter dans l'avenir.

Si la très vaste majorité de la population habite la vallée du Saint-Laurent, la moitié (49 %) des Québécois vivent dans la grande région de Montréal (région métropolitaine de recensement). Cela constitue un accroissement par rapport au 44 % en 1976. La population des résidents de l'île de Montréal n'a toutefois connu qu'une très faible hausse entre 1976 et 2016, stagnant sous la barre des deux millions. Le poids relatif de l'île de Montréal a ainsi diminué, passant de 29 % de la population du Québec en 1976 à 23 % en 2016.

Ce phénomène est lié à deux causes : d'abord l'exode vers l'Ontario des non-francophones montréalais au cours des années 1970 ainsi qu'au milieu des années 1990, et ensuite le fait que la population montréalaise migre vers la banlieue. Le poids de la couronne de Montréal a crû d'un million de personnes, passant de 932 840 à 1 937 740 résidents entre 1976 et 2016.

Pour beaucoup, la banlieue correspond à un idéal, surtout quand vient le temps d'élever une famille. Une maison, une

grande cour, sa propre piscine et des commerces facilement accessibles en voiture sont tous des éléments très recherchés. La banlieue s'est beaucoup transformée au cours des 40 dernières années. Autrefois, on appelait la banlieue «ville dortoir». On allait y dormir, alors que la ville était le lieu de travail, de magasinage et de vie nocturne. Aujourd'hui, la banlieue se suffit à elle-même. Plusieurs y travaillent, mais, surtout, l'offre de commerce au détail excède ce que l'on trouve à Montréal. Des endroits comme le Carrefour Laval et le 10-30 peuvent maintenant rivaliser avec les artères commerciales de la métropole. Même chose pour l'offre culturelle qui s'y est bonifiée et diversifiée. La banlieue a considérablement pris de l'expansion et continue de s'étendre.

À l'opposé des banlieues, les régions ressources, comme le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie, le Saguenay–Lac-Saint-Jean ou la Côte-Nord, ont connu une croissance négative de leur population depuis 1976<sup>5</sup>. La transformation de l'économie du secteur primaire vers les secteurs tertiaire et quaternaire fait en sorte que ces régions peinent à garder leurs jeunes ou à attirer de nouveaux habitants.

#### BILAN DÉMOGRAPHIQUE DE CERTAINES RÉGIONS 1986-2015<sup>6</sup>

	1986	2015	BILAN
Bas-Saint-Laurent	215 164	199 577	-15 587
Saguenay–Lac-Saint-Jean	291 368	277 209	-14 159
Abitibi-Témiscamingue	149 729	147 700	-2 029
Côte-Nord	106 736	93 932	-12 804
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	114 612	91 786	-22 826
TOTAL	877 609	810 204	-67 405

5. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/ra\\_total.htm](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/ra_total.htm).

6. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2016.pdf>.

Ces transferts démographiques se répercutent inévitablement sur le plan politique, ne serait-ce que par l'évolution de la carte électorale. À terme, cela se traduit par la perte de circonscriptions en région, tout comme sur l'île de Montréal, au profit des banlieues.

À l'ombre de ces prévisions, les régions font cependant preuve d'audace. Des jeunes choisissent d'y démarrer des projets visant à diversifier des économies locales qui étaient autrefois mono-industrielles. L'entraide et le sens communautaire y sont généralement beaucoup plus développés. La qualité de vie y est également appréciée. Selon Statistique Canada, Saguenay arrive au premier rang des villes canadiennes pour le niveau de satisfaction de sa population quant à la vie d'ensemble<sup>7</sup>. Rimouski obtient même, année après année, le coup de cœur de l'indice du bonheur<sup>8</sup>!

La fierté régionale demeure. De nouvelles classes d'entrepreneurs se forment. Ce type de développement s'avérera peut-être plus durable à long terme. Chose certaine, les gens des régions, en 2016, souhaitent être partie prenante et avoir leur mot à dire sur leur développement. L'abolition récente de structures régionales de concertation par le gouvernement du Québec va à l'encontre de cette volonté de régionalisation.

## VILLES ET RÉGIONS

Sur le plan des valeurs, nous assistons depuis 40 ans à un élargissement du fossé entre les villes et les régions. Les villes se sont transformées et elles sont devenues plus cosmopolites, postmodernes. L'immigration peine également à se régionaliser à l'extérieur de Montréal, puis à l'extérieur de sa couronne.

---

7. <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/societe/201504/20/01-4862749-le-bonheur-est-a-saguenay.php>.

8. <http://www.lavantage.qc.ca/Actualites/2015-10-09/article-4304986/Rimouski-est-le-%26laquo%3B%26nbsp%3Bcoup-de-c%26oe-lig%3Bur%26nbsp%3B%26raquo%3B-de-lIndice-relatif-de-bonheur/1>.

Bien que la réalité soit plus complexe, en 2016, un résident de Montréal aura globalement beaucoup plus en commun, en matière de style de vie, avec un résident de Toronto ou de Vancouver qu'avec celui de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs ou de Saint-Cléophas. Son enfant fréquente une école avec une majorité d'enfants dont les parents ne sont pas nés en sol québécois. Il connaît très peu ses voisins et les désigne selon leur groupe ethnique ou linguistique et non par leur nom de famille. Il se rend au travail en transport en commun. Il ne comprend pas pourquoi les gens s'achètent une camionnette et encore moins pourquoi ils ne veulent pas enregistrer leur arme à feu. Ce sont toutes là des caractéristiques communes aux habitants des trois grandes villes canadiennes.

Lorsqu'on regarde la carte électorale, il est d'ailleurs fascinant de voir que les électeurs des grandes villes canadiennes, soit Montréal, Toronto et Vancouver, votent pour des partis plus à gauche sur l'échiquier politique, alors que les partis plus à droite font des percées dans les régions, dans la mesure où il y a une certaine activité économique du secteur privé.

Nous sommes également témoins d'une certaine incompréhension entre les villes et les régions. Il n'est pas rare de rencontrer des personnes issues des régions qui refusent de conduire à Montréal. Ils voient la métropole à travers le miroir déformant des médias, et ont l'impression que Montréal n'est qu'un lieu de crimes et de méfaits, d'incendies et autres faits divers. À l'inverse, plusieurs Montréalais n'ont aucune idée qu'un Québec existe en dehors de Montréal. La limite de leur imaginaire du territoire québécois est bordée par la limite du réseau de métro.

Cette situation est particulièrement vraie pour plusieurs immigrants. Dans son excellent ouvrage *Rhapsodie québécoise*<sup>9</sup>, Akos Verboczy raconte son parcours d'immigrant. Il décrit comment les sorties scolaires à la cabane à sucre étaient pour ses

---

9. Akos Verboczy (2016), *Rhapsodie québécoise. Itinéraire d'un enfant de la loi 101*, Montréal, Boréal.

camarades et lui le seul moment de l'année où ils pouvaient apprécier le Québec en dehors de Montréal.

## LES QUÉBÉCOIS AIMENT LE QUÉBEC

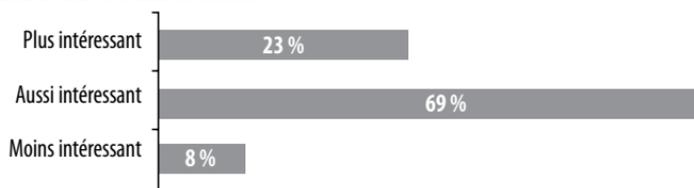
En 2016, si un consensus existe dans la société, il s'exprime par l'amour des Québécois envers le Québec. Pour 92 % des répondants au sondage CROP-CRDIP, le territoire québécois, sa faune, sa flore, ses points d'intérêt historique et touristique sont aussi intéressants ou plus intéressants qu'ailleurs dans le monde. Le quart des répondants considèrent d'ailleurs le Québec comme étant plus intéressant. Fait notable, cette proportion est plus élevée chez les 18 à 24 ans. Elle s'établit à 28 %, comparativement à 22 % pour les gens de 55 ans et plus.

Certaines données préliminaires indiquent que 2016 marque une année exceptionnelle sur le plan touristique<sup>10</sup>. Il y a assurément des facteurs externes et conjoncturaux qui peuvent expliquer ces résultats. Il n'en demeure pas moins que bien peu de Québécois semblent envier d'autres destinations.

### OPINION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE LEUR TERRITOIRE

Base : ensemble des répondants, n=1000

***Si vous pensez au territoire québécois, à sa faune et sa flore ainsi qu'aux points d'intérêt historique ou touristique, diriez-vous que le Québec est plus ou moins intéressant que d'autres endroits dans le monde ?***



10. <http://www.hrimag.com/Tourisme-hotellerie-un-premier>.

\* \* \*

Les Québécois sont donc fortement attachés à leur territoire. Celui-ci fait partie de leur identité, de leur imaginaire collectif et de leur rapport avec les éléments. Son entendue et la concentration de la majorité de sa population au sud représentent depuis toujours des défis, notamment en ce qui concerne l'occupation dynamique du territoire.

En 1976, un effort de reprise en main du territoire fut entrepris. D'un côté, afin de permettre la protection des meilleures terres de la vallée du Saint-Laurent. De l'autre, pour redonner l'accès à la forêt aux Québécois. Depuis 40 ans, nous avons assisté à l'étalement urbain vers la banlieue et à un dépeuplement des régions ressources. On a vu des communautés se mobiliser pour protéger l'école du village, le bureau de poste ou la caisse populaire. On voit également des communautés et des jeunes démarrer de nouveaux projets. Les régions du Québec ne sont pas que des destinations touristiques pour les urbains. Elles sont bien réelles, avec leurs espoirs et leurs aspirations.

En 2016, trois défis demeurent. Comment atteindre un équilibre durable qui permettra une reconnaissance réelle des nations autochtones sur leur territoire et assurer un meilleur développement économique et social de leurs communautés? Comment faciliter la mobilité entre les régions et réduire les distances? Est-ce par la technologie? Peut-on accorder aux régions les leviers pour que les gens y soient à même de travailler à un développement durable, selon leurs réalités?

Le Québec est plus pluriel qu'en 1976. C'est aussi le cas en matière d'occupation du territoire. Chacune de ses régions fait face à ses propres besoins en matière de développement régional, à ses propres caractéristiques. Montréal a besoin de régions fortes pour prospérer, tout comme les régions ont besoin d'une métropole en santé pour se développer.



## CULTURE : UNE IDENTITÉ QUI S’AFFIRME DE DIFFÉRENTES FAÇONS

**O**n ne le répétera jamais assez, les Québécois sont d’irréductibles Gaulois, un petit bastion de 2% de francophones dans une mer de près de 400 millions d’anglophones. Ils forment un peuple fier qui a su faire rayonner sa langue et sa culture bien au-delà de ses frontières. Si cela est dû au tempérament de sa population et de ses créateurs, il n’en demeure pas moins que la Révolution tranquille et les gouvernements qui se sont succédé par la suite ont mis les balises nécessaires pour assurer la pérennité de cet héritage.

En revanche, le multiculturalisme, adopté en 1971 comme modèle canadien du vivre-ensemble, convient peu au Québec. La mosaïque prônée par Pierre Elliott Trudeau s’applique mal à une minorité en Amérique du Nord, majoritaire sur son territoire. Aujourd’hui, même son fils Justin Trudeau reconnaît le besoin pour le Québec d’avoir son propre modèle :

Au Québec, on comprend qu’il y a une identité forte qu’on a défendue depuis des centaines d’années. On ajoute à cela une belle diversité [...], une culture québécoise plus ancrée que ce que l’on retrouve au Canada anglais [...] où il y a déjà tellement de variété. Il n’y a plus de

*mainstream* au Canada anglais, comme il y en a quand même encore au Québec<sup>1</sup>...

Amorcé avec les politiques de Lesage et de ses successeurs, 1976 marque un tournant décisif pour l'identité québécoise. Des symboles prennent forme. La culture artistique québécoise devient un phare pour exprimer à la fois son identité et son nationalisme.

À l'invitation de Lise Payette, plus d'un million de personnes défilent sur le mont Royal pour la Saint-Jean-Baptiste. Comme on l'a dit, ils viennent entendre Vigneault, Charlebois, Ferland, Lèveillé et Deschamps, pendant les cinq jours de festivités. Gilles Vigneault entonne *Gens du pays*, qui deviendra en quelque sorte l'hymne du Québec. Ce grand spectacle sur la montagne devient un symbole de la puissance de la culture artistique québécoise qui marquera l'imaginaire collectif.

À l'époque, la quête d'un modèle identitaire s'exprime davantage à travers le débat national. Le programme du Parti québécois est clair à cet égard: «Quatre siècles d'histoire commune ont fait des Québécois une nation. Les Québécois possèdent une volonté indiscutable de vivre ensemble et de préserver leur culture propre. Notre existence comme nation distincte ne peut être assurée que dans la mesure où nous maîtrisons complètement les leviers de notre vie politique<sup>2</sup>.» Les libéraux de l'époque font aussi appel à la fierté québécoise, mais, sans surprise, ils l'expriment bien différemment. «Nous sommes Québécois. Des millions. Fiers d'être Canadiens<sup>3</sup>.» La plateforme du Parti libéral du Québec ne manque pas de rappeler la reconnaissance du français comme langue officielle. On se souvient que la Loi sur la langue officielle (communément appelée loi 22) fut adoptée le 19 juillet 1974, créant du même

- 
1. Entretien avec Justin Trudeau – Patrice Roy, SRC, 21 décembre 2015.
  2. [http://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/qc1976pq\\_plt\\_05092012\\_164701.pdf](http://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/qc1976pq_plt_05092012_164701.pdf).
  3. [http://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/qc1976pq\\_plt\\_05092012\\_164701.pdf](http://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/qc1976pq_plt_05092012_164701.pdf).

coup des structures comme l’Office de la langue française (qui deviendra l’Office québécois de la langue française en octobre 2002).

Le débat sur l’identité a pris plusieurs visages au cours des quarante dernières années. Il s’est exprimé par des positions sur la langue, la culture, les valeurs et l’immigration. Il a longtemps été intimement lié à celui de la question nationale. C’est beaucoup moins vrai en 2016. Comme nous l’avons vu, le débat est maintenant alimenté par des réflexions et des propositions en marge du clivage Oui-Non. La communauté artistique québécoise ne forme d’ailleurs plus un bloc monolithique dans le discours public. Citons par exemple *Cœur de pirate*<sup>4</sup> : « Maintenant, je suis fière d’être Canadienne. Pendant un bout, je ne savais pas trop ce qui se passait. On ne savait pas trop si nos valeurs étaient représentées adéquatement. Maintenant, c’est le cas. Il n’y a pas meilleur moment pour être Canadien. » Les prochaines pages nous permettront de regarder les préoccupations culturelles des Québécois.

## NOS ARTISTES, UN MOTEUR DE FIERTÉ

Nos cinéastes brillent tant à Cannes qu’à Hollywood. En cirque ou en chansons, le Québec s’affirme de Las Vegas à Paris en passant par la Chine. En 1976, la culture nous permettait de nous unir et de nous reconnaître comme une nation moderne. Aujourd’hui, elle est devenue une carte de visite qui nous distingue partout sur la planète, tout en abordant des thèmes plus universels. Le Québec contribue donc à sa façon à l’internationalisation de la production culturelle. De Robert Charlebois à Céline Dion, de Robert Lepage à Xavier Dolan, de Corey Hart à Arcade Fire, cette créativité foisonnante sert de carburant et même d’amplificateur de fierté.

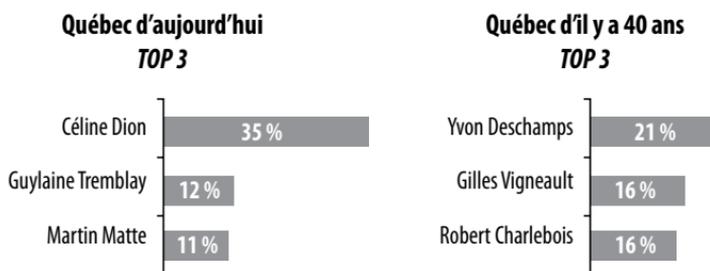
---

4. [http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/arts\\_et\\_spectacles/2016/07/01/003-coeur-de-pirate-fete-canada-ottawa.shtml](http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/arts_et_spectacles/2016/07/01/003-coeur-de-pirate-fete-canada-ottawa.shtml).

Quarante ans plus tard, selon le sondage CROP-CRDIP, les rois de la montagne marquent toujours l’imaginaire des Québécois. Aux Deschamps, Vigneault et Charlebois, on pourrait ajouter Ferland et Lèveillé parmi ceux qui représentent le mieux 1976. En 2016, la puissance de la télévision ne se dément pas. Les enfants chéris de la télé, la comédienne Guylaine Tremblay et l’humoriste Martin Matte, les mêmes qui ont été primés au gala Artis comme personnalités de l’année, sont deux des trois artistes qui représenteraient le mieux le Québec de 2016. Ils se classent néanmoins loin derrière Céline Dion, qui obtient la faveur de 35 % des répondants.

#### ARTISTE REPRÉSENTANT MIEUX LE QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n=1000



Q. : Lequel de ces artistes représente le mieux le Québec de 2016 / le Québec de 1976 ?

En 1976, Yvon Deschamps décrivait avec brio le quotidien et les paradoxes des Québécois. En 2016, Céline Dion symbolise la capacité pour une interprète originaire de Lanaudière de devenir une icône de la musique à l'échelle planétaire. En somme, il y a quarante ans, les artistes québécois symbolisaient davantage un miroir de la société alors qu'aujourd'hui ils contribuent à ouvrir la fenêtre de l'international.

La cohésion du Québec bénéficie de son propre vedettariat, qui résiste malgré les changements technologiques, Netflix, la mondialisation et l'hégémonie de la culture américaine. Bien que nous ayons accès à des centaines de choix télévisuels, les

Québécois se retrouvent toujours par millions pour regarder deux grands rendez-vous. Parmi les dix émissions les plus regardées en mars 2016, on ne retrouvait que des émissions d’ici. Il s’agissait, en plus de *La Voix* et de *Tout le monde en parle* qui sont deux formats d’émissions adaptés à la sauce québécoise, d’*Unité 9*, des *Beaux Malaises*, des *Pays d’en haut*, de *Yamaska*, *LOL* (-), *Au secours de Béatrice*, *O’* et *Mémoires vives*. Ces émissions captivaient l’auditoire avec des cotes d’écoute dépassant le million. Parmi les 30, seules *Du talent à revendre* (*America’s got talent*) et les moments cinémas étaient des émissions traduites, produites ailleurs. Le Québec n’est cependant pas à l’abri de la fragmentation des auditoires, comme en témoignent la multiplication des chaînes depuis 1976 et l’arrivée de canaux spécialisés.

Pendant la même période au Canada anglais, les émissions les plus écoutées étaient des productions américaines, à l’exception d’un bulletin de nouvelles produit à Toronto. Et, fait intéressant à constater, les cotes d’écoute variaient généralement entre 1,5 million et près de 4 millions<sup>5</sup>, ce qui en pourcentage de population peut sembler bien mince comparativement aux chiffres du Québec.

La télévision québécoise a donc de quoi faire rêver le Canada anglais. Si cela peut être vu comme une force pour assurer une certaine cohésion, cela peut aussi constituer un frein pour l’intégration de communautés qui demeurent en marge. La diversité tarde à se faire voir. Elle demeure très peu présente au petit écran. Non sans raison, on parle de « montréalisation » des médias en matière d’information. Combien de Gaspésiens ou de Nord-Côtiers se sont plaints d’entendre la circulation de Montréal dans leur bulletin de nouvelles ? En revanche, ce que l’on voit dans certains téléromans est davantage le reflet de l’homogénéité des régions.

---

5. <http://fr.numeris.ca/media-and-events/tv-weekly-top-30>.

## DE CANADIEN FRANÇAIS À QUÉBÉCOIS

Au Québec, l'identité s'est peu à peu territorialisée. Ce virage s'amorce à la fin des années 1960 et s'accélère pendant les années 1970. En 2016, sont Québécois tous ceux et celles qui vivent sur le territoire du Québec. Les francophones ont peu à peu délaissé le concept de Canadien français pour celui, plus inclusif, de Québécois. Les anglophones du Québec sont peu à peu devenus une minorité historique.

Dans une étude, Guy Lachapelle, secrétaire général de l'Association internationale de science politique, confirme « les observations antérieures des études sociologiques qui démontraient l'ascension d'une identité nationale forte au Québec<sup>6</sup> ». Il rappelle que 21 % des francophones au début des années 1970 s'identifiaient comme étant avant tout Québécois. Au milieu des années 1990, 62,5 % des francophones et 54,3 % de l'ensemble de la population se disaient avant tout Québécois. Il conclut que ce résultat s'avérait comparable à ce qui était observé dans plusieurs pays européens. L'identité québécoise se révélait donc aussi « affirmée » qu'en Irlande ou en Allemagne et même plus qu'en France. L'étude révélait également que les plus jeunes s'identifiaient davantage comme étant d'abord Québécois.

Cette tendance se confirme avec le temps. En 2015, un sondage CROP réalisé lors du vingtième anniversaire du référendum de 1995 révélait que 58 % des répondants se disaient avant tout Québécois<sup>7</sup>. Le sondage a également permis d'évaluer leur dimension identitaire canadienne. Les Québécois se disent distincts. À 72 %, ils affirmaient être en accord avec l'affirmation que les Québécois ont des valeurs très différentes de celles des Canadiens hors Québec. Au même moment, 77 % d'entre eux confirmaient être plutôt ou tout à fait d'accord avec l'énoncé

---

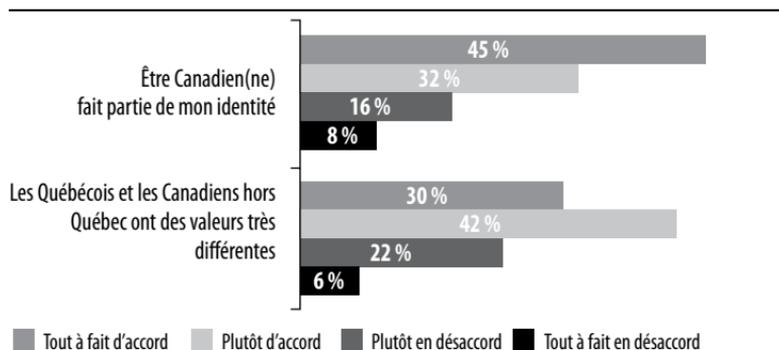
6. Guy Lachapelle (2007), « Identités, économie et territoire: la mesure des identités au Québec et la Question Moreno », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, n° 4, p. 601.

7. [http://www.ledevoir.com/documents/pdf/sondage\\_souverainete.pdf](http://www.ledevoir.com/documents/pdf/sondage_souverainete.pdf).

qu’être Canadiens fait partie de leur identité. En somme, même si leur fidélité première va au Québec, la dimension canadienne de leur identité n’est cependant pas négligeable. Pendant quarante ans, nous les avons opposées. Les résultats nous démontrent plutôt qu’aujourd’hui ces pôles identitaires ne sont pas perçus comme étant contradictoires par une bonne partie de la population, mais davantage juxtaposés et enchevêtrés.

## IDENTITÉ ET VALEURS CANADIENNES

Base : ensemble des répondants, n=1000



Sur la base de données de la firme Léger recueillies en juin 2014, Jack Jedwab, vice-président de l’Association d’études canadiennes, analyse d’ailleurs le sentiment d’attachement envers le Canada. Il constate notamment que 56 % des répondants se disent très fortement attachés au Québec, 49 % à leur municipalité, 33 % au Canada et 32 % au monde. Dans le cas du Québec et du Canada, la somme d’un attachement fort et d’un attachement moyen s’élève respectivement à 88 % et à 65 %. Les répondants, à 74 %, semblaient également très fortement attachés à leur langue. « Quant aux individus affirmant ressentir un attachement fort, la langue semble être l’élément qui domine parmi toutes les catégories démographiques, à l’exception des non-francophones pour qui l’attachement est plus fort envers le

Canada qu'envers la langue<sup>8</sup>.» Pour une vaste majorité de Québécois, la langue demeure donc un marqueur identitaire fort.

## FRANÇAIS LANGUE COMMUNE : L'HÉRITAGE DE LA LOI 101

L'identité québécoise se forge avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Les avancées se font sur plusieurs fronts à la fois. Le visage français du Québec s'affirme par la langue d'enseignement, la langue de travail et l'intégration des nouveaux arrivants.

L'adoption de la Charte de la langue française (communément appelée loi 101), qui ne se fait pas sans tumultes, jette paradoxalement les bases d'une certaine paix linguistique. Il y aura certes des batailles connexes, comme l'affichage ou les écoles passerelles. La loi sera édentée par la Cour suprême et lors du rapatriement unilatéral de la constitution en 1982. Ce qu'il en reste demeure néanmoins fondamental. Cette loi, qui a été décriée par plusieurs, est aujourd'hui reconnue comme le passage obligé de l'affirmation du caractère francophone du Québec.

Même Stéphane Dion, à l'occasion du colloque «Les États généraux du Canada français, 45 ans plus tard», réitérait l'importance de la loi 101. «Par des moyens différents, mais complémentaires, la cause du français a ainsi progressé au Québec et ailleurs au pays. C'est ce constat qui m'a amené à dire un jour que la loi 101 est une grande loi canadienne; mais à dire aussi que la Cour suprême du Canada nous a tous rendu service lorsqu'elle a statué que la protection du français dans le contexte nord-américain rendait légitime l'imposition obligatoire et même

---

8. Jack Jedwab, 2014, *Analyse comparative du sentiment d'attachement envers le Canada: tendances historiques et comparaisons des niveaux d'attachement actuels en relation à d'autres marqueurs d'identité*, consulté sur Internet à <https://acs-aec.ca/pdf/polls/Benchmarking%20FR.pdf>.

prédominante du français dans l’affichage commercial, mais non le bannissement des autres langues<sup>9</sup>. »

Le français langue d’enseignement fera faire des gains importants en matière de langue d’usage. Aujourd’hui, les petits enfants de la loi 101 parlent le français avec facilité. Nous avons même tendance à tenir certaines avancées pour acquises. Le parcours vers l’affirmation francophone du Québec ne fut cependant pas simple.

Au moment où l’Assemblée nationale votait la Loi pour promouvoir la langue française au Québec (appelée communément loi 63) en novembre 1969, par laquelle le libre choix de la langue d’enseignement était reconnu, l’école française accueillait 84,4 % des écoliers du Québec. Adoptée sous Robert Bourassa en 1974, la Loi sur la langue officielle viendra mettre de nouvelles balises avec toujours l’objectif d’assurer la croissance des inscriptions dans les écoles francophones. Comme on peut le lire dans les documents du Conseil supérieur de la langue française, la proportion des écoliers inscrits dans les écoles françaises continue de diminuer jusqu’à 83,4 % (année scolaire 1976-1977<sup>10</sup>), permettant ainsi au secteur anglophone d’atteindre 16,6 % des effectifs scolaires. La loi 101 proposée lors de la campagne de 1976 et adoptée en 1977 inversera finalement la tendance.

En 2016, les Québécois francophones ont acquis un certain sentiment de sécurité linguistique quant à la langue d’enseignement. L’équilibre demeure tout de même fragile. En 2010, la Cour suprême a d’ailleurs invalidé des dispositions adoptées en 2002 qui interdisaient de passer par l’école anglaise non

---

9. <https://sdion.liberal.ca/news-nouvelles/la-ncessaire-solidarit-des-franco-phones-des-francophiles-canadiens/>.

10. [http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx\\_ig-gcpplus\\_pi4%5Bfile%5D=publications/pubc150/c150-ii.html](http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_ig-gcpplus_pi4%5Bfile%5D=publications/pubc150/c150-ii.html).

subventionnée pour contourner l'esprit de la loi 101. Fortement balisée, cette façon de faire s'est avérée très limitée en 2016<sup>11</sup>.

Les langues « disparaissent parce qu'elles perdent leur utilité et leur prestige pour des raisons économiques, politiques et culturelles<sup>12</sup> » a écrit avec justesse l'auteur Louis Cornellier. Or, en matière de langue de travail, près de 82 % de la population utilisait le plus souvent le français en 2011. Auprès des populations immigrantes, ce n'était le cas que pour 54,6 % d'entre elles, selon les données de l'Office québécois de la langue française (OQLF)<sup>13</sup>.

La connaissance du français devient pourtant plus rentable sur le plan salarial et financier, davantage dans les régions qu'à Montréal. La prime à la connaissance exclusive de l'anglais a donc décliné avec le temps<sup>14</sup>. Une étude menée par Nicole Béland, Éric Forgues et Maurice Beaudin<sup>15</sup> permet notamment de constater un rattrapage des hommes unilingues francophones depuis 1970 par rapport aux hommes unilingues anglophones. Entre 1970 et 2000, l'écart de leur salaire moyen respectif était passé de -26 % à -2 %.

Bref, au cours des quarante dernières années, les lois adoptées par l'Assemblée nationale ont permis au visage francophone du Québec de s'affirmer. Il n'en demeure pas moins que le français, langue commune et langue de travail, repose sur des fondations plus solides qu'en 1976, bien qu'elles soient encore fragiles. Si personne n'y veille, celles-ci risquent de s'éroder. Parce que nous

---

11. <http://www.ledevoir.com/societe/education/459351/acces-a-l-ecole-anglophone-les-ecoles-passerelles-n-ont-pas-la-cote>.

12. Louis Cornellier (2016), *Le point sur la langue*, Montréal, VLB, p. 39.

13. <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/etudes2016/brochure-2016.pdf>.

14. <http://www.spl.gouv.qc.ca/documentation/loisreglementspolitiques/politique-linguistique/bilan-de-la-situation-de-la-langue-francaise/>.

15. Nicole Béland, Éric Forgues et Maurice Beaudin (2010), « Inégalités salariales et bilinguisme au Québec et au Nouveau-Brunswick, 1970 à 2000 », *Recherches sociographiques*, vol. 51, n<sup>os</sup> 1-2, p. 75-101.

demeurons un îlot francophone dans une mer anglophone, nous n’aurons jamais le loisir de baisser la garde.

## LE DÉBAT DE LA LAÏCITÉ

La langue a été au cœur du débat identitaire des années 1970. En 2016, la question de l’identité prend un nouveau visage : celui du vivre-ensemble. Le Québec dispose de son propre parcours de sécularisation. Celui-ci s’est fait doucement, sans trop de heurts. Il s’est amorcé avec la Révolution tranquille jusqu’à la fin des commissions scolaires confessionnelles à la fin du xx<sup>e</sup> siècle. D’une société où le pouvoir du clergé était bien réel, celui-ci a complètement disparu en l’espace de quelques générations.

Les nouvelles vagues d’immigration, les événements autour des accommodements raisonnables, la Commission de consultation sur les pratiques d’accommodement reliées aux différences culturelles (commission Bouchard-Taylor) et la charte des valeurs ont amené les Québécois à se remettre en question. Ils sont d’ailleurs toujours, en 2016, en quête d’un modèle d’encadrement adapté à la réalité québécoise. Tension entre l’ouverture et la volonté de protéger un héritage culturel et linguistique, ce débat est encore bien vivant et bien sensible.

La population est fragmentée et le ton monte rapidement quand vient le temps d’aborder la question, que ce soit dans les médias, dans la population ou à l’Assemblée nationale. On a vite fait d’accoler des étiquettes. Ce fut le cas lors du débat sur la charte des valeurs pour laquelle le Parti québécois avait même développé une application et un argumentaire pour animer les discussions du temps des fêtes. Cela ne l’empêcha pas de perdre ses élections quelques mois plus tard en 2014. En mars 2016, lors d’un débat sur les seuils d’immigration, le chef du deuxième groupe d’opposition s’est même fait accuser par le premier ministre de « souffler sur les braises de l’intolérance » alors qu’il remettait en question la hausse envisagée du nombre

d'immigrants sans pour autant accroître les ressources dévolues à leur intégration.

Le Québec ne vit pas dans une bulle. Il ne doit cependant pas se laisser distraire par des dérapages vécus ailleurs. En 2016, le Québec doit trouver le modèle qui correspond le mieux à sa réalité au *xxi*<sup>e</sup> siècle. Plus facile à dire qu'à faire. La fragmentation est bien réelle et rassembler les Québécois autour d'une vision commune sera l'un des défis les plus importants du Québec des prochaines années.

Lors du débat sur la charte des valeurs, la firme de sondage CROP-LaPresse<sup>16</sup> avait distingué quatre groupes. Le groupe des catholiques pure laine, formé par 29 % des répondants, était dépeint en bref comme celui des gens qui croient que l'immigration menace le patrimoine catholique. Ces derniers donnaient un fort appui à la charte et croyaient que la religion catholique devait avoir un statut particulier au Québec. Le groupe des croyants tolérants était aussi formé de 29 % de répondants. Pour lui, la religion est importante, et la liberté d'afficher sa foi est nécessaire. Ces croyants tolérants étaient moins enclins à supporter la charte et se retrouvaient principalement dans l'électorat du Parti libéral.

Les deux autres groupes représentaient chacun 21 % de la population. Les laïcs ouverts, des non-pratiquants, étaient dépeints comme ouverts aux différences et acceptant l'expression de la religion des autres. Ils étaient fortement opposés à l'interdiction de signes religieux. Finalement, les laïcs fermés désignent ceux qui croient que la religion relève uniquement de la sphère privée et qui sont davantage en accord avec l'interdiction de signes religieux visibles.

Avec des points de vue aussi opposés et un climat aussi tendu, il est difficile de savoir comment ce dossier se réglera.

---

16. <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201309/18/01-4690454-charte-des-valeurs-quatre-visions-saffrontent.php>.

Cependant, s’il suit le même chemin que le débat sur la langue, on peut se dire que le temps finira par placer bien des choses. Le Québec établira démocratiquement son modèle, comme ce fut le cas pour la loi 101. Après tout, cette loi est aujourd’hui vue comme une grande loi canadienne par celui qui occupait en 2016 la fonction de ministre des Affaires étrangères du Canada.

\* \* \*

La culture est un héritage vibrant qui rassemble et qui nous ressemble. C’est un élément de fierté qui permet de tisser des liens, une mémoire collective. L’identité québécoise s’est forgée avec le temps. Forte de sa distinction francophone, mais aussi d’une fragilité qui stimule la créativité, elle a pris forme. Elle a évolué sur la base de référents collectifs forts. La culture québécoise s’est aussi métissée depuis les 40 dernières années. Le Québec change. Les Québécois aussi. La culture québécoise va donc continuer de s’adapter en demeurant un creuset fort. Le Québec a d’ailleurs la chance d’avoir des créateurs, des artisans et des artistes de talent et de premier plan.

De nombreux Québécois partagent une fidélité première au Québec. L’appartenance québécoise s’est tissée solidement et la distinction se mesure concrètement. Cela ne veut cependant pas dire qu’il faut en évacuer la dimension canadienne. Le Canada a d’ailleurs toujours abondamment puisé dans la culture québécoise pour se définir.

Au départ, l’*Ô Canada* était un hymne canadien-français. De la cabane à sucre à la poutine en 2016, le Canada anglais ne s’est jamais gêné pour s’approprier des repères québécois. Sur les tablettes de grandes chaînes internationales, on retrouve aujourd’hui des croustilles « Lay’s Canada Bacon Poutine Potato Chips<sup>17</sup> ». Des Ontariens se proposent même d’exporter la

---

17. <http://www.walmart.ca/en/ip/lays-canada-bacon-poutine-potato-chips/6000196216154>.

poutine à l'international<sup>18</sup>. En revanche, à l'exception de Céline Dion, rares sont les artistes québécois qui transcendent les deux solitudes. L'inverse est aussi vrai en ce qui concerne des vedettes établies du Canada anglais. Fait rare, à l'été 2016, plus de 11 millions de téléspectateurs ont regardé le dernier spectacle de *Tragically Hip* sur le réseau CBC<sup>19</sup>. De ce nombre, il y avait bien peu de Québécois.

En 2014, la Cour suprême du Canada rappelait que les « traditions juridiques et les valeurs sociales distinctes du Québec<sup>20</sup> » étaient bel et bien réelles. Cette reconnaissance de la différence québécoise n'est toujours pas enchâssée dans la constitution du Canada. Elle se vit au quotidien. Si elle s'exprime par des lois, elle le fait aussi par une culture bien vivante qui rayonne à l'heure du monde. Comme le soulignait l'auteure québécoise née au Viêt Nam, Kim Thúy : « Parfois, il nous faut quelqu'un de l'extérieur pour nous faire apprécier quelque chose. À l'inverse, je me dis souvent que les Québécois ne sont pas assez fiers de ce qu'ils sont. Alors je prends la responsabilité de leur dire comment le Québec est beau, comment la culture québécoise est unique et comment la langue québécoise est exceptionnelle<sup>21</sup>. »

Après des débats houleux, la prépondérance du français est aujourd'hui bien ancrée, mais toujours fragile. Selon les données de Statistique Canada, le nombre de Québécois ayant le français comme seule langue maternelle était de 78 % en 2011, comparativement à un peu plus de 80 % en 1976. Quant au débat portant sur la laïcité de l'État, il demeure intimement lié à celui de l'immigration.

---

18. <http://smokesfranchising.com/contact/>.

19. <http://www.cbc.ca/news/canada/tragically-hip-cbc-broadcast-ratings-1.3730276>.

20. <http://www.saic.gouv.qc.ca/affaires-intergouvernementales/institutions-constitution/statut-qc/reconnaissance-nation.asp>.

21. <http://www.lapresse.ca/arts/livres/entrevues/201604/07/01-4968619-kim-thuy-dombre-et-de-lumiere.php>.

## IMMIGRATION : LE NOUVEAU VISAGE DES QUÉBÉCOIS

**L**e visage des Québécois change. L'immigration québécoise se diversifie. En 2016, le Québec a accueilli près de deux fois plus d'immigrants qu'en 1976. Cette année-là, la société québécoise ouvrait ses portes à 27 748<sup>1</sup> nouveaux arrivants. En 2016, ce sera le cas pour plus de 50 000 personnes. L'immigration devient l'un des principaux facteurs de croissance démographique au sein d'une population québécoise de plus en plus âgée. Cette arrivée soutenue d'immigrants n'est pas sans conséquence sur l'évolution du tissu social québécois. La société devient de plus en plus plurielle. De nouveaux débats politiques émergent.

Depuis plusieurs années déjà, le Québec a fait le choix de modèles d'intégration plus adaptés à sa réalité. Au multiculturalisme canadien, le Québec préfère le concept d'interculturalisme. Le premier renvoie à une mosaïque culturelle où chacun conserve les valeurs de son pays d'origine. Le second favorise plutôt l'enrichissement et l'évolution d'une culture d'accueil déjà bien enracinée par l'apport de nouveaux arrivants. Pour s'affirmer, l'État québécois dispose de ses propres outils d'intégration.

---

1. <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/caracteristiques-immigration-20122015.pdf>.

Sur le plan économique, l'immigration est souvent perçue comme un atout. Cet apport potentiel en main-d'œuvre viendrait répondre à certains besoins. L'immigration permettrait également de stimuler la consommation. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nos politiques d'immigration tentent de favoriser cette composante dans ses critères de sélection. Sur le plan linguistique, la situation particulière du Québec en Amérique du Nord impose également certaines responsabilités pour assurer l'avenir de français, particulièrement dans la région de Montréal. L'État québécois a d'ailleurs intégré depuis plusieurs années la dimension linguistique comme un critère important pour la sélection de ses immigrants.

Il importe d'illustrer en quoi le visage de 2016 diffère de celui de 1976. Nous définirons les défis d'intégration que cela implique. Nous présenterons enfin les principales attentes des Québécois envers l'immigration. Dans un premier temps, il convient cependant de présenter les responsabilités actuelles du Québec en la matière.

## UN QUÉBEC QUI AFFIRME SA COMPÉTENCE

Selon la constitution canadienne, l'immigration est une compétence partagée entre Québec et Ottawa (art. 95). Il a cependant fallu attendre la Révolution tranquille avant que l'État québécois s'y intéresse réellement. Il a d'ailleurs de bonnes raisons de le faire, ne serait-ce que pour assurer son poids au sein de la fédération canadienne et enrayer certains transferts linguistiques vers la langue anglaise. Le premier ministère de l'Immigration naît donc sous un gouvernement de l'Union nationale en 1968<sup>2</sup>.

Reconnaissant la spécificité culturelle du Québec, une entente administrative Québec-Ottawa intervient en 1978.

---

2. <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/politique-dimmigration-du-quebec/>.

Nommée Cullen-Couture, elle permet alors de préciser les rôles de chaque ordre de gouvernement, notamment en matière de réfugiés et de sélection de l'immigration économique. Dans la foulée de cette entente, Radio-Canada rapportait que le Québec établit son propre programme de parrainage : « Unique au Canada, cette mesure lui permettra de parrainer directement 10 000 réfugiés<sup>3</sup>. » Le Québec devient alors un précurseur en ce domaine.

Toujours en vigueur en 2016, l'accord Gagnon-Tremblay-McDougall signée en 1991 permet d'étendre la compétence du Québec et de contrôler la venue des immigrants sur son territoire. En résumé, le Québec se voit notamment confirmer des responsabilités exclusives en matière d'immigration permanente : « 1) le volume d'immigrants souhaité; 2) la sélection des candidats qui veulent s'établir sur son territoire (à l'exception des demandeurs de statut de réfugié et des membres de la catégorie du regroupement familial); 3) la gestion et le suivi des engagements de parrainage ainsi que leur durée<sup>4</sup>. » Dans les faits, « dans la mesure où le gouvernement fédéral exerce un pouvoir prépondérant dans la détermination des conditions d'admission des familles et des réfugiés, près de 33 % de l'immigration échappe à la sélection du Québec, qui n'agit pas non plus de façon déterminante sur le mouvement des travailleurs étrangers temporaires<sup>5</sup> ».

Il revient donc au Québec de déterminer le seuil annuel d'accueil pour les programmes courants d'immigration. Cette responsabilité accrue découle d'une volonté collective des Québécois de jouer un rôle prépondérant dans un domaine central pour le développement du Québec et de son identité. En 2016, l'intégration réussie, la détermination des critères de sélection et le choix du nombre d'immigrants à accueillir sont maintenant au cœur du débat politique. Différentes visions

---

3. <http://archives.radio-canada.ca/sports/immigration/clips/2507/>.

4. <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/politique-dimmigration-du-quebec/>.

5. *Ibid.*

s'affrontent. Sur le plan politique, il est donc tout à fait naturel que les élus de l'Assemblée nationale y réfléchissent et adoptent différentes positions. Il s'agit d'une résultante normale de l'élargissement de la compétence du Québec en la matière. Cela témoigne avant tout d'un signe de maturité collective qui implique des choix structurants pour le Québec de demain.

## DE 1976 À 2016 : UN QUÉBEC DE PLUS EN PLUS PLURIEL

Avec la création par Ottawa d'une nouvelle classe d'immigrants dite humanitaire, 1976 confirme un tournant décisif en matière d'immigration. Cette réforme effectuée de concert avec le Québec favorisera une diversification accrue de la provenance des nouveaux arrivants et une nouvelle vague d'immigration. Ainsi, « conséquence des nouvelles politiques d'ouverture en matière d'immigration, cette vague permet à plusieurs non-Européens de venir s'installer au Québec, notamment des immigrants originaires d'Amérique latine, d'Afrique et surtout d'Asie<sup>6</sup> ». Au début des années 1980, plus du tiers des Néo-Québécois étaient d'ailleurs originaires de l'Asie. Jusqu'à la fin des années 1960, à l'exception d'Haïti, l'immigration provenait essentiellement de l'Europe. On a qu'à penser aux Irlandais qui viennent d'abord, puis aux Italiens, aux Portugais et aux Grecs. Cette diversité nouvelle aura une influence durable sur le tissu démographique du Québec.

En quelques chiffres, nous pouvons constater l'évolution du nouveau visage du Québec. Les données qui suivent sont tirées du document de consultation<sup>7</sup> préparé par le ministère québécois de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion en vue d'une consultation parlementaire tenue à l'été 2016. Celle-ci portait notamment sur l'établissement de nouveaux seuils

---

6. <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/collaborations/2475.html>.

7. Ministère de l'Immigration du Québec (2014), *Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion*, document synthèse, Québec, Gouvernement du Québec.

d'immigration. Ainsi, la part de la population immigrée dans la population totale au Québec s'élevait à 12,6% en 2011, comparativement à 8,7% en 1991. Montréal se transforme davantage. Dans la région métropolitaine de recensement, la population était composée de 22,6% d'immigrants en 2011, comparativement à 16,8% en 1991. Cet apport démographique a également des effets sur les naissances ainsi que sur notre système scolaire. Le profil de la clientèle scolaire change d'ailleurs plus rapidement à Montréal qu'ailleurs au Québec. En 2013, près d'un enfant sur trois (29,4%) né au Québec avait au moins un parent qui était né à l'étranger. Ce n'était le cas que de 14,6% en 1990.

Quel est le profil type des Néo-Québécois d'aujourd'hui? Des données datant de 2014 du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion<sup>8</sup> indiquent que la personne qui choisit maintenant d'immigrer au Québec est généralement jeune et scolarisée: 68% d'entre eux avaient moins de 35 ans. Chez les immigrants de 15 ans et plus, 59% avaient plus de 14 ans de scolarité. La répartition quant à leur continent de naissance était la suivante: Asie (33,5%), Afrique (31,0%), notamment le Maghreb à 14,0%, Amérique (20,5%), Europe (14,9%) et Océanie (0,1%). Enfin, plus de la moitié d'entre eux (58,6%) déclaraient connaître le français lors de leur admission.

Au fil des ans, l'immigration a contribué à modifier le paysage religieux du Québec. Selon les données publiées par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, entre 1971 et 1981, à peine 5% des immigrants étaient de confession musulmane. Entre 2001 et 2011, ils représentaient plutôt un peu moins de 30%. En comparaison, la proportion du nombre d'immigrants se déclarant de confession chrétienne était sous la barre de 70% entre 1971 et 1981 et en deçà de 50% entre 2001 et 2011<sup>9</sup>. Ainsi «bien que les religions chrétiennes

---

8. [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/FICHE\\_syn\\_an2014.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/FICHE_syn_an2014.pdf).

9. [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/DOC\\_RoleQuebecImmigration.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/DOC_RoleQuebecImmigration.pdf).

soient toujours majoritaires, le nombre de personnes appartenant à des religions non chrétiennes est en croissance malgré leur proportion marginale (environ 5,7% de la population québécoise)<sup>10</sup>».

Le Québec est une terre d'accueil. Comment se compare-t-il à l'échelle internationale? Pour répondre à cette question, nous devons examiner le nombre d'immigrants reçus annuellement par rapport à la population totale. En 2014, selon nos calculs, le Québec a accueilli 6,2 immigrants par 1 000 habitants, soit 50 275 personnes. Ce nombre est légèrement inférieur à la donnée canadienne qui, pour la même période, avoisinait un ratio de 7 immigrants par 1 000 habitants.

Le graphique qui suit permet de comparer la situation québécoise avec les principaux pays membres de l'Union européenne, pour la même année de référence<sup>11</sup>. Toutes proportions gardées par rapport à la taille de sa population, le Québec a donc accueilli plus d'immigrants que la France, l'Italie et le Portugal. En 2014, le Québec se situait entre l'Espagne et la Finlande, mais loin derrière l'Irlande et la Suède. Ces données ne tiennent malheureusement pas compte de l'immigration en lien avec la crise syrienne qui s'amorça en 2015.

L'immigration québécoise est diversifiée. Le Québec de 2016 est pluriel et forme une société d'accueil ouverte où la langue officielle est le français. Le contexte québécois est cependant particulier en Amérique du Nord. L'État y a la responsabilité de veiller à l'épanouissement d'une culture francophone alors que la force d'attraction de la langue anglaise sur le continent est grande. Certains Québécois choisissent également de s'établir ailleurs au Canada, notamment pour des raisons économiques. En quarante ans, le solde migratoire du Québec

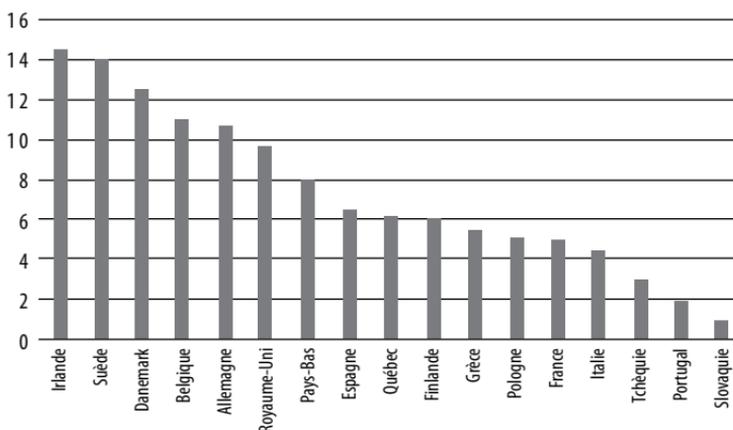
---

10. *Ibid.*

11. Données européennes tirées de: [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Immigrants,\\_2014\\_\(per\\_1\\_000\\_inhabitants\)\\_YB16.png](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Immigrants,_2014_(per_1_000_inhabitants)_YB16.png).

avec ses voisins canadiens est d'ailleurs toujours demeuré négatif<sup>12</sup>. Au défi de l'intégration s'ajoute donc celui de la rétention.

#### NOMBRE D'IMMIGRANTS PAR 1000 HABITANTS REÇUS EN 2014 AU QUÉBEC PAR RAPPORT À CERTAINS PAYS EUROPÉENS



### LE DÉFI DE L'INTÉGRATION ET DE LA FRANCISATION

Le Québec devient de plus en plus une terre d'accueil parce que des gens qui souhaitent améliorer leur sort choisissent de s'y établir. Ils auraient d'ailleurs pu choisir de vivre ailleurs au Canada, ou ailleurs dans le monde. Ils font le choix du Québec. Si l'immigration est une responsabilité partagée entre Québec et Ottawa, elle constitue également une responsabilité partagée entre le nouvel arrivant et la société d'accueil.

D'un côté, la société d'accueil doit mettre en place les meilleures conditions pour favoriser une intégration réussie. Cela implique d'établir les programmes et d'offrir les outils nécessaires,

12. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/migration/internationales-interprovinciales/601.htm>.

en nombre suffisant, en matière tant économique que culturelle. Cela nécessite aussi une certaine adéquation entre les besoins du Québec et la sélection de futurs citoyens, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre. Dans un contexte nord-américain, l'État québécois a également un rôle de premier plan à jouer en matière de francisation et de régionalisation.

De l'autre côté, un immigrant doit s'activer pour faire sa place. Imaginez un instant tous les défis que cela représente sur les plans humain et logistique. En priorité, il doit déterminer la région où s'établir, se trouver un logement, remplir tous les documents pour obtenir ses nouvelles pièces d'identité et avoir accès aux programmes gouvernementaux. Il doit également apprendre les règles communes et les coutumes d'une société bien distincte. Il doit aussi se tisser un réseau. Bref, il doit se réinventer une nouvelle vie quotidienne, dans un nouvel environnement. Dans le cas du Québec, il doit aussi apprivoiser un nouveau climat et souvent une nouvelle langue. Il doit enfin s'intégrer à la vie économique. Cela implique de trouver du travail ou de suivre un programme de formation. Pour plusieurs, cela veut aussi dire apprendre le français. Le choc s'avère plus grand pour certains que pour d'autres.

Quel bilan doit-on faire du parcours québécois en matière d'intégration depuis 1976? À cette époque, l'enjeu principal reposait sur la francisation de Québécois nés de familles immigrantes. Ce sont eux qu'on a d'ailleurs plus tard appelés les *enfants de la loi 101*. En effet, cette loi adoptée en 1977 prévoyait que seuls ceux et celles qui ont reçu un enseignement en anglais pouvaient transmettre ce droit à leur enfant. En pratique, cela voulait dorénavant dire qu'en plus de tous les francophones les enfants issus de l'immigration devaient également fréquenter l'école en français, peu importe leur langue maternelle. C'est aujourd'hui un des legs les plus importants de 1976.

La tâche de la francisation des nouveaux arrivants était par ailleurs confiée à des centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI). Ces centres, créés dès la fin des années

1960, furent placés sous la responsabilité du ministère québécois de l'Immigration au milieu des années 1970. Paradoxalement, ils ont par la suite été abolis dans les années 2000 par un gouvernement du Parti québécois.

En 2016, deux phénomènes sont observables. Ainsi, le défi de l'intégration économique devient davantage associé à celui de l'intégration linguistique. En raison de la plus grande diversité de l'immigration en sol québécois, l'intégration culturelle devient un enjeu plus sensible. Cette réalité n'est d'ailleurs pas sans causer certains problèmes, certains chocs sur le plan des valeurs.

Selon les données du ministère québécois de l'Immigration, la Diversité et de l'Inclusion, « la catégorie de l'immigration économique représente plus de 60 % (61,5 %) des admissions des 20 dernières années<sup>13</sup> ». Cette orientation a pour objectif de combler certaines pénuries de main-d'œuvre qualifiée observables en raison du vieillissement de la population. Sur le plan linguistique, toujours selon les données rapportées par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 79,2 % des personnes immigrées ont déclaré connaître le français en 2011, comparativement à 67,2 % dans le cas de l'anglais. Au début des années 1970, ce n'était le cas que d'un immigrant sur deux<sup>14</sup>.

Est-ce à dire que le Québec est parvenu à relever les défis de l'intégration linguistique et économique des Néo-Québécois? La réalité de ces derniers s'avère beaucoup plus complexe. Plusieurs problèmes s'entrecroisent. Le quotidien *Le Devoir* rapportait que leur taux de chômage s'amenuisait avec le temps, mais que, « pour les immigrants qui sont arrivés depuis plus de cinq ans au Québec, mais moins de dix ans, le taux de chômage des unilingues francophones chute de plus de 9 points de pourcentage, à 13,8 %, encore un peu plus que le taux de 11,4 % des immigrants

---

13. [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/DOC\\_RoleQuebecImmigration.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/DOC_RoleQuebecImmigration.pdf).

14. [http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/ETU\\_ImmigrProsperite\\_BoudarbatGrenier.pdf](http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/ETU_ImmigrProsperite_BoudarbatGrenier.pdf).

qui ne connaissent que l'anglais<sup>15</sup> ». Deux éléments permettraient d'expliquer cet écart. Les immigrants originaires du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne, qui maîtrisent généralement le français, feraient face à davantage de discrimination. De plus, on dénote des exigences en matière de maîtrise de l'anglais à l'emploi. À ces difficultés s'ajoute la reconnaissance des diplômes et des compétences acquises à l'étranger.

TAUX DE CHÔMAGE DES IMMIGRANTS DANS LES PLUS GRANDES VILLES CANADIENNES EN 2015*			
	MONTRÉAL	TORONTO	VANCOUVER
Pop. générale	7,5%	7,2%	5,3%
Immigrants	11,1%	6,8%	6,4%
Immigrants récents (-5 ans)	18,4%	10,9%	11,8%

\* Selon les données de Statistique Canada, 2015, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2016/08/30/002-legault-immigration-chomage-travail-immigrant-valeurs-caq.shtml>.

Les données de chômage confirment que le problème est bien réel. Les immigrants en sont les premières victimes. Sur le plan de l'emploi auprès des nouveaux arrivants, Montréal fait moins bien que Toronto ou Vancouver.

Dans le débat sur une hausse éventuelle des seuils d'immigration au-delà de 50 000 personnes annuellement, l'économiste et universitaire réputé Pierre Fortin déboulonne certains mythes, dont celui de pénuries généralisées en matière de main-d'œuvre. Il établit plusieurs constats. Parmi ceux-ci, notons que l'immigration représente un coût net pour les finances publiques d'un État, qu'elle ne peut contrer le vieillissement de la population québécoise, que l'avantage économique est d'abord réel pour les immigrants eux-mêmes et que l'immigration sélectionnée peut répondre à des besoins bien particuliers en matière de main-d'œuvre. Il conclut que l'immigration doit d'abord être vue comme un investissement et une contribution internationale à la lutte contre les inégalités. Dans cette veine, « il faut moduler

15. <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/467513/chomage-chez-les-nouveaux-arrivants>.

notre hospitalité en fonction de notre capacité d'absorption culturelle, politique et sociale<sup>16</sup> ». Au printemps 2016, le gouvernement de Philippe Couillard a évoqué la possibilité de hausser les seuils annuels à 60 000 nouveaux immigrants. Un sondage CROP-*La Presse*<sup>17</sup> a par la suite révélé qu'une forte majorité des Québécois s'y opposait, soit 61 %. C'était également le cas de 50 % des électeurs libéraux.

Cela nous ramène à la dimension culturelle de l'immigration. Depuis 2007, les Québécois tiennent périodiquement différents débats entourant la question des accommodements religieux et culturels devant être consentis à certains nouveaux arrivants. Crise des accommodements raisonnables, rapport Bouchard-Taylor, charte des valeurs, débats sur la laïcité de l'État, cet enjeu a pris plusieurs formes et soulève les passions au sein de la population et de la classe politique. À cet égard, le Québec ne fait pas exception à plusieurs sociétés occidentales qui ont fait le choix de diversifier l'origine de leur immigration. Visiblement, le Québec et les Québécois n'étaient pas préparés à ce changement.

## LES QUÉBÉCOIS ET L'IMMIGRATION : D'ABORD UNE QUESTION DE VALEURS

Par ses critères de sélection, le Québec a cherché surtout à favoriser une intégration tant économique que linguistique pour les nouveaux arrivants. Historiquement, comme nous l'avons vu, la question de l'apprentissage du français et de l'intégration à la communauté linguistique de la majorité fut un enjeu sensible. Cela constitue un héritage de 1976. En 2016, les préoccupations des Québécois en matière d'intégration ont changé de façon marquée.

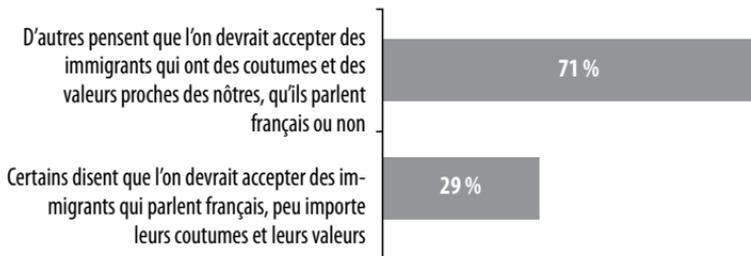
---

16. <http://www.lactualite.com/lactualite-affaires/combien-vaut-un-immigrant/>.

17. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201603/25/01-4964430-sondage-cropla-presse-legault-et-la-caq-profitent-dune-glissade-des-liberaux.php>.

## OPINION À L'ÉGARD DE L'IMMIGRATION AU QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n=1000



Le graphique précédent fait état de ce changement. Dans le sondage CROP-CRDIP, on a demandé aux répondants quel énoncé se rapprochait le plus de leur opinion en matière d'immigration : « Certains disent que l'on devrait accepter des immigrants qui parlent français peu importe leurs coutumes et leurs valeurs » ou « D'autres pensent que l'on devrait accepter des immigrants qui ont des coutumes et des valeurs proches des nôtres, qu'ils parlent français ou non ». Près des trois quarts (71 %) des répondants ont préféré cette dernière option alors que seulement 29 % choisissent de prioriser la langue française lors de la sélection.

Étonnamment, l'appui à la sélection de l'immigration en vertu de valeurs et de coutumes est semblable à Montréal, à Québec ou en région. Cet enjeu ne crée donc pas de variations régionales. À 75 % plutôt que 66 %, les femmes sont par ailleurs beaucoup plus enclines que les hommes à appuyer cette option. Même chose pour les non-francophones qui priorisent cette approche à 77 %. Enfin, notons que, plus les gens sont âgés, plus l'appui envers cet énoncé augmente. Il passe ainsi de 61 % auprès des 18 à 34 ans à 80 % auprès des 55 ans et plus.

Concrètement, les Québécois semblent se dire que le français peut s'apprendre à condition que le nouvel arrivant y mette du temps et la société d'accueil, suffisamment de ressources. Dans le cas de principes fondamentaux, tel celui de l'égalité hommes-femmes, ils semblent penser que cela est plus difficile à

transmettre. Cette préférence marquée des Québécois se traduirait par une réforme importante de la grille actuelle de sélection des immigrants. Elle signifierait également un changement en profondeur quant aux bassins d'immigration. Puisqu'un plus grand nombre ne maîtriseraient pas le français à leur arrivée, cela devrait ensuite se traduire par de plus grands efforts de francisation, une fois ces nouveaux immigrants établis en sol québécois.

\* \* \*

L'enjeu de l'immigration prend plus de place dans le débat politique en 2016 qu'en 1976. C'est l'une des résultantes d'un Québec qui a élargi sa sphère d'intervention depuis 40 ans et qui affirme maintenant sa compétence. Cela découle aussi de l'évolution démographique du Québec, d'un Québec où la population âgée est de plus en plus nombreuse et qui a fait le choix de diversifier son immigration en lien avec ses préoccupations linguistiques. Le Québec de 2016 est plus une société d'accueil que la France.

À l'heure où le monde connaît de nombreux mouvements migratoires, de nombreux Québécois se questionnent. Ce débat transcende d'ailleurs les clivages traditionnels. Doit-on revoir nos façons de faire en matière d'intégration ou de sélection des immigrants? Quel est le seuil d'immigration le plus adapté au contexte actuel? Débattre des enjeux d'immigration dans le respect constitue également un signe de maturité démocratique. Cela permet de s'interroger sur l'avenir d'une société et de prévenir des situations de dérapage.

Clairement, les craintes linguistiques des Québécois ne sont plus les mêmes qu'en 1976. Cela pourrait témoigner d'une certaine évolution identitaire. Les Québécois de 2016 seraient-ils passés de l'émancipation à la confiance? Auraient-ils laissé certains réflexes associés à une minorité pour se comporter en majorité? Si tel est le cas, cela voudrait dire que les Québécois s'assument et s'ouvrent sur le monde, tout en affirmant leur identité. En quelque sorte, cela bouclerait la boucle des

Olympiques de 1976. Cela signifierait qu'ils souhaitent accueillir des Néo-Québécois dans le respect de la singularité culturelle québécoise ainsi que des grands repères sociaux modernes qu'ils ont établis, telles l'égalité, la démocratie, une sécularisation des institutions et une libéralisation sur le plan social.

## PARTIE IV

---

# Remises en question et initiatives nouvelles

« Le développement économique et social du Québec  
va reposer sur trois piliers : l'éducation, l'éduca-  
tion et l'éducation. »

*M<sup>re</sup> Alphonse-Marie Parent (1963)*



## PLUS OU MOINS D'ÉTAT, TELLE EST LA QUESTION?

L'État québécois occupe une place centrale dans la vie des Québécois. Seul État contrôlé par une majorité de francophones en Amérique du Nord, il a par le fait même un rôle unique. Il est l'État national des Québécois. Son premier ministre doit veiller à préserver un héritage culturel riche et distinct issu de la Nouvelle-France. Peu importe sa couleur politique, il doit également s'assurer de son rayonnement et de son développement. Les remises en question et les critiques envers l'État sont cependant récurrentes au Québec. Comme nous l'avons vu, elles occupent d'ailleurs une place croissante dans le débat politique contemporain.

Voici quelques phrases qui résument bien la relation ambiguë qu'entretiennent les Québécois avec l'État. « Au Québec, on a beaucoup parlé de réforme administrative, sans pour autant faire grand-chose pour y procéder d'une façon rapide et soutenue. » Ou encore: « Les ministères ont continué à se multiplier sans coordination réelle les uns avec les autres. » De même: « L'appareil administratif brime souvent le citoyen par son inhumaine complexité. » Et pour finir: « Les Québécois sont lourdement taxés. » Ces critiques furent-elles formulées en 2016 par le gouvernement libéral lors de son exercice de révision systématique des programmes? Figurent-elles plutôt dans le programme

de la Coalition avenir Québec? Dans les faits, il s'agit d'extraits du programme électoral officiel du Parti québécois en vue de l'élection de 1976. On aurait donc tort de croire que ces critiques sont nouvelles.

Quelle relation les Québécois entretiennent-ils avec leur État national? Dans l'imaginaire collectif des Québécois, il était davantage porteur de fierté en 1976 qu'en 2016. C'est du moins ce que nous pouvons conclure des données présentées dans le sondage CROP-*L'Actualité* sur l'évolution du nationalisme québécois dont nous avons fait état au chapitre 5. Rappelons que 54 % des répondants associaient à 1976 l'État québécois comme source de fierté, comparativement à 23 % pour 2016.

Nous aborderons d'abord l'évolution de l'État québécois. Nous expliquerons ensuite ce que signifie le modèle québécois. Nous présenterons la perception actuelle des Québécois face à l'État, avant de décrire ce qui les distingue des autres au Canada. Nous concluons enfin ce chapitre en répondant à la question suivante : l'avenir des Québécois passe-t-il toujours par l'État?

## LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS

Nous l'oublions trop souvent, le Québec bénéficie d'une des démocraties parlementaires qui compte parmi les plus vieilles et les plus stables du monde. Notre tradition démocratique est donc enracinée. Notre première chambre d'assemblée élue date de 1792. Nous avons connu depuis plusieurs régimes constitutionnels. Les accises juridictionnelles et constitutionnelles de l'État québécois reposent néanmoins encore aujourd'hui sur le partage des compétences issu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. Les gouvernements qui se sont succédé ont d'ailleurs jalousement défendu ces compétences.

Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les élites tant cléricales que politiques ont majoritairement adopté l'idéologie de la survivance. Cette idéologie traditionnelle dominera la société québécoise pendant plus de 100 ans. Elle reposait essentiellement sur la prémisse que

le Canada français avait survécu parce qu'il était agraire, physiquement et socialement à l'abri des influences étrangères. À cela s'ajoutent l'importance de la cohésion sociale et la structure communautaire rurale héritée du régime seigneurial. Cela impliquait un rôle actif des élites. Le clergé fut particulièrement actif sur les plans social et éducatif pour perpétuer cette idéologie et préserver les institutions et le mode de vie du Canada français. Le concept de la survivance des Canadiens français s'appliquait d'ailleurs au-delà du territoire québécois.

Jusqu'à la crise économique de 1929, le rôle de l'État se limitait essentiellement à l'attribution des ressources naturelles et au développement d'infrastructures. Sans remettre le rôle du clergé en question, le gouvernement Duplessis jeta les bases d'une première phase d'intervention. Il fut actif pour favoriser le crédit agricole, l'électrification rurale et la construction d'un nombre record d'écoles. Il contribua également à sa manière, c'est-à-dire par un certain favoritisme, à l'établissement d'une première petite classe de gens d'affaires francophones. Sa vision de l'État québécois reposait sur le concept de l'autonomie provinciale. Nous lui devons d'ailleurs l'existence d'une déclaration de revenus québécoise.

La période de la Révolution tranquille s'amorce avec le *Désormais* de Paul Sauvé prononcé en 1959 et se confirme par l'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Lesage. Son gouvernement met en branle de multiples réformes qui constituent encore aujourd'hui les bases de l'État québécois. Cette période coïncide avec un changement social important, soit Vatican II et le déclin du pouvoir temporel du clergé. L'État devient alors le responsable des réseaux de l'éducation et de la santé. Sa fonction publique se professionnalise. On nationalise l'électricité. On crée la Caisse de dépôt et placement et on multiplie le nombre d'organismes gouvernementaux. L'État-providence québécois se construit à vitesse grand V.

Au-delà de cet interventionnisme nouveau, l'État prend également le relais de l'Église sur le plan identitaire. Cela marque

d'ailleurs la fin de l'idéologie de la survivance. Ces mots de Jean Lesage prononcés en 1961 illustrent ce changement :

La conjoncture présente nous force à repenser nos positions traditionnelles. Il nous faut des moyens puissants, non seulement pour relever les défis inévitables que nous rencontrerons dans les années qui viennent, mais aussi pour mettre le peuple canadien-français au diapason du monde actuel. Or, le seul moyen puissant que nous possédons, c'est l'État du Québec, c'est notre État. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe de ne pas l'utiliser. Je n'ai pas le droit, comme premier ministre du gouvernement de cet État, de vous dire qu'il faut nous en remettre en cette matière aux seuls efforts des individus ou des groupements organisés<sup>1</sup>.

Les habitants du Québec deviendront peu à peu des Québécois. L'État québécois devient alors porteur d'un projet national, ce qui n'est pas sans être générateur de conflits avec l'État canadien qui porte déjà le sien. L'État québécois se développe et occupe une place croissante dans l'économie. Il devient également actif dans la création d'un véritable Québec inc., c'est-à-dire la naissance d'un véritable milieu des affaires québécois. Cela constitue d'ailleurs l'essence même du slogan *Maîtres chez nous* choisi pour défendre la nationalisation de l'électricité par les libéraux lors de la campagne électorale de 1962. Comme ministre libéral, René Lévesque est d'abord un acteur clé de cette Révolution tranquille. Les réformes qu'il conduira à titre de premier ministre à partir de 1976 en sont le prolongement, voire la consolidation.

L'État québécois s'est donc développé et modernisé plus tardivement que celui de nos voisins. Son poids dans l'économie est maintenant beaucoup plus important. Ses interventions sont plus nombreuses et son filet social est plus étendu. Citons en exemples l'existence de son réseau public de garderie et d'une

1. [https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0ahUKewiLu8XO\\_cXOAhWHZCYKHcxjAx8QFggsMAI&url=http%3A%2F%2Fclassiques.uqac.ca%2Fcontemporains%2Fpelle-tier\\_rejean%2Fpartis\\_politiques\\_et\\_Etat%2Fpartis\\_politiques\\_et\\_Etat.rtf&uscg=AFQjCNENH063KP-ImbziVn5jkdGgQa-9Pw](https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=3&ved=0ahUKewiLu8XO_cXOAhWHZCYKHcxjAx8QFggsMAI&url=http%3A%2F%2Fclassiques.uqac.ca%2Fcontemporains%2Fpelle-tier_rejean%2Fpartis_politiques_et_Etat%2Fpartis_politiques_et_Etat.rtf&uscg=AFQjCNENH063KP-ImbziVn5jkdGgQa-9Pw)

d'assurance médicaments. L'année 1976 fut également marquante sur le plan des finances publiques. Il s'agit de la première perte de contrôle de ses dépenses. À vrai dire, l'exercice 1998-1999 a été le premier en quatre décennies à se solder par un surplus budgétaire. Après la crise financière de 2008, le Québec a toutefois dû attendre 2016 pour rétablir l'équilibre.

Pour mettre les choses en perspective, la dette nette du Québec s'élevait à 4 milliards de dollars<sup>2</sup> en 1976. Elle atteint aujourd'hui 187,1 milliards<sup>3</sup>. La première explosion de la dette, soit de 25 %, survient lors du budget libéral de Raymond Garneau de 1975-1976. « Au discours du budget, il est prévu que le déficit passera de 225 à 300 millions de dollars. En fin d'année, il est plutôt à 900 millions<sup>4</sup>. » On devra ensuite ajouter 800 millions sur le milliard de dépassement de coût pour payer le Stade olympique. Le coût des intérêts sur la dette, soit le service de la dette, représentait 5 % des recettes budgétaires en 1976. Troisième poste budgétaire en importance, il atteint 10,1 % en 2016, malgré des taux d'intérêt historiquement bas et de recettes budgétaires beaucoup plus élevées<sup>5</sup>.

## LE MODÈLE QUÉBÉCOIS

Souvent évoqué, souvent remis en question, le modèle québécois n'est pourtant pas simple à définir. Est-il inspiré par les pays scandinaves? Est-il le fruit de discussions avec différents partenaires de la société civile ou plutôt un legs de la Révolution tranquille? S'il faisait consensus en 1976, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il a maintenant ses défenseurs et ses détracteurs. On dit qu'il freine la productivité. On dit qu'il favorise au contraire l'égalité des chances. En 2016, il est au cœur des débats qui

---

2. <http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2004RP-03.pdf>.

3. [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/La\\_dette\\_du\\_Quebec324.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/La_dette_du_Quebec324.asp).

4. <http://www.lesaffaires.com/imprimer/archives/generale/40-ans-de-dette-quebecoise/542179>.

5. <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/Discours.pdf>.

contribuent à l'émergence du clivage gauche-droite. Les Québécois entretiennent-ils une relation amour-haine à son endroit?

Chaque société voulant se doter d'une économie nationale tend à concevoir son propre modèle de gouvernance. Selon l'Encyclopédie de L'Agora: «L'expression “modèle québécois” renvoie au mode particulier de gestion économique et sociale qui s'est développé au Québec depuis 1960<sup>6</sup>.» Afin de mieux le définir, nous en précisons les principales caractéristiques. Il s'agit selon nous d'un interventionnisme sur le plan économique, d'un activisme sur le plan social, d'un niveau élevé de taxation, d'une société bureaucratisée et réglementée ainsi que d'un corporatisme non institutionnalisé.

Au fil des ans, le Québec s'est doté de plusieurs institutions lui permettant d'intervenir et de stimuler le développement d'une économie nationale. En 1976, la nationalisation était encore à l'ordre du jour dans le domaine des ressources naturelles. Même si plusieurs sociétés d'État ont été privatisées depuis, l'État québécois demeure au cœur du démarrage de plusieurs projets. Qu'il s'agisse de subventions directes, de crédits d'impôt ou d'investissements par l'entremise d'Investissement Québec ou de la Caisse de dépôt et placement, l'État joue toujours un rôle central. En 2016, les investissements de l'État québécois dans le projet d'une cimenterie en Gaspésie s'élevaient à plus de 575 millions de dollars. Le gouvernement a également injecté plus de 1,3 milliard en appui au projet aéronautique de la C Series de Bombardier. Ce projet a fait sourciller l'opinion publique puisque 53% des répondants à un sondage *Crop-La Presse* s'y opposaient<sup>7</sup>. L'État contribue également à des projets structurants comme celui du transport électrique. Premier

---

6. [http://agora.qc.ca/dossiers/modele\\_quebecois](http://agora.qc.ca/dossiers/modele_quebecois).

7. <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201603/25/01-4964430-sondage-cropla-presse-legault-et-la-caq-profitent-dune-glisade-des-liberaux.php>.

donneur d'ouvrage, Hydro-Québec demeure un agent de développement économique de premier plan.

L'activisme social de l'État constitue également une caractéristique du modèle québécois. Le Québec s'est doté d'un filet social important. Aujourd'hui, près de la moitié de ses dépenses sont consacrées à un seul ministère, soit celui de la santé et des services sociaux. À cela il faut ajouter les dépenses en famille et en sécurité du revenu. Ce filet a été conçu selon les principes de l'universalité et de la gratuité. Le Québec dispose également d'un réseau d'enseignement supérieur dont l'accès est facilité par les droits de scolarité les plus bas en Amérique du Nord ainsi que par un régime de prêts et bourses.

#### ÉVOLUTION DE LA PRESSION FISCALE ENTRE 1981 ET 2012 - QUÉBEC ET SÉLECTION DE PAYS

(recettes fiscales en pourcentage du PIB)

	1981	2012	1981-2012
Québec	34,3	36,6	2,3
Canada	33,3	30,7	-2,6
États-Unis	25,9	24,4	-1,5
Suède	45,0	42,3	-2,7
G7	31,6	34,4	2,8
OCDE	30,7	33,7	3,0

**Note :** La moyenne de l'OCDE en 1981 est estimée à partir de 26 pays, alors que celle en 2012 l'est à partir de 34 pays.

**Sources :** OCDE, entrepôt de données au 30 janvier 2015, et Institut de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec (Édition 2014) et Comptes économiques provinciaux (Édition 2011).

L'interventionnisme de l'État québécois implique logiquement un niveau de taxation élevé. L'état de la situation publié en 2016 par la Commission d'examen de la fiscalité dresse un portrait des contribuables québécois. Il a également le mérite de mettre ces données en perspective. Le tableau précédent, issu

de ce rapport<sup>8</sup>, présente notamment l'évolution de la pression fiscale entre 1981 et 2012 au Québec par rapport au Canada, aux États-Unis et la Suède.

Contrairement à ce que l'on observe dans ces trois pays, on constate que la pression fiscale s'est accrue au Québec durant cette période. L'écart s'est donc creusé avec le Canada. Même si la pression fiscale québécoise demeure inférieure à celle de la Suède, l'écart tend plutôt à diminuer.

Le Québec est également une société bureaucratisée et réglementée. L'État est un des plus gros employeurs. L'annonce du premier ministre, en 2014, de déposer un projet de loi pour être en mesure de comptabiliser le nombre total d'employés de l'État fut d'ailleurs révélatrice<sup>9</sup>. Un constat de la Commission de révision permanente des programmes illustre très bien la croissance de la bureaucratie québécoise: «Alors que seulement 18 organismes publics ont été créés entre 1867 et 1959, on en comptait 170 en 2013-2014<sup>10</sup>.» Cette bureaucratisation n'est pas sans attirer la critique. Malgré le rôle joué par l'État québécois dans l'amélioration des conditions de vie, il est aujourd'hui vu par certains comme un système de taxation.

Le corporatisme non institutionnalisé constitue selon nous une des plus importantes pierres d'assise du modèle québécois. Nous pourrions parler d'un corporatisme institutionnalisé si les partenaires de la société (État, syndicats et patronat) collaboraient de façon formelle et régulière selon des règles établies quant à la gestion des enjeux de politiques publiques. C'est notamment le cas en Allemagne et dans les pays scandinaves. Au Québec, le modèle diffère. Le premier ministre choisit le moment et l'enjeu de grands sommets. Il détermine les représentants de la

---

8. <http://www.examenfiscalite.gouv.qc.ca/publications/article/volume3-un-etat-de-la-situation/>.

9. <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201406/05/01-4773327-couillard-veut-compter-les-fonctionnaires.php>.

10. [http://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/revision\\_programmes/rapport\\_2015\\_sommaire.pdf](http://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/revision_programmes/rapport_2015_sommaire.pdf).

société civile qui y participeront. Il n'y a donc pas de processus clairement établi. Cela dit, tous les premiers ministres depuis 1976 ont tenu de façon irrégulière ce type d'exercices, peu importe leur couleur politique. Les sommets ont par exemple porté sur l'économie, l'éducation, la jeunesse ou la question linguistique. Il s'agit donc, pour l'État québécois, d'un moyen de mobiliser la société civile derrière un objectif commun, tout en favorisant les arbitrages nécessaires.

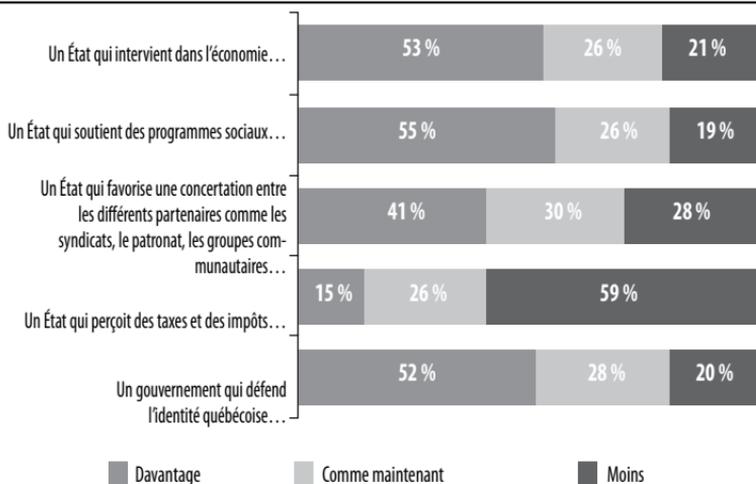
## L'ÉTAT ET LES QUÉBÉCOIS

Le modèle québécois n'est pas désincarné des Québécois eux-mêmes. Même s'il est critiqué, il repose pour l'essentiel sur une vision partagée par une majeure partie de la population. Il s'est d'ailleurs construit d'élection en election. Nous avons donc souhaité évaluer le niveau d'adhésion à certaines caractéristiques de l'État québécois de 2016.

Le graphique suivant illustre les résultats du sondage CROP-CRDIP réalisé en mai 2016. Une minorité de Québécois semble se satisfaire du statu quo. Ils sont cependant divisés sur les modifications à y apporter. Avec 59 % d'appui, un État qui perçoit moins de taxes et d'impôts est l'élément qui rejoint le plus de répondants. Par contre, une majorité (53 %) souhaite que l'État intervienne davantage dans l'économie. Même constat en ce qui concerne le soutien aux programmes sociaux avec 55 % des répondants. En ce qui concerne le niveau de concertation entre l'État, les syndicats, le patronat et les groupes communautaires, les Québécois s'avèrent davantage partagés : 28 % souhaitent moins de concertation alors que 30 % disent vouloir maintenir le niveau actuel. Ils souhaitent par ailleurs à 52 % un État qui défend davantage l'identité québécoise.

## PERCEPTION À L'ÉGARD DES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS

Base 1000 répondants



Il est par ailleurs intéressant de souligner certaines variations selon les caractéristiques régionales ou linguistiques des répondants. Ainsi, si 59 % des francophones souhaitent que l'État défende davantage l'identité québécoise, 45 % des non-francophones souhaitent qu'il y consacre moins d'efforts. Ces deux groupes se distinguent également en matière de taxation et de concertation : 61 % des francophones disent vouloir payer moins de taxes et d'impôts comparativement à 51 % pour les non-francophones et 49 % des non-francophones disent souhaiter davantage de concertation comparativement à 39 % des francophones. Quant aux options souhaitant plus d'interventionnisme en économie et plus de soutien pour les programmes sociaux, elles transcendent les catégories. L'appui y est néanmoins moins élevé dans la région de Québec.

## L'ÉTAT QUÉBÉCOIS DANS LE CONTEXTE CANADIEN

Dans le contexte canadien, le lien qu'entretiennent les Québécois avec l'État est particulier. Comme nous l'avons vu, de nombreux Québécois souhaitent toujours un État national québécois fort. En revanche, leur perception de l'État canadien est plus complexe. Afin de l'illustrer, nous utiliserons des données d'un sondage Environics publiées en 2014. Ce sondage a été réalisé du 31 juillet au 9 août 2014 auprès de 2000 répondants représentatifs de la population canadienne<sup>11</sup>.

Examinons d'abord la perception des répondants à l'égard de l'équité régionale du gouvernement fédéral selon leur région d'origine: 49 % des répondants québécois estimaient recevoir moins en retour du gouvernement fédéral que ce qu'ils payaient en taxes et en impôts fédéraux. Puisque ce résultat peut paraître élevé, il importe de le mettre en perspective avec celui qui a été obtenu dans d'autres provinces. Or, les Albertains estiment être les plus défavorisés à 59 %, suivent les Manitobains, les Saskatchewanais les Britanno-Colombiens à 57 %, puis l'Ontario et les provinces de l'Atlantique à 55 %. L'iniquité perçue serait donc plus forte ailleurs qu'au Québec.

Le tableau suivant illustre la perception des régions qui seraient les plus favorisées par le gouvernement fédéral selon le lieu de résidence des répondants. Cette fois, les résultats sont moins surprenants. Les Québécois perçoivent que l'Alberta et l'Ontario sont les provinces les plus favorisées alors que les citoyens des régions de l'Ouest considèrent plutôt que c'est le cas du Canada central.

---

11. The Environics Institute (2014), *Canadian Public Opinion on Governance and the Public Service. Final report.*

## PERCEPTION SUR LES RÉGIONS LES PLUS FAVORISÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

RÉGION DE RÉSIDENCE	QUI EST LE PLUS FAVORISÉ?		
Atlantique	Alberta (35 %)	Ontario (34 %)	Québec (19 %)
Québec	Alberta (41 %)	Ontario (27 %)	Québec (12 %)
Ontario	Ontario (31 %)	Québec (26 %)	Alberta (26 %)
Manitoba et Saskatchewan	Ontario (41 %)	Québec (31 %)	Alberta (14 %)
Alberta	Québec (41 %)	Ontario (38 %)	Alberta (16 %)
Colombie-Britannique	Ontario (49 %)	Québec (23 %)	Alberta (13 %)

Un des mécanismes fédéraux de redistribution des ressources repose sur le paiement de transferts aux gouvernements provinciaux. Dans les faits, sur les 102 milliards de dollars de revenus de l'État québécois en 2016, 20 % provenait de ces transferts<sup>12</sup>. En 1976, les transferts fédéraux représentaient à peine plus du quart des revenus du Québec<sup>13</sup>.

Le même sondage Environics a sondé la perception des répondants quant à l'efficacité des gouvernements. La réponse des Québécois se distingue de celle des autres répondants. Ainsi, 44 % des Québécois considèrent que leur gouvernement provincial est brisé, c'est-à-dire qu'il a besoin de réformes pour être en mesure de livrer la marchandise, comparativement à 24 % chez l'ensemble des répondants. La perception des Québécois diffère également à l'égard du gouvernement fédéral où seulement 12 % d'entre eux estimaient que, de manière générale, le gouvernement fédéral fonctionne alors que le pourcentage atteignait 22 % auprès de l'ensemble des répondants. Cet écart est-il attribuable à des attentes plus élevées qu'auraient les Québécois envers l'État? C'est du moins ce que laissent entendre les données de CROP présentées précédemment.

12. <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/Discours.pdf>.

13. [http://www.groupe.finances.gouv.qc.ca/desequilibrefiscal/fr/pdf/programmes\\_transferts.pdf](http://www.groupe.finances.gouv.qc.ca/desequilibrefiscal/fr/pdf/programmes_transferts.pdf).

\* \* \*

L'État québécois s'est développé plus tardivement et plus rapidement qu'ailleurs au Canada. Il occupe aujourd'hui un poids plus important. Au fil des ans, les Québécois ont construit leur propre modèle. Il est interventionniste. Il supporte un filet social plus étendu qu'ailleurs. Le Québec est en revanche plus endetté. Les Québécois demeurent les plus taxés en Amérique du Nord. Même si plusieurs critiques se font entendre aujourd'hui, les Québécois demeurent attachés à certains fondements de l'État québécois qui remontent à la Révolution tranquille et à la consolidation de celle-ci par l'arrivée au pouvoir de René Lévesque en 1976. Ils en sont cependant beaucoup moins fiers en 2016 qu'à l'époque...

En définitive, les Québécois, en majorité, souhaitent un État qui défend davantage leur identité. Une majorité désire également un État qui intervient davantage sur le plan économique et qui soutient davantage les programmes sociaux. À l'opposé, près de deux Québécois sur trois veulent un État qui perçoit moins d'impôts et de taxes. Les Québécois sont-ils contradictoires? Veulent-ils le beurre et l'argent du beurre? Pas nécessairement. Cela pourrait aussi vouloir dire qu'ils souhaitent davantage de création de richesse afin de la partager. Qu'ils veulent certaines réformes afin d'améliorer la prestation de services. Qu'ils ont cependant atteint un seuil limite quant à leur capacité de payer taxes et impôts.

L'avenir des Québécois passe-t-il toujours par leur État national? Ils y sont toujours majoritairement attachés. L'État québécois demeure l'outil de protection et de promotion de l'identité et de la culture du seul peuple majoritairement francophone sur le continent. Cela ne veut cependant pas dire que les Québécois ne souhaitent pas de changements. Politiquement, ils débattent comme jamais auparavant sur des questions de politiques publiques. Ils doivent également composer avec une population plus âgée qui exerce une pression constante sur les services publics. Sans changements, l'État québécois risque

d'ailleurs de ne devenir qu'un gros prestataire de soins de santé. Les autres missions voient en effet leur poids budgétaire fondre d'année en année.

L'État québécois s'est développé sous l'impulsion de générations qui sont aujourd'hui plus âgées. Pour redevenir une source de fierté et rompre avec une dynamique d'amour-haine, l'État québécois devra démontrer qu'il a su s'adapter aux besoins d'aujourd'hui. Or, on adhère plus facilement à un projet auquel on participe. Cela implique de permettre aux générations qui ont suivi d'y mettre du leur. Il s'agit là d'une condition centrale afin d'insuffler confiance et de permettre aux Québécois de gagner à nouveau collectivement. À la question plus ou moins d'État, les Québécois semblent répondre : mieux d'État.

# ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT : VERS UN DÉVELOPPEMENT PLUS DURABLE?

**E**n 1976, l'économie du Québec roule mieux qu'ailleurs. Malgré une récession aux États-Unis, le Québec connaît une croissance grâce à ses grands projets. C'est l'époque des grands travaux. On inaugure Manic-3 et la Baie-James est encore en chantier. On établit toujours les fondations de ce qui deviendra la force hydroélectrique québécoise d'aujourd'hui. Non sans heurts, on met à toute vitesse la dernière main au Stade olympique. On complète également un aéroport à Mirabel.

Bien que le virage tertiaire de l'économie soit amorcé, les secteurs primaire et secondaire demeurent des moteurs importants. Ils génèrent des emplois de choix. En 1976, le secteur manufacturier fournit 25 % des emplois. Quarante ans plus tard, la proportion a chuté de moitié<sup>1</sup>. Toujours en 1976, le taux de chômage à 8,7 % demeure toutefois plus élevé que la moyenne canadienne qui se situe à 7,1 %. Contrairement à aujourd'hui, la lutte à l'inflation est un enjeu de taille. Loin des taux actuels, le gouvernement libéral de Robert Bourassa se réjouit d'avoir mis

---

1. [http://qe.cirano.qc.ca/graph/part\\_de\\_lemploi\\_du\\_secteur\\_manufacturier](http://qe.cirano.qc.ca/graph/part_de_lemploi_du_secteur_manufacturier).

en place des mesures permettant de contenir la croissance de l'inflation entre 6 % et 6,5 %.

L'économie québécoise de 2016 a bien changé. Le multi-média est apparu. Des technologies de pointe sont utilisées en aéronautique, en communication, en santé et en énergie... Davantage de femmes ont investi le marché du travail, avec les changements que cela suppose, notamment sur l'emploi. Cela dit, les prévisions de croissance demeurent faibles. Le Québec crée moins de richesse qu'ailleurs sur le continent, malgré son potentiel.

De 1976 à 2016, ce chapitre nous permettra de cerner l'évolution de l'économie québécoise. Il nous permettra également de présenter les défis que posent les choix exprimés par les Québécois en matière de développement.

## 1976 UN MODÈLE ÉCONOMIQUE TOUJOURS EN PLACE

On l'a dit, la campagne électorale de 1976 ne portait pas précisément sur la question nationale. Bien au contraire, ce fut une campagne où les débats économiques occupèrent une place de choix. La crise du pétrole du début des années 1970 avait encore des effets bien réels. Comme le mentionne le programme du Parti québécois de l'époque, l'économie du Québec est en transition.

L'effet des mesures mises en place lors de la Révolution tranquille et du *Maîtres chez nous* s'essouffle lentement. L'économie du Québec s'est modernisée. Bien que les grands chantiers permettent à l'économie de rouler, certains indicateurs illustrent qu'il reste du travail à faire. Le programme électoral du PQ pointe d'ailleurs « la pauvreté, le chômage, une croissance insuffisante, les disparités grandissantes de revenus, le gaspillage de ressources dans la production de biens inutiles et l'absence des Québécois des centres de décision qui orientent le développement et créent l'avenir économique » comme enjeux de la campagne.

Associés aux grandes initiatives comme la Baie-James, les libéraux veulent miser sur le développement des petites et moyennes entreprises (PME). À l'époque comme aujourd'hui, il s'agit après tout de la principale source de création d'emploi. On veut accompagner ces entreprises en leur donnant du soutien technique, mais aussi en les favorisant par des politiques gouvernementales d'achat. L'emprise des Québécois sur leur économie demeure un problème. Les postes de cadres et la détention de capital-actions sont autant d'éléments qui préoccupent les libéraux de l'époque. Leur programme soulignait: «Les Québécois contrôlent à peine 50 % de toute l'activité économique et moins de 20 % du secteur-clé qu'est l'industrie.»

Le climat de travail est pointé comme un frein au développement. Et les formations politiques ne manqueront pas de tableer sur des propositions visant d'un côté à outiller les entreprises et, de l'autre, à protéger les travailleurs. À ce titre, l'arrivée au gouvernement du Parti québécois consolidera ce mouvement en adoptant l'article 45 du code du travail sur la sous-traitance et en proscrivant le recours aux briseurs de grève.

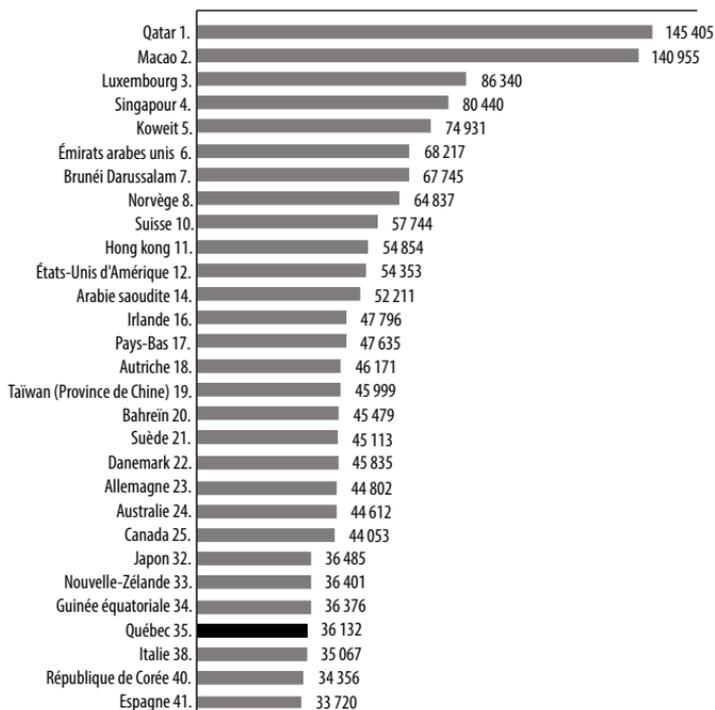
Dans les faits, plusieurs propositions qui seront débattues en 1976 permettront de doter le Québec d'outils d'intervention et de réglementation afin d'accroître le contrôle du gouvernement sur son économie. Précurseur, le parti de René Lévesque s'engage non seulement à évaluer les répercussions économiques, mais bien à mesurer la rentabilité sociale du développement. Un tel discours semble d'ailleurs très adapté à la réalité de 2016 où le capitalisme d'entrepreneur supplante celui des spéculateurs dans les discours économiques, même à Davos ou au G20.

## 2016: FAIRE MIEUX

Tous en conviennent, à l'échelle du malheur des peuples, le Québec est confortable. Ses citoyens sont cependant moins riches qu'ailleurs au Canada. Le produit intérieur brut (PIB) permet de mesurer le niveau de production d'une société. Cet

indicateur permet d'évaluer son niveau de vie. Or, le PIB par habitant se situe historiquement en deçà de la moyenne canadienne<sup>2</sup>. Le groupe de recherche CIRANO constatait que le PIB par habitant du Québec se situait à un niveau inférieur en 2012 à la moyenne de l'OCDE et à celle de l'Union européenne (UE). Il notait une différence de 6,5 % et de 8,0 %. Il constate d'ailleurs que « cette différence était encore plus importante entre le Québec et l'Ontario (15,4 %), le Canada (21,1 %) ou les États-Unis (49,0 %) »<sup>3</sup>.

### PIB PAR HABITANT, EN PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT (\$ US PPA)



- <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comparaisons-economiques/interprovinciales/tableau-statistique-canadien.pdf>.
- [http://qe.cirano.qc.ca/theme/activite\\_economique/pib\\_et\\_croissance\\_economique](http://qe.cirano.qc.ca/theme/activite_economique/pib_et_croissance_economique).

Dans une étude comparative qui regroupe des données de 250 pays et territoires, l'Institut de la statistique du Québec a évalué différents indicateurs, dont le PIB par habitant. Cela a permis de positionner le Québec comme la 35<sup>e</sup> économie au monde. Le tableau précédent est tiré de cette étude<sup>4</sup>.

Au Québec, l'échelle du PIB par habitant pourrait être meilleure, tout en conservant un modèle qui nous est propre. Avec les richesses naturelles, l'hydroélectricité, la créativité et la force vive de nos gens, nous pourrions faire mieux, beaucoup mieux.

Nous sommes lents à passer de la parole aux actes. Bien des propositions de 1976 qui semblent encore adaptées pour le Québec de 2016 n'ont pas été mises en place. En 1995, nous avions de loin le meilleur plan pour prendre le virage des technologies de l'information. Des gens de partout dans le monde ne manquaient pas d'en souligner la vision. Pourtant, encore aujourd'hui, les PME du Québec sont ralenties par le manque d'accès à des connexions à haute et très haute vitesse. Cela réduit d'autant la productivité et la capacité d'innover.

En matière d'innovation, on se targue d'être créatifs, mais on se laisse trop souvent dépasser. On exporte nos façons de faire en oubliant de les appliquer ici. On manque d'audace. Prenons par exemple l'électrification des transports, un chantier passionnant qu'on ne pousse pas jusqu'au bout. Au contraire, on freine nos ardeurs en choisissant de construire un échangeur Turcot à l'image de 1976. N'en va-t-il pas de même pour le réseau autoroutier de la région de Québec où l'on ajoute des voies pour les voitures, tout en négligeant les transports collectifs? Or, partout dans les grandes villes du monde, comme Milan, en passant par Cracovie, les trains de Bombardier transportent les citoyens.

---

4. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comparaisons-economiques/internationales/index.html>.

Il ne faut pas boudier notre plaisir. Des projets sont en gestation. L'économie sociale regroupe aujourd'hui les coopératives, les mutuelles et les organisations sans but lucratif. En 2016, leurs activités représentaient 10 % du PIB<sup>5</sup>. TEO Taxi est devenu une vitrine inspirante qui prouve que nous avons la force et la capacité d'entreprendre. Le Réseau électrique métropolitain (REM) de la Caisse de dépôt et placement est inspirant. Il faut se demander pourquoi nous avons attendu si longtemps. Pourquoi l'est de Montréal sera-t-il encore délaissé? Pourquoi doit-on contourner le ministère des Transports? Avec l'expertise dans notre cour arrière, nous aurions pu être à l'avant-garde depuis longtemps.

Qu'il s'agisse du Plan Nord ou de la stratégie maritime, les projets porteurs sont encore très dépendants des ressources premières. Le Québec passe à côté de l'essentiel. Avec des fondations solides comme l'hydroélectricité qui se situe en tête des éléments de fierté des Québécois et les entreprises en technologies vertes, nous pourrions aspirer à nous hisser au sommet des nations les plus économiquement vertes.

## PROSPÉRITÉ DURABLE : UNE ÉCONOMIE PLUS JUSTE ET PLUS VERTE

Ce n'est pas un hasard si le Québec est l'une des sociétés les plus égalitaires au monde. Dans un rapport publié en 2014, l'Institut de la statistique du Québec en venait à cette conclusion : «Après une légère diminution entre les années 1976 et 1990, l'inégalité s'est accrue de façon significative au cours des années 1990, pour se stabiliser par la suite dans les années 2000. Au cours de ces trois décennies, l'inégalité a été plus faible au Québec que dans le reste du Canada <sup>6</sup>.» Déjà en 1976 on visait à réduire

---

5. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2016/09/07/003-forum-economie-sociale-montreal-jean-martin-aussant.shtml>.

6. <http://www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/statistiques/conditions-vie-societe/bulletins/sociodemo-vol19-no1.pdf>.

les écarts. Bien qu'il soit toujours possible de faire plus, l'indice GINI indique sans contredit que la richesse est mieux répartie au Québec qu'ailleurs au Canada. Pour continuer de bien la répartir, nous devons cependant mieux la créer.

Si le ministère de l'Environnement ne voit le jour qu'en 1979, ce dossier a quand même sa place dans les plateformes politiques de 1976. La protection des lacs, l'accès à l'eau potable, la dépollution industrielle pour protéger l'air et l'eau et l'amélioration des études d'impact pour les nouveaux projets figurent déjà dans les cartons des partis politiques.

La voie de l'économie verte est porteuse, mais le Québec tarde à s'y investir pleinement. Il y a bien des initiatives ici et là, mais on ne sent pas une vision intégrée qui en ferait un pilier solide de la vision de son développement économique. S'il est vrai que le Québec possède d'innombrables ressources naturelles et que les emplois qui y sont rattachés sont très lucratifs, il faut éviter que ce secteur soit le seul à représenter les bases du développement de l'avenir, tant du côté de l'exploitation que de la vision à long terme.

La crise économique de 2008-2009 a permis à bien des États d'aligner davantage leur économie sur des principes environnementaux. Les États-Unis, la France et la Chine ont par exemple investi une proportion importante de leur plan de relance postcrise financière pour favoriser leur économie verte. Malheureusement, ce ne fut pas le cas du Canada. Le Québec s'était déjà engagé dans un grand programme de 40 milliards de dollars pour la réfection des infrastructures à la suite de la chute du viaduc de la Concorde. Il a alors fait le choix de consolider un modèle traditionnel de transport.

Malgré les avancées, bien des acteurs continuent d'opposer développement économique et environnement. Or, si les gouvernements souhaitent être au diapason de leur population, ils devront agir autrement. Une majorité de Québécois dit ne pas être prête à compromettre l'environnement au profit de l'emploi. C'est ce qu'indiquent les résultats du sondage CROP-CRDIP

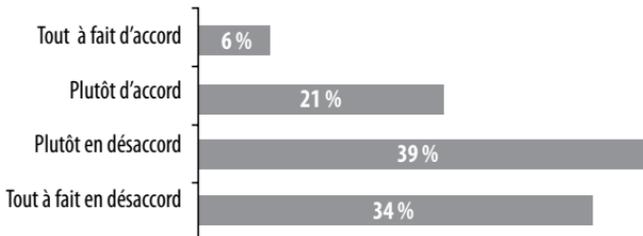
présentés dans le tableau qui suit. La réponse est sans équivoque : seulement 27 % des répondants sont prêts à accepter un taux de pollution plus élevé pour maintenir l'emploi, contre 73 % qui n'en veulent pas. De ce pourcentage, 34 % se disent même tout à fait en désaccord.

Étonnamment, il n'y a pas de variations selon les régions. De même, les plus jeunes, à 40 % contre 60 %, constituent le groupe le plus divisé sur la question. Enfin, notons que les femmes s'avèrent plus préoccupées par l'environnement que les hommes.

### LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE L'ÉCONOMIE

Base : ensemble des répondants, n=1000

*De façon à préserver les emplois des gens au pays, nous devons accepter des taux de pollution plus élevés à l'avenir*



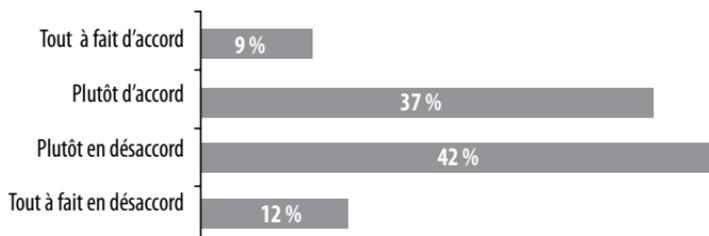
### MAÎTRES CHEZ NOUS?

Déjà en 1976 tous s'entendaient. On devait faire encore mieux à ce chapitre. Comme on le mentionnait dans le programme du PQ, «[...] ce sont des élites qui occupent les centres de décision et la grande majorité de la population "subit" son avenir économique au lieu de le créer». Tant pour le nombre de cadres que pour le capital-actions détenu par les gens d'ici, tous reconnaissent qu'il fallait faire mieux. Quarante ans plus tard, si beaucoup de chemin a été parcouru, les Québécois ont encore l'impression que leur destin économique leur échappe.

## LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE L'ÉCONOMIE

Base : ensemble des répondants, n=1000

### *Les Québécois sont maîtres de leur économie...*



Dans notre sondage CROP-CRDIP, on constate que le rêve de la Révolution tranquille n'est pas encore chose faite. Divisés, 46 % des Québécois croient que nous sommes maîtres de notre destin économique, contre 54 % qui croient que non. Les raisons sont sans doute fort différentes de celles de 1976.

Les économies sont aujourd'hui beaucoup plus mondialisées et interdépendantes qu'elles ne l'étaient il y a 40 ans. Les ententes de libre-échange ont grandement avantagé le Québec. À ce titre, les chercheurs Stéphane Paquin et Louis-Alexandre Kirouac évoquent avec clarté les bénéfices qu'a pu récolter le Québec :

L'ALENA et l'ALE, bien qu'imparfaits, ont très largement profité au Canada, et encore plus au Québec. Le Québec est en surplus commercial avec les États-Unis, le taux d'emploi est élevé et stable, et le taux de chômage est à un niveau historiquement bas. L'ALE et l'ALENA ont permis au Canada et au Québec de sortir plus rapidement de la récession du début des années 1990. Depuis les années 1990, le Québec a même réduit la pauvreté et amélioré ses programmes sociaux<sup>7</sup>.

Ces résultats parlent d'eux-mêmes. La perception demeure parfois plus forte que la réalité. Les choses ont pourtant bien changé depuis 1976. Aujourd'hui, lorsqu'on doit parler anglais dans nos entreprises, ce ne devrait plus être parce que le patron est anglophone. Ce devrait être pour transiger avec des clients et

7. [http://www.enap.ca/cerberus/files/nouvelles/documents/Nouvelles %20corpo/S. %20Paquin\\_Le %20Québec %20et %20l'ALENA.pdf](http://www.enap.ca/cerberus/files/nouvelles/documents/Nouvelles%20corpo/S.%20Paquin_Le%20Québec%20et%20l'ALENA.pdf).

des partenaires hors Québec. Des Québécois sont à la tête d'entreprises internationales et le goût d'entreprendre est bien vivant. Il faut toutefois demeurer vigilants car, malgré tous ces indicateurs, cela n'empêche pas de ressentir une perte de contrôle.

La vente d'entreprises comme le Cirque du Soleil, RONA et Saint-Hubert n'est certes pas étrangère à cette inquiétude. Si les sièges sociaux ne sont pas tout, ils contribuent à créer des emplois de haut niveau et assurent le développement et l'enracinement de fournisseurs qui créent à leur tour des emplois de qualité. Le groupe de travail sur la protection des entreprises qui a remis son rapport en 2014 indiquait d'ailleurs que les 578 sièges sociaux sur le territoire ne géraient pas moins que 5 milliards de dollars en activité économique, employant 50 000 personnes<sup>8</sup>. Cela pose aussi la question du transfert générationnel des entreprises familiales.

Plusieurs de ces entreprises phares sont non seulement génératrices de richesse, mais aussi source de fierté. Elles rendent très fiers quelque 44 % des répondants au sondage CROP-CRDIP, soit le même niveau que des artistes tels Robert Lepage, le groupe Arcade Fire et Céline Dion. Si certaines entreprises achètent et d'autres vendent, il faut outiller nos sièges sociaux pour qu'ils puissent réaliser leurs ambitions. Il faut aussi nous assurer de pouvoir suivre le bilan entre les ventes et les acquisitions afin que le Québec maintienne une balance positive.

## UNE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE ET BEAUCOUP PLUS FÉMININE

L'année 1976 a beaucoup été teintée par les conflits de travail et l'iniquité qui régnait dans les milieux de travail. Même s'il reste toujours du travail, particulièrement en matière de disparité du traitement en emploi pour les jeunes et les femmes, beaucoup de chemin a été fait.

---

8. <http://www.groupe.finances.gouv.qc.ca/GTPEQ/index.asp>.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la famille, le taux d'activité des femmes est passé de 45,8 % en 1976 à 74,4 % en 2011<sup>9</sup>. Il s'agit d'un changement social et économique notable. Cela a contribué à transformer le monde du travail, la vie familiale et la relation entre les hommes et les femmes. Bien que cette prémisse soit discutée, on peut croire que la mise en place d'une politique familiale audacieuse a contribué à combler le fossé. La situation des femmes sur le marché du travail permet d'ailleurs au Québec de se démarquer positivement de l'Ontario, où le taux d'emploi chez les 15 à 64 ans fait du surplace<sup>10</sup>.

Cela dit, la disparité entre les hommes et les femmes demeure grande à bien des égards. Que ce soit pour le traitement ou les types de postes occupés, les Québécoises n'ont toujours pas atteint la parité. Il en va de même pour les postes décisionnels, dont seulement 16,8 % sont occupés par des femmes selon des données de 2009 publiées par la Chaire Claire-Bonenfant, femmes, savoirs et société<sup>11</sup>. L'enquête Catalyst 2013 a démontré que 19,8 % des membres de conseils d'administration étaient des femmes<sup>12</sup>.

Depuis 1976, le Québec a également fait un bond de géant en matière d'employabilité. Les Québécois performant mieux en science. À ce sujet, l'enquête du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) montre que, lorsque le Québec est comparé aux 57 pays participants, il se range au 4<sup>e</sup> ou au 5<sup>e</sup> rang, selon l'examen<sup>13</sup>. Leur niveau de scolarisation est également plus élevé.

---

9. [http://www.cc-femmes.qc.ca/ETUDE\\_CCF\\_RRose\\_VF.pdf](http://www.cc-femmes.qc.ca/ETUDE_CCF_RRose_VF.pdf)

10. Pierre Fortin (2016) « Empêcher l'économie du Québec de ralentir », dans Mario Lefebvre, Marcelin Joanis et Luc Godbout (dir.), *Maximiser le potentiel économique du Québec. 13 réflexions*, Québec, PUL, p. 19.

11. [http://www4.fsa.ulaval.ca/wp-content/uploads/2015/06/f\\_doc\\_synthese\\_femmes.pdf](http://www4.fsa.ulaval.ca/wp-content/uploads/2015/06/f_doc_synthese_femmes.pdf).

12. <http://www.lesaffaires.com/blogues/deborah-cherenfant/quebec-detient-la-plus-haute-proportion-de-femmes-membres-de-ca/566872>.

13. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/portrait-social2010.pdf>.

Ce défi demeure puisque la tertiarisation de l'économie et les avancées technologiques placent la main-d'œuvre en situation constante d'adaptation. On n'a qu'à penser à la rapidité avec laquelle se sont développés les outils de communication. Après le télécopieur dans les années 1980 et le déploiement d'Internet dans les années 1990, l'année 2016 marque l'explosion des médias sociaux... On peut maintenant transiger avec un seul clic et communiquer de n'importe où dans le monde sans contraintes, si ce n'est la capacité du réseau ou la censure de gouvernements non démocratiques.

Le climat de travail a aussi beaucoup changé. Bien que le taux de syndicalisation demeure l'un des plus élevés au monde, les conflits de travail sont en constante diminution. L'État a adopté plusieurs lois qui encadrent et protègent les travailleurs. Des débats sur les conditions de travail existent toujours.

En 2016, les milieux syndicaux et des partenaires sociaux plaident plutôt pour que le salaire minimum soit haussé de 10,75 \$ à 15 \$ l'heure pour permettre aux travailleurs à temps plein de respirer davantage. Ce changement affecterait environ 260 000 personnes, dont une majorité de femmes. Il reste encore à déterminer si cette hausse, bien qu'elle soit salvatrice pour ses bénéficiaires, aurait un effet néfaste sur le taux d'emploi et affecterait la capacité de développement des PME du Québec. Petit rappel historique: le 1<sup>er</sup> juillet 1976, le salaire minimum était haussé à 2,87 \$.

Aujourd'hui, le plus grand défi pour le monde syndical demeure celui d'adopter un discours qui propose de nouveaux modèles plutôt que de s'opposer au changement. À ce chapitre, on peut citer en exemple la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) qui a su illustrer les bienfaits de l'interdisciplinarité en soutenant la création d'un nouveau modèle de prestation de soins, soit la clinique Sabsa à Québec. Le travail n'est pas terminé pour autant car bien d'autres régions réfléchissent à mettre en place des cliniques dirigées par des infirmières praticiennes.

## UN QUÉBEC QUI INNOVE

On l'a dit, le Québec ne manque pas de bonnes idées. La créativité est et demeure une de ses marques de commerce fortes. Les ShowCanada, Moment Factory et Stingray nous rendent fiers et exportent leur savoir-faire partout sur la planète. Ce qui manque, c'est plutôt la rigueur collective nécessaire pour canaliser cette énergie et la mettre en application. On doit aussi être en mesure de suivre son évolution. C'est particulièrement le cas en matière d'innovation.

Comme le mentionne le Conference Board dans une de ses recherches :

L'innovation est importante non seulement pour le succès des entreprises et d'autres organisations, mais aussi pour le bien-être économique et social des collectivités, des régions et des pays. Les entreprises qui innovent avec succès améliorent leur compétitivité et se positionnent de façon à assurer leur prospérité. Les pays et provinces où l'activité d'innovation est dynamique et fructueuse voient s'améliorer leur productivité, leur croissance économique et leur création d'emplois, et ils disposent de plus de ressources pour financer les dépenses d'éducation, de santé et d'infrastructures, entre autres<sup>14</sup>.

Dans le classement effectué par cet organisme économique, le Québec ne fait pas piètre figure. Il se situe au 8<sup>e</sup> rang, devancé par la Suède, le Danemark, la Finlande, les États-Unis, la Suisse, l'Ontario et les Pays-Bas. Pépinière de projets qui attirent les regards partout dans le monde, le Québec jouit d'un bon financement public en recherche et développement et d'un excellent accès au capital de risque, ce qui a longtemps fait défaut. Paradoxalement, la productivité, le nombre de brevets et, à un moindre degré, les investissements en technologies de l'information et de la communication, la connectivité et la recherche en entreprise continuent de faire défaut.

Les politiques d'innovation se suivent et les stratégies numériques s'additionnent, mais il reste encore beaucoup à faire

---

14. <http://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/innovation-fr.aspx>.

pour que le Québec passe de la parole aux actes. Le tissu économique du Québec continue de se transformer. Il faut miser sur la complémentarité entre Montréal et ses régions, mais, pour cela, il faut faire preuve d'audace et nous assurer de miser sur une économie du savoir et du savoir-faire qui va au-delà de la parole et des plans d'action. Le Québec bénéficie d'infrastructures héritées de la Révolution tranquille qu'il importe de mettre davantage à profit. Nos universités ont un rôle de premier plan en matière de recherche et de publications scientifiques. Il leur appartient de compléter le cycle de la recherche fondamentale à la recherche appliquée.

\* \* \*

La place de l'État dans l'économie du Québec n'est pas négligeable. Le modèle hérité des années 1970 a conditionné nos façons de faire. Or, à l'heure actuelle, le Québec se cherche à gauche comme à droite sur sa façon d'insuffler une croissance durable. Comme le proposait le PQ en 1976, l'État peut jouer un rôle comme grand donneur d'ordres. Son pouvoir d'achat peut stimuler différents comportements des entreprises. Ses choix peuvent encourager la recherche et le développement et amener la création de produits plus verts, plus responsables.

L'épine dorsale de l'économie du Québec est ancrée dans ses PME. Selon les évaluations effectuées pour le développement de programmes gouvernementaux leur étant destinées, entre 4 % et 6 % de celles-ci sont à forte croissance. Elles sont principalement responsables de la création d'emploi.

Il faut donc nous assurer que le tissu économique soit fertile pour leur développement. La présence de sièges sociaux est un élément important qui stimule le développement et l'innovation des fournisseurs de PME.

En matière économique, le Québec pourra avoir de l'audace s'il a confiance en ses compétences, s'il a la fierté d'innover. Et cela viendra si nous sommes à même comme société de valoriser l'éducation à tous les niveaux. Valoriser l'acquisition de

connaissances et de compétences nous donnera la force d'être une société apprenante, ouverte aux changements. Car c'est probablement ce qui nous fait le plus défaut. Bien que nous soyons capables d'innovation et de créativité que nous exportons partout dans le monde, nous tardons à trouver les solutions à nos problèmes de productivité. C'est la clé pour réussir à faire mieux.



## DU CURATIF AU PRÉVENTIF : UNE VISION D'ÉQUILIBRE ET D'ÉQUITÉ EN ÉDUCATION ET EN SANTÉ

**E**n 1976, l'éducation commence à atteindre les objectifs qui avaient été fixés lors de la Révolution tranquille. Pour les libéraux de Jean Lesage de 1960, elle constituait à juste titre un outil d'émancipation. À l'époque, encore peu de francophones du Québec fréquentaient des institutions d'enseignement supérieur. Le taux de diplomation était loin de ressembler à celui d'aujourd'hui. Comme en santé, les réformes menées en éducation visent à rendre accessible à toute la population l'accès à l'enseignement sans égard à son revenu, du primaire à l'université, en passant par le cégep. L'investissement que cela requiert à l'époque dépasse les sommes dévolues à l'éducation de bien des pays de l'OCDE.

Il y a quarante ans, les budgets de la santé et de l'éducation représentaient un peu plus de 61 % du budget de l'État. À cette époque, la santé en gruge une part à peine plus importante avec 33,8 %, contre 27,3 % pour l'éducation. Cette proportion était bien loin de celle d'aujourd'hui. En 2016, les deux postes budgétaires additionnés représentaient près de 75 % des dépenses totales du gouvernement dans une proportion de 50 % pour la santé et les services sociaux et 25 % pour l'éducation. Ces chiffres

éloquents illustrent à quel point les priorités du gouvernement du Québec ont changé en raison du vieillissement de sa population<sup>1</sup>.

Comme on l'a vu précédemment, au cours des années 1960 et 1970, on assiste à une transition du clergé vers l'État. Les réformes atteignent une certaine maturité en 1976. Elles touchent particulièrement l'éducation et la santé, qui deviendront les piliers de l'intervention de l'État. En plus de rappeler le contexte de 1976, ce chapitre nous permettra de cibler des défis actuels dans ces domaines. Nous insisterons d'ailleurs sur la nécessité de protéger la mission de l'éducation pour préparer l'avenir du Québec. Cela passe notamment par un virage vers la prévention.

## 1976 : DÉPENSER SANS COMPTER

En 1976, les besoins sont encore grands. Le rattrapage à effectuer dans les secteurs de la santé et l'éducation est toujours indéniable. L'accès est d'ailleurs le dénominateur commun qui anime les investissements. Globalement, les dépenses de l'État vont croître rapidement. Loin des taux des récentes années, de 4 % à 5 % et maintenant de 2 % et 1 %, la croissance des dépenses entre 1974-1975 et 1975-1976 fut de plus de 20 %...

Sans surprise, les pressions budgétaires commencent déjà à se faire sentir. Comme le disait le ministre des Finances de l'époque, Raymond Garneau :

Comment, en effet, admettre qu'au Québec, alors que notre revenu per capita est plus bas que celui de l'Ontario de plus de 20 %, le coût per capita de nos services d'éducation et de santé égale ou dépasse celui de nos voisins? Si elle n'est pas corrigée, cette situation risque d'avoir des répercussions importantes sur l'économie<sup>2</sup>.

1. Données calculées par les auteurs à partir des budgets 1976-1977 et 2016-2017.
2. [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/archives/fr/documents/1976-77\\_fine.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/archives/fr/documents/1976-77_fine.pdf).

En santé, les changements sont marquants. L'assurance hospitalisation est implantée en 1961 et l'assurance maladie, à compter de 1971 sous le premier gouvernement de Robert Bourassa. La mise en place de l'universalité des services permet à tous, sans égard au revenu, d'avoir accès aux mêmes services.

Une citation dans le discours du budget de 1976-1977 ressemble étrangement à ce qu'aurait pu dire Martin Coiteux, ex-président du Conseil du trésor du gouvernement libéral de Philippe Couillard : « Il va falloir que les gens prennent davantage conscience que quelqu'un paie pour des services généralisés et gratuits au moment de leur utilisation<sup>3</sup>. »

Bien qu'ils soient importants au niveau budgétaire, ces deux dossiers n'occupent pas les premières pages des programmes politiques du PLQ et du PQ. L'heure est davantage au bilan en éducation. Il est vrai que les grandes réformes structurelles en éducation datent surtout des années 1960 dans la foulée du rapport Parent. Les années 1970 ont été celles où se sont amorcées les discussions sur les approches pédagogiques. Pour le Parti québécois, il importe « d'entreprendre une autre réforme plus vitale encore, dans la double perspective du développement de la personne et des besoins de la société<sup>4</sup> ». Pour les libéraux, il est temps de faire le point. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait en publiant un livre vert. Ainsi, le parti se donne pour objectif d'améliorer la qualité des services. On souhaite mettre en place un processus d'amélioration continue.

En santé, l'heure est également à la consolidation des avancées des dernières années. Au Parti libéral du Québec, il n'y a pas de grandes réformes en perspective. Les propositions portent plus sur l'optimisation des services et, déjà à cette époque, on parle de contraindre la hausse des coûts. Du côté du PQ, on veut étendre la couverture des services et limiter la

---

3. *Ibid.*

4. [http://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/qc1976pq\\_plt\\_05092012\\_164701.pdf](http://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformes/qc1976pq_plt_05092012_164701.pdf).

présence du privé. Ce débat est encore bien actuel, comme celui de la répartition des effectifs pour lequel le PQ prévoyait l'adoption de mesures visant à augmenter le nombre de médecins et d'employés spécialistes, tout en favorisant une meilleure répartition régionale.

## 2016 : LE MANQUE DE RESSOURCES ET LA DUALITÉ PRIVÉ-PUBLIC

La Révolution tranquille a été à l'origine d'une prise en charge de l'État en santé et en éducation. Or, le débat entre ce qui doit être assumé collectivement et individuellement demeure très présent aujourd'hui. La crise étudiante de 2012 reposait sur cette question. L'année 2016 aura également été celle où un jeune bénéficiaire d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée a réalisé la première campagne de sociofinancement pour recevoir des soins plus humains.

Aujourd'hui le principe de l'universalité ainsi que celui de l'accessibilité demeurent au cœur du débat. À ce titre, il faut rappeler que, dans le dossier sur la tarification en CPE, Philippe Couillard a redéfini ce principe en le réduisant à une question d'accès. Comme le rapportait le journaliste économique Gérald Fillion dans son blogue, le premier ministre a établi de nouveaux paramètres en disant que l'universalité « est d'assurer un accès à des places en garderie à tarif réduit à toutes les familles, et non pas de faire payer le même tarif à tout le monde. Un programme public est universel quand il est payé par l'ensemble des contribuables en fonction de leur revenu. C'est le système de l'impôt. Il ne l'est plus si l'État opte pour une solution utilisateur-payeur. C'est le cas pour le permis de conduire. Introduire une modulation des coûts constitue une façon de tendre davantage vers le principe de l'utilisateur-payeur et de s'éloigner de l'universalité<sup>5</sup> ».

---

5. *Ibid.*

Dans le réseau de l'éducation comme dans celui de la santé, le débat sur la gratuité et ce qui fait partie du panier de services est réel. Devons-nous payer les frais accessoires à la clinique médicale? Est-ce qu'une école a le droit d'exiger l'acquisition d'une tablette électronique dans le matériel scolaire de la rentrée? Certains principes, comme le droit à l'éducation et le droit à des services en santé de qualité, demeurent au centre des débats de 2016. On peut toutefois se demander s'ils peuvent évoluer pour intégrer une dose de responsabilité partagée. Le privé ne pourrait-il pas mieux collaborer avec le public s'il était bien encadré?

On se doit d'innover, on se doit de penser la prestation de services autrement. Dire qu'il faut briser les silos et assurer des synergies et de la collaboration semble un lieu commun. Pourtant, le Québec est encore loin du but. L'interdisciplinarité est un mot souvent utilisé, mais celle-ci est encore peu pratiquée. Il faut persister dans cette voie. C'est vrai en santé, mais aussi en éducation. Les infirmières doivent jouer un plus grand rôle. En santé, les chasses gardées coûtent cher. En éducation, on peut aussi bâtir des ponts. Les CPE et les municipalités peuvent collaborer davantage avec les écoles.

## UN TAUX DE DIPLOMATION EN CROISSANCE, MAIS ENCORE...

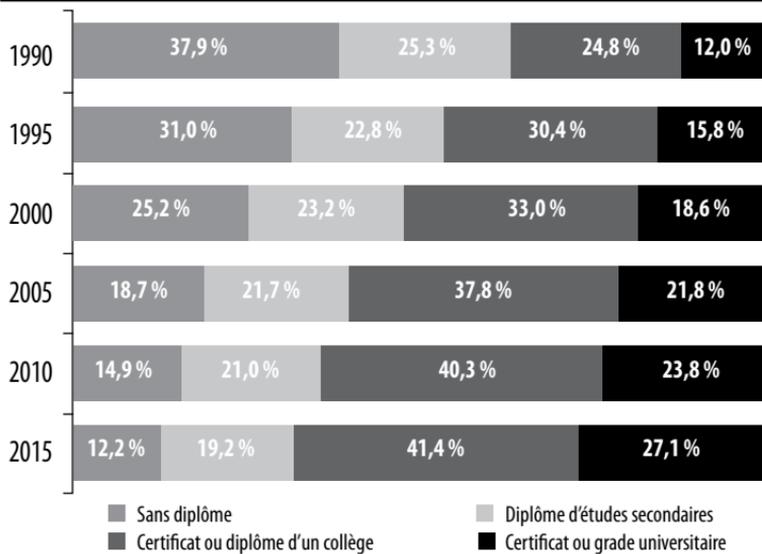
Le taux de diplomation est un indicateur essentiel pour évaluer la performance de notre système scolaire. Selon les données du gouvernement du Québec, «le taux de réussite scolaire chez les moins de 20 ans a atteint 77,7 % en 2013-2014, alors qu'il était de 71,9 % pour la période 2008-2009. Cette hausse représente une augmentation de 1 point de pourcentage par an<sup>6</sup>».

---

6. <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2016-2017/fr/documents/Education.pdf>.

PROPORTION DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE ÂGÉE DE 25 À 64 ANS  
SELON LE PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ ATTEINT - 1990-2015<sup>7</sup>

(en pourcentage)



**Note :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

**Sources :** Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2016, et ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Il ne faut pas critiquer à tort, mais plutôt reconnaître le chemin qui a été parcouru depuis 1976. Le nombre de sans-diplômes a largement diminué. Les exigences du marché du travail d'aujourd'hui sont cependant beaucoup plus élevées qu'en 1976. Il importe aussi de mentionner que l'État a introduit une nouvelle série de diplômes qualifiants en 2007-2008, ce qui fausse les résultats. Il s'agit de parcours professionnels qui ne nécessitent pas de compétences de base. En 2011, le *Journal de Montréal* rapportait d'ailleurs que 8 000 étudiants avaient eu droit à ces diplômes<sup>8</sup>.

7. *Ibid.*

8. <http://fr.canoe.ca/cgi-bin/imprimer.cgi?id=1027000>.

## LE RÊVE DE FAIRE DE L'ÉDUCATION UNE VÉRITABLE PRIORITÉ

On le constate tous les jours, le Québec est une société vieillissante. Il n'est donc pas surprenant que la priorité de la population soit en cohérence avec cette réalité. Pourtant, si la santé doit demeurer une préoccupation des Québécois, il faudra impérativement comprendre que le curatif ne peut avoir le pas sur le préventif. Bien au contraire, faire de l'éducation une priorité pourrait même être le remède tant recherché pour relever le défi de la santé.

La valorisation du savoir, des enseignants et de la réussite scolaire peine à s'élever dans la chaîne des valeurs des Québécois. Comme le mentionnaient les signataires de dix propositions pour une école inspirante, publiées dans *La Presse+* le 3 juin 2016, « si l'éducation fonde l'avenir des sociétés, le Québec a des raisons de s'inquiéter. Nos taux de décrochages sont parmi les plus élevés au Canada. Le Québec est en queue de peloton pour la performance en lecture au primaire<sup>9</sup> ». Selon la Fondation pour l'alphabétisation, « 19 % des Québécois sont analphabètes (niveaux -1 et 1 de littératie) et 34,3 % éprouvent de grandes difficultés de lecture et se situent au niveau 2 de littératie<sup>10</sup> ». Ceux-ci sont généralement considérés comme des analphabètes fonctionnels. Cela constitue un de nos plus gros échecs collectifs.

Plusieurs ont tenté de porter haut et fort le thème de l'éducation pour en faire une priorité. André Boisclair en 2007, Mario Dumont en 2008, François Legault depuis 2012, la Fondation Chagnon, les associations étudiantes en 2012, Alexandre Cloutier lors de la course à la chefferie du Parti québécois en 2015, la liste est longue. Pourtant rien ne colle. La santé continue année après année d'occuper le cœur et la tête d'une majorité de Québécois.

---

9. [http://plus.lapresse.ca/screens/0dc26de1-5967-4334-99e1-3491f09e5dbe%7C\\_0.html](http://plus.lapresse.ca/screens/0dc26de1-5967-4334-99e1-3491f09e5dbe%7C_0.html).

10. <https://www.fondationalphabetisation.org/fondation/analphabetisme-les-causes/fausses-croyances/>.

À la veille du scrutin de 2014, un sondage CROP-Radio-Canada citait les soins de santé (35 %), la croissance économique (24 %) et les finances publiques et la dette (12 %) comme les trois priorités des électeurs québécois<sup>11</sup>. L'effet des carrés rouges de 2012 avait donc été de courte durée. L'éducation ne récoltait qu'un mince 5 %, soit le même niveau que l'environnement, deux domaines pourtant porteurs d'avenir.

Avec une croissance de 1,6 % des dépenses en éducation en 2014-2015 et de 0,2 % en 2015-2016, on est bien loin du 21 % de croissance du budget de 1974-1975 à 1975-1976. Les mesures mises de l'avant par le gouvernement Couillard dans sa quête du déficit zéro ont réveillé les parents et mobilisé plusieurs acteurs de la société québécoise. Il a été difficile pour les instances de maintenir les services aux élèves et aux étudiants. Les témoignages des parents viennent consolider la perception que la qualité de l'éducation perd des plumes tant en ce qui concerne les infrastructures, l'intégration ou la qualité. C'est sans doute ce qui explique la hausse de l'éducation dans l'échelle des priorités des électeurs dont fait état le sondage CROP-CRDIP. L'éducation s'y hisse au deuxième rang.

Il faut dire que le pelletage par en avant a créé une situation intenable. Loin d'être le milieu de vie espéré en 1976, certaines écoles du Québec tombent littéralement en ruine. À certains endroits, les toits coulent et il devient même parfois plus simple de démolir et de reconstruire. Une fois l'équilibre budgétaire atteint, la grogne populaire a motivé le gouvernement à faire une petite profession de foi envers l'éducation. Dans son budget 2016-2017, il a en partie réinvesti là où il avait coupé. La part du lion ira aux infrastructures.

---

11. <http://ici.radio-canada.ca/sujet/elections-quebec-2014/2014/03/10/007-sondage-crop-election-enjeux.shtml>.

## DOMAINES QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRIORISER

Base : ensemble des répondants, n=1000

***Voici une liste de domaines dont le gouvernement pourrait décider (ou non) de s'occuper. Parmi ces domaines, quels sont les deux sujets qui sont le plus importants pour vous personnellement ?***

(% 1 <sup>RE</sup> PRIORITÉ)	TOTAL
N=	1000
Les soins de santé	36
L'éducation	19
La croissance économique et la création d'emplois au Québec	18
Les finances publiques et la dette	7
L'environnement	4
Les programmes sociaux	4
La défense du français	4
Les valeurs des Québécois	3
La souveraineté	2
La criminalité	2

Il y a tout de même lieu de se demander si seul l'argent peut permettre de mesurer l'importance qu'une société accorde à un secteur. Les sommes que l'on souhaite investir constituent certes un indicateur. Car, il faut le dire, le budget de l'éducation ne doit pas être vu comme une dépense, mais bien comme un investissement à long terme avec des retombées significatives. La valorisation de l'éducation et de la prévention repose aussi sur une mobilisation tant individuelle que collective.

## DU CURATIF AU PRÉVENTIF : POUR UNE VISION INTÉGRÉE

Avec le défi démographique, on a beaucoup opposé santé et éducation, les soins aux tout-petits et aux jeunes contre la prise en charge des aînés vieillissants. Opposer ces deux fonctions essentielles de l'État n'est pas nécessairement la solution. Elle relègue les aînés dans une position de fardeaux collectifs et les jeunes comme des laissés-pour-compte.

La question s'est trop souvent posée quant à l'investissement dans l'un plutôt que dans l'autre. La réponse semble pourtant ailleurs. Et si l'on voyait l'éducation et la santé comme un tout cohérent? Tout cela peut sembler bien philosophique, mais c'est pourtant d'une logique implacable. Si l'on veut un Québec en santé, il faut commencer à l'école.

Réalisé en Ontario, le rapport Drummond publié en 2012 jetait un éclairage fort intéressant sur les coûts de santé.

« Nous devons également cesser de nous concentrer uniquement sur les soins de santé pour avoir une vue d'ensemble de la santé en général. La santé, c'est beaucoup plus que panser des plaies. Le Sous-comité sénatorial sur la santé des populations a estimé que seulement 25 % des résultats pour la santé de la population peuvent être attribués au système de soins de santé auquel nous accordons tellement d'attention. La moitié de ces résultats peuvent être attribués à des facteurs socioéconomiques tels que l'éducation et le revenu; 15 % ont trait à des facteurs biologiques et génétiques et 10 % à l'environnement physique. Pour mettre en œuvre une réforme utile, nous devons prendre en compte tous ces facteurs environnementaux. Par exemple, des interventions stratégiques d'éducation peuvent parvenir plus efficacement à réduire les coûts futurs des soins de santé que des investissements dans les hôpitaux aujourd'hui<sup>12</sup>. »

On y mentionnait aussi que tout système conçu pour répondre aux besoins de la majorité de la population sera surchargé en raison des besoins spéciaux que nécessitent les cas véritablement complexes et coûteux. Des données de l'Institut de recherche en services de santé (IRSS) indiquaient que 79 % des coûts de santé étaient attribuables à 10 % de la population à l'échelle du système<sup>13</sup>. Ces coûts sont largement attribuables aux maladies chroniques.

S'il importe d'adopter une approche pour répondre aux besoins de gens souffrant actuellement, il est essentiel de tourner notre regard vers l'avenir et de travailler sur la prévention en commençant à intervenir tôt sur les déterminants de la santé

---

12. <http://www.fin.gov.on.ca/fr/reformcommission/>.

13. <http://www.fin.gov.on.ca/fr/reformcommission/chapters/ch5.html#ch5-b>.

mentale et de la santé physique. C'est le cas pour différents types de dépendance, l'alimentation et l'activité physique.

Des initiatives citoyennes font leur chemin. C'est le cas de la Fondation du docteur Julien qui œuvre en pédiatrie sociale. C'est également le cas de Pierre Lavoie, fondateur du défi du même nom. Il souligne dans ses conférences que l'on chiale après le gouvernement, qu'on lui impute la responsabilité de s'occuper de notre éducation et de nous soigner. Il souhaite rétablir l'équilibre des responsabilités en créant un pont entre l'éducation et la santé. Dans une perspective de responsabilités partagées, son organisation anime les milieux scolaires et les rend plus attrayants, contribuant ainsi à la réussite et à de meilleures habitudes de vie. Il est clair que cela nécessite des efforts de toutes parts, mais les résultats sont immédiats dans le sentiment d'estime de soi et dans l'appartenance à son école.

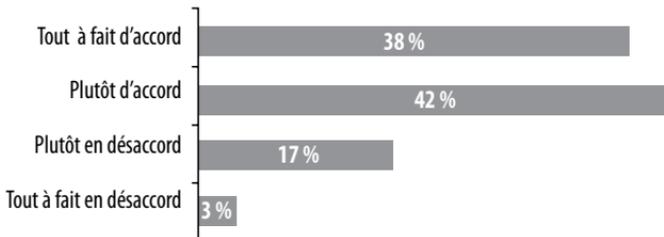
La santé gruge de plus en plus le budget du Québec. Les prévisions budgétaires de 2015-2016 prévoient la plus forte hausse des dépenses dans ce secteur. C'est ce genre d'initiatives qui permettra de briser le cycle de croissance du budget de la santé, sinon il sera impossible d'y parvenir sans remettre en question le salaire élevé des médecins.

Cette vision cadre d'ailleurs bien avec la volonté d'une majorité de Québécois de voir plus d'efforts et de rigueur dans notre système d'éducation. Dans le sondage CROP-CRDIP, 80 % des répondants se sont dit tout à fait d'accord avec l'énoncé selon lequel l'école ne valorise pas assez des valeurs comme l'autorité, la rigueur, la discipline et l'effort.

## LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE L'ÉDUCATION

Base : ensemble des répondants, n=1000

*L'école ne valorise pas assez des valeurs comme l'autorité, la rigueur, la discipline et l'effort...*



Les Québécois s'attendent à un signal fort. Un message où seraient revalorisés ces objectifs. Une perception semble s'être installée. De réforme en réforme, on a abaissé le niveau plutôt que de le relever. On doit redonner aux enseignants le pouvoir d'enseigner, avec tout ce que cela implique. On doit s'assurer que chaque étudiant est en mesure de se dépasser, de se réaliser. Un élève qui apprend développe une meilleure estime de soi. Une école stimulante donne le goût d'apprendre, d'être heureux dans la vie.

## UN GRAND CHANTIER POUR L'ÉDUCATION

Exploiter le plein potentiel de tous les Québécois, du point de vue strictement humaniste, est un objectif qui devrait guider tous les ministres de l'Éducation. Il n'y a aucun doute qu'une nation doit permettre à tous d'atteindre leur plein potentiel en fonction de leur capacité et de leurs intérêts. L'éducation est un outil de démocratie et un outil de bien-être.

Depuis 1976, la valorisation de l'éducation a décliné. Si au moment de la Révolution tranquille cela semblait être la planche de salut des francophones, aujourd'hui elle a le potentiel d'être le terreau qui comblera le fossé des inégalités. Sauf que, de ministre en ministre, de réforme en réforme, le Québec semble être en train de manquer le virage. Après huit ministres en dix ans, il

n'est pas surprenant qu'une multitude de suggestions finissent par ressembler davantage à une courteline qu'à une vision globale. De réforme en réforme, de ministre en ministre, le Québec perd ses repères.

En matière de vision, la Finlande est souvent citée en exemple. L'éducation y est devenue une véritable priorité nationale. Comme le rapportait Doug Saunders dans le *Globe and Mail* du 22 avril 2016<sup>14</sup>, l'obsession de la Finlande n'est pas tant l'école que ce que l'école a à offrir aux enfants. La philosophie qui sous-tend ce modèle est celle de l'école pour la vie et non la vie pour l'école. Tout le monde a le même programme scolaire jusqu'à 16 ans, peu importe ses forces, ses faiblesses, sa provenance. On traite les difficultés de manière personnalisée. Ainsi, 50 % des enfants auront reçu un accompagnement particulier à un moment ou à un autre avant d'atteindre l'âge de 16 ans. Cette approche a permis de combler les fossés entre l'urbanité et la ruralité. Encore plus important, la Finlande est aujourd'hui un des rares pays au monde à se doter d'une politique nationale qui permet de briser le cycle de la pauvreté.

Si cette perspective humaniste est difficilement mesurable, outre par un indice du bonheur, on peut quand même y ajouter une perspective économique encourageante. Selon une étude de l'économiste Pierre Fortin, l'emploi et la rémunération sont directement proportionnels au degré de scolarité. Ses recherches ont permis d'établir qu'« en 2016 acquérir un diplôme secondaire ou l'équivalent plutôt que de rester sans diplôme devrait ajouter de 450 000 \$ à 560 000 \$ constants de 2016 au revenu du diplômé sur l'ensemble de sa vie active<sup>15</sup> ». Sans contredit, la non-diplomation a une incidence sur la santé, l'épanouissement et la qualité de vie des personnes.

---

14. <http://www.theglobeandmail.com/news/national/education/how-finland-is-fighting-inequality-with-education-andwinning/article29716845/>.

15. [http://www.tableeducationoutaouais.com/files/7714/6524/6405/PFortin\\_Dcrochage\\_Texte\\_0316\\_demimillion.pdf](http://www.tableeducationoutaouais.com/files/7714/6524/6405/PFortin_Dcrochage_Texte_0316_demimillion.pdf).

## UN MODÈLE DE SANTÉ INNOVANT

S'il faut revoir nos façons de faire en éducation, il en va de même en santé. En 1976, on bâtissait à la fois un système et un réseau. En 2016, alors que tout semble craquer de partout malgré le budget colossal que l'on y consacre, on tente de protéger cet héritage. On l'a dit, la population du Québec doit composer avec sa pyramide des âges et la croissance des maladies chroniques. Cela apporte son lot de défis. Comme nous avons tardé pour agir, la prévention ne permettra pas d'en assurer la pérennité à court terme. Elle le fera à moyen et à long terme. Entretemps, il importe de trouver des solutions pour pallier les difficultés vécues actuellement par les usagers.

Là aussi, on a besoin d'audace et de créativité. Il faut penser à l'extérieur des cadres établis. Le modèle coopératif, déjà valorisé dans les programmes politiques de 1976, nous permet d'imaginer des solutions différentes. L'idée du maire d'Amqui d'acheter l'hôpital de la ville et de la transformer en coopérative pour protéger les services de sa communauté peut sembler inusitée pour certains, mais elle témoigne d'une volonté du milieu de se prendre en main et de diversifier les modèles<sup>16</sup>.

En matière de financement, depuis l'entente asymétrique conclue avec le gouvernement de Paul Martin, les transferts fédéraux ont permis de compenser la croissance des coûts. Cette époque semble révolue à la lecture des engagements pris par Justin Trudeau lors de la dernière campagne électorale.

La créativité et l'innovation constituent donc la seule planche de salut pour contenir la croissance des coûts et assurer que le budget de la santé ne plombe pas la marge de manœuvre de l'État dans d'autres secteurs d'activité. Le développement de la technologie et la collaboration interdisciplinaire seront des

---

16. <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/les-regions/201606/21/01-4994094-compressions-en-sante-amqui-veut-acheter-son-hopital-pour-1.php>.

atouts indéniables. La création de diverses applications permet déjà de suivre son état de santé en temps réel, ce qui peut grandement contribuer à soigner plus efficacement les gens souffrant de maladies chroniques.

Il faudra nous attaquer au surdiagnostic qui représente potentiellement de trois à cinq milliards de dollars annuellement. Ces ressources pourraient être économisées et investies plus judicieusement afin d'augmenter l'accès et d'offrir des soins plus appropriés, selon l'Association médicale du Québec<sup>17</sup>. Le coût des médicaments, mais aussi leur consommation, devra faire partie de l'équation. « Il y a une réalité qui est incontestable, peu importe le diagnostic, le Québec prescrit 30 % plus de médicaments à la population québécoise qu'ailleurs en moyenne au Canada », a lancé Gaétan Barrette<sup>18</sup>. L'accélération des mesures pour assurer le maintien à domicile des aînés sera aussi un incontournable.

\* \* \*

En éducation comme en santé, le partage des responsabilités doit prévaloir. En 2016, l'État ne peut assumer seul tous les rôles. Les communautés doivent emboîter le pas, tout comme les entreprises et les individus. Dans un modèle où la prévention et la vision à long terme dominant, chacun doit faire sa part. On l'a vu au Saguenay, le taux de décrochage scolaire a diminué dès le moment où la communauté s'est mobilisée.

On doit également faire tomber les corporatismes pour assurer la fin du travail en silo. Dans un secteur comme dans l'autre, on a tout intérêt à rapprocher la prise de décision du terrain et à éviter le mur à mur. Il importe également de miser sur tout ce qui pourra contribuer à faire du Québec une société apprenante. Un tel objectif nous permettra d'être capables de

---

17. <https://www.amq.ca/fr/les-medias/nos-communiqués-de-presse/communiqués-2013>.

18. <http://www.journaldemontreal.com/2015/09/16/30--trop-de-medicaments-au-quebec--il-y-a-un-probleme-dit-barrette>.

nous adapter à l'évolution des pratiques et des technologies. Il donnera la possibilité au Québec d'agir sur une planète de plus en plus petite où tout évolue rapidement et où l'on aspire à vivre plus longtemps en santé.

## CONCLUSION

**L**e Québec de 2016 est bel et bien différent de celui de 1976. On aurait cependant tort d'idéaliser le passé. Pour reprendre une image, le Québec de 1976 était davantage en noir et blanc. Il y avait moins de choix. La vie pouvait paraître plus simple et les codes sociaux plus clairs. Avec les changements technologiques et sociaux, la vie est aujourd'hui plus colorée. Pour imager ce changement, nous sommes passés de trois postes de télévision à 900. Socialement, nous sommes passés de trois saveurs de croustilles – nature, BBQ et vinaigre – à près d'une centaine... En même temps, les grandes compagnies de bières ont dû faire une place aux microbrasseries. Le Québec est aujourd'hui davantage pluriel. Il est plus segmenté et plus diversifié.

Dans l'imaginaire collectif de plusieurs Québécois, 1976 constitue une année magique. Un certain âge d'or de l'affirmation du Québec. À l'opposé, le Québec de 2016 serait en panne de rêves. Collectivement, les Québécois seraient devenus incapables de réaliser de grandes choses. Les succès individuels sont alors portés aux nues. La nostalgie permet parfois d'embellir certains souvenirs. En plus de décrire ce qui fait maintenant battre leur cœur, notre essai permet de déboulonner certains mythes.

Le Québec de 1976 n'était pas parfait, loin de là. La campagne électorale de 1976 a d'ailleurs porté essentiellement sur la question du ménage et du changement de gouvernement. Rappelons que le Parti québécois avait sciemment choisi le thème du bon gouvernement plutôt que celui de l'indépendance. Cette époque marque aussi le début d'une réelle perte de contrôle des finances publiques. Il s'agissait également d'une période de bouillonnement culturel et politique. Le climat qui découle des Jeux olympiques de Montréal ne fut pas étranger à ce sentiment d'effervescence. Les baby-boomers avaient le sentiment d'être enfin aux commandes.

Le Québec de 2016 est pluriel. Il s'est diversifié. Il s'est davantage ouvert sur le monde. La prépondérance du français est visible. Les femmes y jouent un plus grand rôle. Sur le plan politique, le clivage Oui-Non qui s'est installé dans la foulée de 1976 s'érode au profit d'un réel multipartisme. Depuis 2007, ce dernier semble d'ailleurs vouloir durer à l'Assemblée nationale. Le Québec a aussi vieilli, avec les défis que cela impose. Les conséquences de ce vieillissement de la population sont nombreuses. Elles remettent à l'ordre du jour les enjeux de politiques publiques, du modèle de gouvernement et d'interventionnisme étatique. À l'image des carrés rouges et des carrés verts pendant la crise étudiante de 2012, les jeunes d'aujourd'hui sont plus socialisés politiquement sur des questions liées au degré d'interventionnisme étatique. Comme ailleurs, l'axe traditionnel gauche-droite fait son chemin dans le débat politique.

Dans les années qui viennent, un nouveau chapitre de la trajectoire des Québécois va s'écrire. Pour la première fois depuis 1976, les baby-boomers ne formeront plus le groupe électoral dominant lors de la prochaine élection. Dans plusieurs domaines, ceux-ci n'ont d'autres choix que de graduellement passer le flambeau. Tant dans le monde des médias que dans le monde économique, ce processus ira d'ailleurs en s'accéléralant. Le même phénomène se produit dans le secteur public.

Pour le meilleur et pour le pire, les baby-boomers auront laissé leur empreinte sur le Québec. Ils auront eu la chance d'accéder tôt dans leur vie à des postes de décision. La force de leur nombre leur aura également permis de durer plus longtemps en position d'influence. Il est encore trop tôt pour tracer le bilan définitif de leur contribution au rêve québécois.

Apprendre du temps qui passe, c'est ne pas rester coincé dans les modèles et les solutions de 1976 pour les enjeux de 2016. Bien au contraire, c'est être en mesure de concevoir des solutions de 2016, en tirant les leçons de 1976 pour les enjeux de demain.

## DES SIGNES D'INQUIÉTUDE

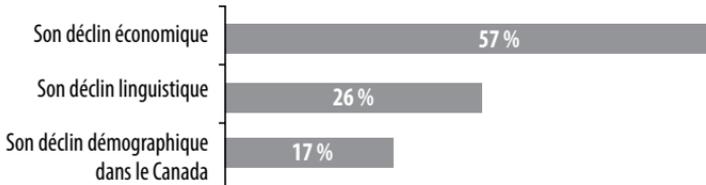
Toute période de changements provoque certaines insécurités. C'est dans l'ordre des choses. Dans notre quête du cœur des Québécois, nous avons donc souhaité savoir ce qui les préoccupe davantage. Bref, quelles sont leurs principales inquiétudes? Est-ce la perspective d'un déclin économique, linguistique ou démographique au sein du Canada? Le sondage CROP-CRDIP nous offre une réponse.

À 57 %, la principale inquiétude des Québécois émane des questions économiques. Sommes-nous suffisamment concurrentiels et productifs en comparaison avec nos principaux voisins? Sommes-nous aussi riches? Serons-nous en mesure de continuer à maintenir un filet social de qualité et de garantir nos programmes sociaux? Comment peut-on assurer une croissance durable de l'économie? Sur le plan personnel, suis-je préoccupé pour mon emploi, pour la pérennité de ma retraite? Puis-je faire face à mon endettement? Voilà autant de questions qui peuvent se cacher derrière cette préoccupation.

## INQUIÉTUDE DES QUÉBÉCOIS

Base : ensemble des répondants, n=1000

**Lorsque vous pensez à l'avenir du Québec, diriez-vous que vous êtes davantage inquiet(e) de...**



En revanche, les enjeux associés à la question linguistique et à l'avenir de la langue française n'inquiètent prioritairement qu'un Québécois sur quatre. Enfin, seulement 17 % des répondants ont retenu l'enjeu du déclin démographique du Québec en lien avec son poids au sein de la fédération canadienne. Est-ce à dire que ces enjeux ne préoccupent pas les Québécois? Pas nécessairement. Cela veut surtout dire qu'en 2016 les enjeux de nature économique apparaissent aux yeux d'une majorité comme étant beaucoup plus importants et plus préoccupants.

Il convient également de présenter les différences significatives observées sur le plan des caractéristiques personnelles des répondants. Avec un écart de 6 %, les femmes sont plus inquiètes que les hommes par la perspective d'un déclin économique. C'est également le cas des non-francophones, soit 80 % versus 51 %. En contrepartie, la question du déclin du français préoccupe 31 % de ces derniers de façon prioritaire, alors que ce n'est le cas que de 6 % des non-francophones.

Il importe cependant de mettre en contexte les craintes exprimées par les Québécois en matière de déclin de l'économie. Elles s'inscrivent dans un climat international plus global. La croissance de l'économie, pour les pays de l'OCDE, s'effectue à un rythme famélique, pour différentes raisons, dont la mondialisation, le vieillissement de la population ainsi que les changements technologiques. Cette économie n'a presque pas connu de croissance depuis 10 ans. Le Japon recule et les

États-Unis, notre principal partenaire, peine à se remettre de la récession de 2008. Les banques centrales ont abaissé leurs taux d'intérêt à zéro et les gouvernements ont fait des emprunts massifs. Ces mesures, qui devraient normalement stimuler l'économie et générer une inflation énorme, ont à peine maintenu l'économie à flot et empêché la déflation.

Le Québec n'échappe pas à ce contexte mondial et fait face à plusieurs défis. En 2016, son économie ne peut compter que sur les matières premières dont les prix ont atteint un plancher. Les ventes d'électricité doivent concurrencer les prix du gaz, du pétrole et du charbon historiquement bas en raison de l'offre excédentaire due aux nouvelles formes d'extraction. Des géants comme Bombardier doivent être financés massivement par l'État pour soutenir leurs innovations.

## DES SIGNES DE FIERTÉ

De façon plus positive, nous avons également souhaité connaître ce qui rend fiers les Québécois d'aujourd'hui. En d'autres mots, quels sont les symboles ou les succès du Québec contemporain auxquels les Québécois s'identifient davantage? En additionnant les réponses de celles et de ceux qui se sont dits très fiers et assez fiers dans le sondage CROP-CRDIP, nous avons eu quelques surprises.

La beauté du territoire québécois se classe première. Dans une proportion de 95 %, les Québécois aiment profondément leur territoire, peu importe la saison. Ils s'y identifient. Le Saint-Laurent, les forêts et les lacs font partie intégrante de leur identité. Cet amour du paysage québécois transcende les catégories de répondants et atteint même 99 % chez les 55 ans et plus.

## FIERTÉ DES QUÉBÉCOIS - TRÈS + ASSEZ FIER

Base : ensemble des répondants, n=1000

**Voici maintenant différents éléments qui peuvent vous rendre fier(e), ou non, d'être québécois(e). Pour chacun d'eux, dites-moi dans quelle mesure ils vous rendent fier(e) ?**

(% TRÈS + ASSEZ FIER)	TOTAL
N=	1000
La beauté du territoire du Québec	95
Les artistes québécois qui ont du succès à l'étranger comme Céline Dion, Robert Lepage ou Arcade Fire	90
Les entreprises québécoises qui ont du succès international comme Bombardier ou le Cirque du Soleil	90
L'histoire et les traditions du Québec	85
Le fait d'être une nation française en Amérique	85
Les grands barrages hydroélectriques	84
La Charte des droits et libertés	75
Les valeurs d'ouverture et de la tolérance	73

À 90 % chacun, suivent les succès des artistes et des entreprises québécoises à l'étranger. Le cœur québécois se réjouit du rayonnement international du Québec. Les Québécois aiment également exister à la face du monde et démontrer qu'il leur est possible de jouer dans la cour des plus grands. Atteignant 95 % chez les 55 ans et plus, là encore la fierté croît avec l'âge. Dans ce cas-ci, cela pourrait vouloir dire que les plus jeunes trouvent davantage normal de voir des Québécois réussir à l'international.

À 85 % respectivement, les Québécois se disent également très fiers ou assez fiers de leur histoire et de leurs traditions, ainsi que d'être une nation française en Amérique. Les grands barrages hydroélectriques du Québec récoltent ensuite 84 %. Les Québécois demeurent donc toujours fortement attachés à leur héritage culturel ainsi qu'aux réussites passées de certains pionniers. Cette fierté est également partagée auprès des plus âgés, mais aussi chez les francophones. Une vaste majorité des

non-francophones, 60 %, se disent tout de même fiers d'appartenir à une nation française d'Amérique. C'est le cas de 91 % des francophones.

La Charte des droits et libertés de la personne et les valeurs d'ouverture et de tolérance rendent également fiers 75 % et 73 % des répondants. Le Québec est bel et bien une terre d'accueil. Un consensus politique et social existe aussi quant à l'ouverture envers la diversité sexuelle et les droits des femmes. Les Québécois sont d'ailleurs à l'avant-garde à ce chapitre. Ils cherchent également à établir un équilibre entre les droits individuels et le respect d'un héritage culturel auquel ils tiennent. Contrairement à certains mythes, la fierté exprimée envers la Charte des droits et libertés de la personne s'avère, à 79 %, plus élevée en région qu'à Montréal ou à Québec. Avec un écart de 9 %, la fierté associée à l'ouverture et à la tolérance est également plus élevée auprès des francophones que des non-francophones. Le même phénomène est observable sur le plan régional puisque, là aussi, Montréal et Québec se classent derrière les autres régions.

De tels éléments font du Québec un des endroits où l'on peut le mieux vivre. Le Québec dispose d'un immense réservoir de ressources. Il s'est doté d'institutions de calibre mondial. Il s'appuie sur une démocratie stable et bien vivante. Les Québécois aiment leur territoire et y vivent en paix. Les droits des groupes minoritaires y sont respectés. Ceux des peuples autochtones sont en voie de l'être davantage. Ce sont des atouts sur lesquels les prochaines générations pourront construire. Et les défis ne manqueront pas.

## L'ÉQUITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

Le concept d'équité intergénérationnelle peut paraître abstrait. Il renvoie cependant à l'équité entre les générations, c'est-à-dire de ne pas favoriser une génération au détriment d'une autre par pur clientélisme électoral ou en s'imaginant que la croissance est éternelle. Concrètement, cela se traduit par une

utilisation responsable des ressources en fonction d'une vision à long terme. Cela se transpose également dans une perspective de développement durable afin de transmettre aux générations futures un environnement sain et une économie solide.

Pour les finances publiques, cela veut aussi dire investir adéquatement en éducation pour préparer l'avenir d'une société. À ce chapitre, compte tenu de notre situation minoritaire sur le continent, le Québec est condamné à exceller. Cela doit aussi se traduire par une gestion budgétaire responsable qui évite de transmettre à la prochaine génération la facture et le fardeau de nos erreurs collectives ou de nos abus. L'équité générationnelle renvoie donc à la question suivante : le Québec que je laisserai à mes enfants sera-t-il en meilleure santé que lorsqu'il m'a été confié par les générations précédentes ? En d'autres mots, quelle sera la contribution de ma génération au long parcours du Québec ?

Les coûts du système de santé grugent déjà la moitié du budget de l'État québécois et augmentent plus vite que l'inflation. Le statu quo en cette matière mènerait l'État québécois à devenir un gros gérant d'hôpitaux et à délaisser ses autres missions, dont l'éducation. A contrario, réduire de façon draconienne le panier de services assurables par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), et demander aux patients de payer pour ces services qu'ils ont subventionnés toute leur vie placerait plusieurs personnes âgées en situation de vulnérabilité. De même, les dispositions de type clause orphelin qui font en sorte que les travailleurs ou les citoyens sont soumis à différents régimes selon leur génération constituent une entorse en matière d'équité.

Les régimes de retraite publics constituent un autre exemple où un travailleur paie des cotisations toute sa vie et reçoit des prestations à sa retraite. Si le fonds est sous-capitalisé, peut-on demander à la population de contribuer ? Si oui, la pression est intenable pour le travailleur qui doit payer ses taxes et impôts pour financer les services de l'État, assurer son niveau de vie, contribuer à sa propre retraite, en plus de celle des autres.

La dette est un autre élément qui a une influence sur l'équité entre les générations. Que l'État s'endette pour financer des infrastructures qui durent des années ou des générations, comme des barrages hydroélectriques, cela va de soi. Si l'État s'endette pour ses activités courantes, pour payer l'épicerie, il ne fait toutefois que renvoyer le problème aux générations futures. On transfère la facture aux enfants qui sont aujourd'hui à la garderie.

En 2016, le Québec doit déjà soutenir un service de la dette qui représente le troisième poste budgétaire en importance après la santé et l'éducation. En Amérique du Nord, il est l'une des juridictions où les taxes et impôts sont les plus élevés. Sa population étant de plus en plus âgée, la pression sur les finances publiques ne fera que s'accroître dans les prochaines années.

L'iniquité peut s'avérer génératrice de conflits et miner le tissu social en favorisant le chacun pour soi. Pour quelle raison devrais-je déclarer tous mes impôts si je ne reçois pas ma juste part des services gouvernementaux? Peut-on m'obliger à absorber les coûts associés à une génération alors que je ne suis même pas assuré de pouvoir obtenir des services équivalents plus tard? Dois-je crier plus fort, prendre la rue pour défendre des acquis ou ce que j'estime être des droits? Doit-on choisir entre des bains offerts aux personnes âgées ou du matériel scolaire pour les enfants? Si la tendance se maintient, de tels dilemmes se poseront avec encore plus d'insistance dans les prochaines années.

Le Québec dispose cependant de plusieurs outils pour réussir et pour relever le défi de l'équité intergénérationnelle. Les Québécois, comme leurs ancêtres, ont déjà surmonté bien des crises. Celle-ci est différente. Elle est structurelle et non conjoncturelle. Le Québec ne pourra traverser cette période que si chaque génération met l'épaule à la roue et contribue dans la mesure de ses possibilités en gardant en tête que la génération la plus importante est celle qui naîtra demain. À cette fin, le Québec devra réapprendre à gagner collectivement et rebâtir la confiance envers ses institutions.

## ET L'AVENIR?

Le Québec n'est pas né en 1976. Ni en 1960. De génération en génération, il s'est construit peu à peu de la Nouvelle-France à aujourd'hui. Ses frontières furent modifiées, tout comme ses régimes politiques. Ses premiers habitants ont scellé des alliances avec des autochtones. Ils ont défriché, puis cultivé la vallée du Saint-Laurent. Ils ont fait face à l'adversité. Ils ont survécu. Au xx<sup>e</sup> siècle, nos pionniers ont à nouveau défriché de nouvelles régions, développé le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue. Ils sont aussi devenus maîtres chez eux, tout en choisissant à deux reprises de conserver leur lien fédéral avec le Canada. Ils se sont ouverts au monde. Que réserve le xxi<sup>e</sup> siècle aux Québécois? Que transmettront-ils à leurs enfants? Ce nouveau chapitre de l'histoire du Québec s'ouvre à peine.

Le Québec a changé. Du rêve du grand soir au grand éclatement, il a évolué avec son temps. Les rêves qui nous animaient en 1976 ont laissé place à autre chose. Nous concevons notre portrait du cœur des Québécois comme un outil pour nous ouvrir sur l'avenir. Il nous permet de comprendre certains aspects de ce que nous sommes : un peuple fier de ses racines, de sa culture, de son territoire et de ses réalisations.

Les moteurs de cette fierté que sont l'audace et la créativité doivent continuer de nous animer. Ils nous ont permis d'avancer malgré l'adversité, de combler certains fossés depuis 1976. Dans toutes les sphères d'activité, des Québécois rayonnent internationalement. Bombardier, le Cirque du Soleil et Céline Dion ont ouvert des portes. Les sept doigts de la main, Moment Factory et Arcade Fire ont pris le relais, sans parler de nos chercheurs qui repoussent les frontières du savoir ici et ailleurs.

Comme peuple, nous avons atteint une certaine maturité. Nous sommes plus scolarisés. Notre vie démocratique est vivante. Malgré ce qu'en disent certains, les Québécois sont en mesure de débattre respectueusement pour faire avancer leurs idées. À ce

titre, il y a d'ailleurs un éclatement de la pensée politique. Le Oui et le Non ne constituent plus le ciment idéologique de jadis.

Les citoyens sont ainsi prêts à assumer un rôle différent. La responsabilité partagée prend ici son sens réel. Les Québécois de 2016 ont de nouvelles attentes envers leur gouvernement. Aujourd'hui, les discours de gauche à droite, en passant par le centre, font valoir des points de vue riches et diversifiés. Ils font évoluer une pensée politique québécoise toujours en quête de projets de société. Les Québécois n'ont pas cessé de rêver, mais ils rêvent autrement.

Les Québécois se perçoivent toujours comme des rêveurs, d'ailleurs il fallait être rêveur pour s'établir en français de manière durable en Amérique. Comme le reste, les rêves des Québécois ne sont plus monolithiques, mais ils ont éclaté en millions de projets personnels, communautaires, sociétaux ou planétaires pour faire un monde meilleur.

Nos rêves peuvent être source de dépassement ou d'échappatoires. À nous de choisir. Comme nous l'avons vu, la réalité de 2016 est plus compliquée, le contour des valeurs plus flou, les rapports sociaux plus complexes, la culture plus éclatée, la notion de famille plus compliquée. Bref, la société est plus complexe.

Le rêve peut constituer un puissant vent qui souffle dans les palmes de l'action et du désir de changement d'un individu ou d'une société. Toutefois, le rêve peut également être le refuge pour éviter de faire face à une réalité ou au non-aboutissement d'un projet. Poursuivons nos rêves, tout en évitant de nous y réfugier.

Au cours de notre histoire, les figures qui ont pris le relais du nationalisme québécois ont toujours eu pour objectif d'assurer un meilleur sort pour ce peuple singulier en Amérique. Elles ont le devoir d'imaginer un nationalisme qui continue de faire rêver, en phase avec l'évolution de la société et du monde.

Nous devons préserver, cultiver, mettre en valeur notre différence et en être fiers. Notre exception culturelle constitue un

atout de taille, et non une faiblesse. Notre complexité et notre capacité de nous adapter sont parfaitement en lien avec notre époque. Notre organisation collective doit également refléter cette réalité. Les solutions mur à mur doivent laisser place à la souplesse et à l'adaptation par l'innovation.

Au pied du monument de René Lévesque à l'Assemblée nationale, il est possible de lire cette citation : « Il est un temps où le courage et l'audace tranquilles deviennent pour un peuple, aux moments clés de son existence, la seule forme de prudence convenable. S'il n'accepte pas alors le risque calculé des grandes étapes, il peut manquer sa carrière à tout jamais, exactement comme l'homme qui a peur de la vie. » Quarante ans après 1976, le Québec de 2016 vit assurément l'un de ces moments clés.

## REMERCIEMENTS

T enter de comprendre le passé et explorer l'avenir commandent des choix souvent déchirants. Chacun des thèmes abordés aurait pu faire l'objet d'un livre en soi. Il a donc fallu privilégier certains angles et accepter d'en laisser d'autres de côté. En s'appuyant sur des données nouvelles, nous avons tenté de dessiner, sans nostalgie et sans complaisance, un nouveau portrait du cœur des Québécois. Un nouvel éclairage qui, nous le souhaitons, permettra d'ajouter une nouvelle perspective sur le regard que portent les Québécois sur le chemin passé et celui à venir. Un merci sincère à tous celles et ceux qui étudient et écrivent sur le Québec. Leurs travaux nous furent très utiles.

La rédaction est un travail d'équipe. Trois noms figurent en couverture, mais plusieurs autres pourraient s'y ajouter à titre de contributeurs indispensables. On pense à tous ceux et celles qui ont pris la balle au bond pour libérer nos horaires et nous permettre de nous concentrer sur la tâche devant nous. Ils et elles se reconnaissent. Ils savent qu'ils ont été essentiels. Car, dans le siècle où l'on vit, le temps est une denrée rare et l'entraide fait toute la différence. Merci aussi à ceux et celles qui ont compris que le don d'ubiquité n'est pas plus possible en 2016 qu'en 1976. Si la téléportation avait été une réalité à l'été 2016 comme dans les films des années 1960-1970, notre manque de disponibilité n'aurait sans doute pas été aussi marqué.

Un merci tout particulier au président de CROP, Alain Giguère. Plusieurs données publiées en primeur dans ce livre sont le fruit d'un partenariat entre CROP et la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires (CRDIP). Un merci également à Geneviève Gouin et André Baril pour leurs judicieux conseils et leur aide à l'étape de la relecture.

# RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU SONDAGE CROP-CRDIP

## MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE CROP-CRDIP

**Collecte de données** – La collecte de données en ligne s’est déroulée du **19 au 23 mai 2016** lors d’un panel Web.

Au total, **1 000 questionnaires** ont été remplis.

**Pondération et caractère représentatif de l’échantillon** – Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l’âge, la région de résidence, la langue maternelle et le niveau de scolarité des répondants.

Notons que, compte tenu du caractère non probabiliste de l’échantillon, le calcul de la marge d’erreur ne s’applique pas.

**Comment lire les données** – Il est possible que la somme des résultats présentés n’égale pas toujours 100 % puisqu’il s’agit de pourcentages arrondis.

## PROFIL DES RÉPENDANTS

SEXE	TOTAL 1 000
Homme	49
Femme	51

REVENU-MÉNAGE	
Moins 40 K\$	29
40-79 K\$	35
80-99 K\$	12
100 K\$	11
Je préfère ne pas répondre	13

OCCUPATION	
Travailleur temps plein	45
Travailleur temps partiel	11
Chômeur(se)	6
À la maison	7
Retraité(e)	26
Étudiant(e)	5

RÉGION	TOTAL 1 000
Île de Montréal	24
RMR Montréal hors de l'île	24

Québec RMR	10
Reste du Québec	42

ÂGE	
18-34 ans	27
35-54 ans	36
55 ans et +	37

Scolarité	
Secondaire ou moins	35
Collège	44
Université	22

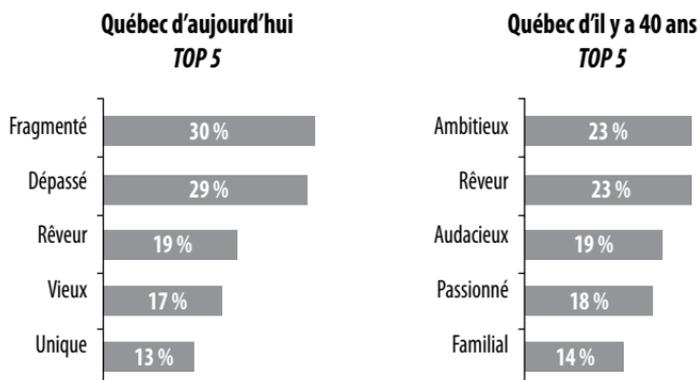
Langue maternelle	
Francophone	80
Non-francophone	20

## INTRODUCTION

### QUALIFICATIF DU QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n=1000

---



## QUALIFICATIF DU QUÉBEC - TOP 5

Base: ensemble des répondants, n=1000

N=	RÉGION				SEXE			ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	TOTAL	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO	
30	498	215	287	287	471	529	231	387	382	824	176	
30	30	26	32	32	32	29	27	31	32	30	31	
29	30	31	27	27	31	27	22	33	30	28	31	
19	18	15	21	21	22	16	19	15	23	19	17	
17	20	18	14	14	19	16	16	21	15	17	20	
13	16	11	11	11	11	15	13	13	14	13	15	

N=	RÉGION				SEXE			ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	TOTAL	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO	
23	498	215	287	287	471	529	231	387	382	824	176	
23	24	26	20	20	24	21	18	24	25	25	14	
19	20	17	19	19	23	16	13	18	24	22	7	
18	17	16	20	20	19	17	15	17	21	20	12	
14	13	14	15	15	12	16	18	14	10	14	12	

O.: Choisissez trois mots qui décrivent le Québec d'aujourd'hui / le Québec d'il y a 40 ans, soit en 1976.

G1A. CHOISISSEZ TROIS MOTS QUI DÉCRIVENT LE QUÉBEC D'AUJOURD'HUI.												
	TOT.	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE		
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.	
Population :	6357	3050	628	2678	3087	3270	1715	2291	2350	5085	1271	
Échantillon :	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
Chi2 :	-	(99.9)			99.9		99.9			(99.9)		
Familial	11 %	11 %	11 %	12 %	9 %	13 %	13 %	12 %	9 %	12 %	9 %	
Honnête	2 %	4 %	1 %	2 %	3 %	2 %	2 %	2 %	3 %	2 %	3 %	
Sincère	2 %	1 %	2 %	4 %	2 %	2 %	1 %	3 %	2 %	2 %	1 %	
VRAI	3 %	3 %	0 %	4 %	4 %	3 %	3 %	4 %	2 %	3 %	4 %	
Sain	2 %	2 %	3 %	2 %	2 %	2 %	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %	
Authentique	8 %	8 %	7 %	9 %	7 %	9 %	11 %	7 %	7 %	9 %	7 %	
Sentimental	3 %	3 %	3 %	2 %	2 %	3 %	4 %	3 %	2 %	2 %	4 %	
Amical	9 %	9 %	4 %	11 %	11 %	7 %	6 %	9 %	11 %	8 %	14 %	
Audacieux	5 %	3 %	4 %	6 %	5 %	4 %	6 %	2 %	6 %	5 %	2 %	
Branché	3 %	2 %	4 %	4 %	4 %	2 %	4 %	4 %	2 %	4 %	1 %	
Sympathique	10 %	9 %	7 %	11 %	7 %	12 %	11 %	9 %	10 %	10 %	7 %	
Jeune	4 %	5 %	5 %	4 %	3 %	6 %	6 %	4 %	4 %	5 %	3 %	
Unique	13 %	16 %	11 %	11 %	11 %	15 %	13 %	13 %	14 %	13 %	15 %	

G1A. CHOISISSEZ TROIS MOTS QUI DÉCRIVENT LE QUÉBEC D'AUJOURD'HUI.													
	RÉGION						SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	TOT.	MTL RMR	QCR MR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.		
Moderne	6%	6%	9%	5%	7%	5%	5%	6%	6%	7%	3%		
Actuel	5%	5%	6%	5%	5%	4%	4%	4%	6%	5%	6%		
Digne de confiance	4%	3%	6%	5%	4%	4%	2%	5%	4%	4%	4%		
Sûr	3%	4%	4%	3%	4%	3%	3%	5%	2%	3%	3%		
Élégant	2%	1%	1%	3%	2%	2%	3%	2%	1%	1%	6%		
Séduisant	1%	1%	1%	2%	2%	1%	2%	2%	1%	2%	0%		
Féminin	1%	2%	1%	0%	2%	1%	3%	1%	1%	1%	2%		
Doux	3%	2%	1%	4%	4%	2%	6%	2%	1%	3%	1%		
Masculin	2%	3%	1%	2%	1%	4%	5%	1%	2%	2%	3%		
Solide	3%	4%	4%	3%	4%	3%	4%	3%	4%	3%	4%		
Rétro	5%	6%	8%	4%	6%	5%	4%	4%	8%	5%	7%		
Vieux	17%	20%	18%	14%	19%	16%	16%	21%	15%	17%	20%		
Dépassé	29%	30%	31%	27%	31%	27%	22%	33%	30%	28%	31%		
Haut de gamme	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%		
Industriel	5%	7%	4%	3%	3%	6%	9%	3%	3%	5%	5%		

G1A. CHOISISSEZ TROIS MOTS QUI DÉCRIVENT LE QUÉBEC D'AUJOURD'HUI.											
	TOT.	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QCRMR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.
Artificiel	12 %	12 %	14 %	12 %	13 %	12 %	12 %	12 %	13 %	14 %	5 %
Passionné	5 %	6 %	6 %	5 %	5 %	6 %	6 %	4 %	7 %	5 %	6 %
Confortable	7 %	8 %	9 %	5 %	6 %	8 %	8 %	8 %	5 %	7 %	7 %
Ambitieux	8 %	9 %	11 %	8 %	9 %	8 %	7 %	7 %	11 %	8 %	9 %
Nostalgique	11 %	10 %	14 %	11 %	10 %	11 %	7 %	15 %	10 %	12 %	6 %
Fragmenté	30 %	30 %	26 %	32 %	32 %	29 %	27 %	31 %	32 %	30 %	31 %
Réaliste	6 %	5 %	10 %	6 %	6 %	6 %	2 %	5 %	10 %	6 %	4 %
Dynamique	6 %	8 %	8 %	5 %	5 %	8 %	6 %	7 %	6 %	6 %	9 %
Rêveur	19 %	18 %	15 %	21 %	22 %	16 %	19 %	15 %	23 %	19 %	17 %
Corrompu	1 %	0 %	0 %	1 %	0 %	1 %	1 %	0 %	0 %	1 %	0 %



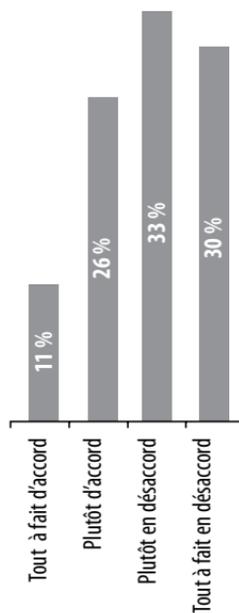
GTB. CHOISISSEZ TROIS MOTS QUI DÉCRIVENT LE QUÉBÉC D'IL Y A 40 ANS, SOIT EN 1976.												
	TOT.	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE		
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.	
Amical	5%	4%	4%	5%	5%	4%	6%	4%	4%	5%	5%	
Audacieux	19%	20%	17%	19%	23%	16%	13%	18%	24%	22%	7%	
Branché	3%	4%	3%	2%	3%	2%	4%	3%	1%	2%	6%	
Sympathique	5%	5%	3%	6%	5%	6%	6%	4%	6%	5%	5%	
Jeune	7%	6%	5%	9%	10%	5%	6%	7%	8%	8%	2%	
Unique	7%	7%	8%	8%	7%	8%	4%	8%	9%	7%	8%	
Moderne	5%	7%	4%	3%	6%	4%	4%	7%	3%	4%	7%	
Actuel	2%	2%	2%	3%	3%	2%	1%	4%	1%	2%	4%	
Digne de confiance	4%	5%	7%	3%	3%	5%	3%	2%	7%	5%	2%	
Sûr	5%	7%	1%	4%	7%	3%	5%	5%	4%	5%	5%	
Élegant	2%	1%	1%	3%	1%	2%	3%	2%	1%	1%	3%	
Séduisant	3%	3%	3%	4%	4%	3%	3%	3%	5%	3%	4%	
Féminin	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
Doux	1%	2%	1%	1%	2%	1%	3%	1%	1%	1%	3%	
Masculin	6%	6%	7%	6%	4%	8%	6%	5%	6%	6%	5%	
Solide	8%	9%	4%	8%	7%	9%	5%	7%	11%	9%	4%	

G1B. CHOISISSEZ TROIS MOTS QUI DÉCRIVENT LE QUÉBEC D'IL Y A 40 ANS, SOIT EN 1976.												
	TOT.	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE		
		MTL RMR	QCRMR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.	
Rétro	6%	8%	10%	3%	6%	7%	10%	6%	4%	7%	5%	
Vieux	12%	11%	13%	12%	11%	12%	12%	12%	11%	10%	17%	
Dépassé	10%	11%	12%	9%	12%	9%	10%	10%	11%	8%	20%	
Haut de gamme	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	0%	1%	2%	
Industriel	9%	9%	8%	10%	11%	8%	9%	10%	9%	10%	8%	
Artificiel	3%	2%	3%	4%	4%	2%	3%	3%	4%	3%	5%	
Passionné	18%	17%	16%	20%	19%	17%	15%	17%	21%	20%	12%	
Confortable	5%	6%	7%	4%	5%	5%	4%	5%	7%	6%	5%	
Ambitieux	23%	24%	26%	20%	24%	21%	18%	24%	25%	25%	14%	
Nostalgique	6%	7%	8%	5%	7%	6%	6%	7%	6%	5%	9%	
Fragmenté	7%	8%	6%	5%	7%	6%	7%	5%	8%	5%	15%	
Réaliste	5%	5%	8%	4%	5%	6%	5%	3%	7%	6%	4%	
Dynamique	12%	13%	15%	11%	12%	12%	7%	15%	13%	13%	9%	
Rêveur	23%	20%	26%	25%	23%	22%	15%	24%	27%	24%	18%	
Corrompu	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
Aucun	9%	8%	7%	11%	6%	12%	15%	11%	4%	8%	15%	
Autre (précisez) :	1%	2%	1%	0%	2%	1%	2%	1%	1%	0%	5%	

## CHAPITRE 3

## LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE LA FAMILLE

Base : ensemble des répondants, n=1000

*La seule et vraie façon d'avoir une famille, c'est de se marier et d'avoir des enfants...*

	RÉGION				SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO	
(%)											
N=	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
Total d'accord	37	36	38	46	29	42	36	34	36	41	
Tout à fait d'accord	11	12	10	12	11	13	11	10	10	17	
Plutôt d'accord	26	24	28	34	18	29	26	24	26	24	
Total désaccord	63	64	62	54	71	58	64	6	64	59	
Plutôt en désaccord	33	33	31	26	38	29	32	36	32	34	
Tout à fait en désaccord	30	31	31	28	33	29	32	30	32	25	

Q. : Êtes-vous en faveur ou opposé(e) à la reconnaissance des nations autochtones du Québec ?

## LES QUÉBÉCOIS ET LEUR SUCCESSION

Base: ensemble des répondants, n = 1000

*Un de mes buts dans la vie c'est, à ma mort, de laisser le plus d'argent possible aux autres tels que mes enfants ou ma famille ou encore à des œuvres de bienfaisance...*

	RÉGION		SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	MTL RMR	QC RMR	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
(%)	TOTAL	RESTE DU QC							
N=	1000	287	471	529	231	387	382	824	176
TOTAL D'ACCORD	50	48	53	47	57	46	49	47	60
Tout à fait d'accord	17	20	15	19	19	15	17	16	20
Plutôt d'accord	33	28	38	29	37	32	31	31	41
TOTAL D'ÉSACCORD	50	52	47	53	43	54	51	53	40
Plutôt en désaccord	32	37	31	33	31	33	32	35	21
Tout à fait en désaccord	18	15	16	20	12	20	19	18	19

0: Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante...

## CHAPITRE 5

## L'IMPORTANCE DES ENJEUX ÉLECTORAUX

Base : ensemble des répondants, n = 1000

(% 1 <sup>re</sup> PRIORITÉ)	RÉGION		SEXE		ÂGE			LANGUE MARNELLE			
	TOTAL	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
N=	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
Les soins de santé	38	38	33	40	30	47	35	36	43	38	42
La croissance économique et la création d'emplois au Québec	19	20	19	17	21	16	17	18	20	16	30
L'éducation	17	19	15	15	17	17	20	16	16	18	15
Les finances publiques et la dette	8	6	13	10	11	5	6	10	8	9	3
L'environnement	4	4	5	4	4	4	8	3	3	4	6
Les programmes sociaux	4	4	3	4	5	3	3	6	3	5	2
La souveraineté	3	3	5	3	4	2	3	3	3	4	1
Les valeurs des Québécois	3	2	6	3	3	3	4	2	2	3	1
La défense du français	2	3	1	3	3	2	1	4	2	3	1

0. Voici une liste d'enjeux électoraux. Parmi ceux-ci, lequel est le plus important pour déterminer votre vote ?

## CHAPITRE 6

## OPINION À L'ÉGARD DES NATIONS AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n=1000

**Êtes-vous en faveur ou opposé(e) à la reconnaissance des nations autochtones du Québec ?**

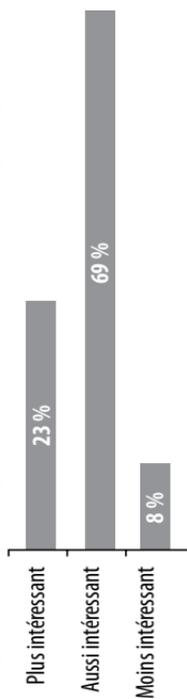
(%)	TOTAL	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
	N= 1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
<b>TOTAL EN FAVEUR</b>	79	86	77	72	75	84	83	73	83	77	89
Très en faveur	33	40	22	28	28	38	31	32	35	28	52
Assez en faveur	46	47	55	44	47	46	51	42	47	49	37
<b>TOTAL OPPOSÉ(E)</b>	21	14	23	28	25	16	17	27	17	23	11
Assez opposé(e)	16	11	17	22	18	14	12	20	14	18	6
Très opposé(e)	5	3	6	6	7	2	5	6	3	5	5

Q. : Êtes-vous en faveur ou opposé(e) à la reconnaissance des nations autochtones du Québec ?

## OPINION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE LEUR TERRITOIRE

Base : ensemble des répondants, n=1000

*Si vous pensez au territoire québécois, à sa faune et sa flore ainsi qu'aux points d'intérêt historique ou touristique, diriez-vous que le Québec est...*



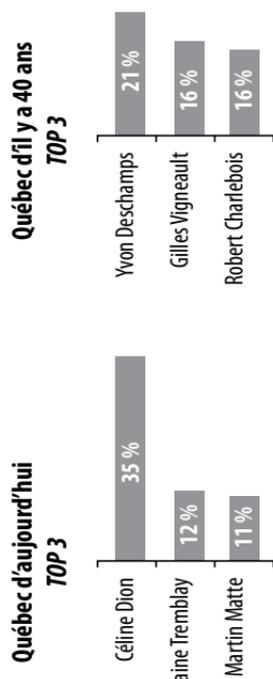
(%)	RÉGION				SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	TOTAL	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
N=	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
Plus intéressant	23	22	22	25	27	19	28	21	22	24	19
Aussi intéressant	69	69	72	67	66	71	64	67	74	69	67
Moins intéressant	8	8	5	9	7	9	8	12	5	7	14

Q. : Si vous pensez au territoire québécois, à sa faune et sa flore ainsi qu'aux points d'intérêt historique ou touristique, diriez-vous que le Québec est plus ou moins intéressant que d'autres endroits dans le monde ?

## CHAPITRE 7

## ARTISTE REPRÉSENTANT MIEUX LE QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n=1000



Q.: Lequel de ces artistes représente le mieux le Québec de 2016 / le Québec de 1976 ?

## ARTISTES REPRÉSENTANT LE MIEUX LE QUÉBEC – TOP 3

Base : ensemble des répondants, n=1000

QUÉBEC D'AUJOURD'HUI (%)		RÉGION				SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC		HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
N=	TOTAL 1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
Céline Dion	35	37	31	32	32	37	34	36	34	30	55	
Guyaine Tremblay	12	11	11	15	8	17	12	11	14	15	4	
Martin Matte	11	8	15	14	13	10	16	14	6	14	3	
QUÉBEC DE 1976 (%)		RÉGION				SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC		HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
N=	TOTAL 1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
Yvon Deschamps	21	23	25	18	25	18	22	21	22	24	13	
Robert Charlebois	16	17	15	16	16	17	15	14	20	15	22	
Gilles Vigneault	16	13	19	18	16	16	16	12	19	17	12	

Q.: Lequel de ces artistes représente le mieux le Québec de 2016 / le Québec de 1976?

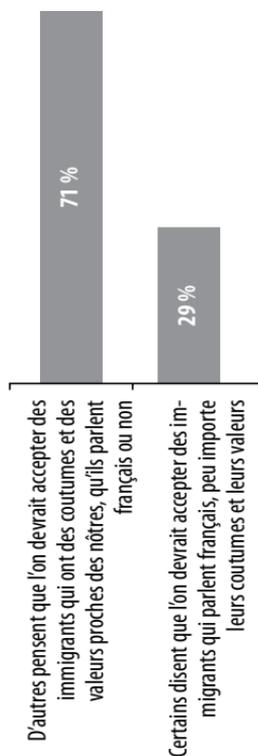
G4. LEQUEL DE CES ARTISTES REPRÉSENTE LE MIEUX LE QUÉBEC DE 2016 ?												
	TOT.	RÉGION			SEXE			ÂGE			LANGUE MARENTELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.	
Population :	6357	3050	628	2678	3087	3270	1715	2291	2350	5085	1271	
Échantillon :	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
Chi2 :	-	99.9			99.9		99.9			99.9		
Arcade Fire	6%	7%	4%	5%	8%	5%	9%	5%	5%	4%	13%	
Robert Lepage	7%	8%	14%	4%	6%	8%	1%	5%	14%	7%	7%	
Céline Dion	35%	37%	31%	32%	32%	37%	34%	36%	34%	30%	55%	
Martin Matte	11%	8%	15%	14%	13%	10%	16%	14%	6%	14%	3%	
Denis Arcand	5%	7%	6%	4%	5%	6%	2%	4%	9%	5%	6%	
Karine Vanasse	7%	6%	7%	8%	9%	5%	9%	8%	6%	8%	4%	
Claude Legault	8%	7%	9%	10%	10%	6%	8%	8%	8%	10%	2%	
Guyline Tremblay	12%	11%	11%	15%	8%	17%	12%	11%	14%	15%	4%	
Adib Alkhalidey	3%	4%	0%	2%	4%	2%	6%	2%	1%	3%	2%	
Julie Snyder	5%	4%	3%	6%	5%	5%	3%	8%	4%	5%	5%	

G5. LEQUEL DE CES ARTISTES REPRÉSENTE LE MIEUX LE QUÉBEC DE 1976 ?												
	TOT.	RÉGION			SEXE			ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.	
Population :	6357	3050	628	2678	3087	3270	1715	2291	2350	5085	1271	
Échantillon :	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
Chi2 :	-	99,9			99,9		99,9			99,9		
Robert Charlebois	16%	17%	15%	16%	16%	17%	15%	14%	20%	15%	22%	
Gilles Vigneault	16%	13%	19%	18%	16%	16%	16%	12%	19%	17%	12%	
Harmonium	6%	6%	5%	7%	5%	7%	8%	8%	4%	6%	8%	
Michel Tremblay	8%	10%	7%	6%	6%	10%	11%	6%	7%	6%	14%	
Diane Dufresne	3%	3%	3%	4%	3%	3%	2%	5%	2%	3%	5%	
Beau Dommage	10%	10%	9%	11%	10%	11%	7%	14%	9%	11%	8%	
Louise Forestier	1%	2%	0%	0%	1%	1%	3%	1%	0%	1%	3%	
Yvon Deschamps	21%	23%	25%	19%	25%	18%	22%	21%	22%	24%	13%	
Dominique Michel	5%	4%	6%	5%	5%	5%	5%	4%	5%	5%	2%	
Gilles Latulippe	6%	5%	5%	7%	7%	5%	6%	9%	3%	5%	8%	
Lise Payette	7%	7%	7%	7%	6%	7%	5%	6%	9%	7%	5%	

## CHAPITRE 8

### OPINION À L'ÉGARD DE L'IMMIGRATION AU QUÉBEC

Base : ensemble des répondants, n=1000

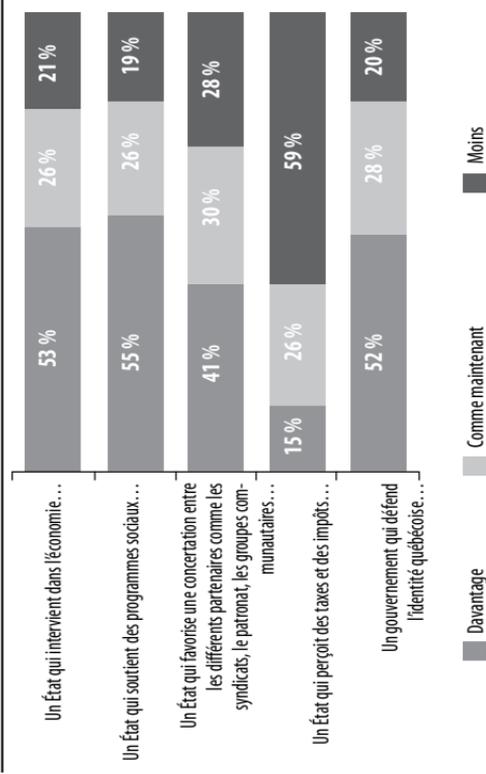


	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE		
	TOT.	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOM	FEM	18-34	35-54	55+	FRAN.	NON-FRAN.
Échantillon :	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
Certains disent que l'on devrait accepter des immigrants qui parlent français, peu importe leurs coutumes et leurs valeurs	29	30	32	28	34	25	39	32	20	31	23
D'autres pensent que l'on devrait accepter des immigrants qui ont des coutumes et des valeurs proches des nôtres, qu'ils parlent français ou non	71	70	68	72	66	75	61	68	80	69	77

## CHAPITRE 9

### L'ÉTAT ET LES QUÉBÉCOIS

Base 1000 répondants



Q.: Voici différents éléments qui caractérisent le modèle de gouvernement au Québec. Pour chacun d'eux, indiquez votre préférence :

## L'ÉTAT ET LES QUÉBÉCOIS

Base : ensemble des répondants, n=1000

UN ÉTAT QUI INTERVIENT DANS L'ÉCONOMIE		RÉGION			SEXES		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
(%)	TOTAL	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
	N=	1000									
	Davantage	53	47	55	52	54	52	52	54	54	49
	Moins	21	<b>31</b>	19	24	19	23	23	19	22	19
	Comme maintenant	26	21	26	24	27	25	25	27	<b>24</b>	<b>32</b>
UN ÉTAT QUI SOUTIEN DES PROGRAMMES SOCIAUX		RÉGION			SEXES		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
(%)	TOTAL	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
	N=	1000									
	Davantage	56	<b>45</b>	56	<b>49</b>	<b>60</b>	56	55	53	54	58
	Moins	19	24	18	<b>22</b>	<b>17</b>	23	19	17	19	18
	Comme maintenant	25	32	26	<b>30</b>	<b>23</b>	<b>21</b>	26	<b>30</b>	27	24

Q. : Voici différents éléments qui caractérisent le modèle de gouvernement au Québec. Pour chacun d'eux, indiquez votre préférence :

## L'ÉTAT ET LES QUÉBÉCOIS

Base : ensemble des répondants, n=1000

UN ÉTAT QUI FAVORISE UNE CONCERTATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES COMME LES SYNDICATS, LE PATRONAT, LES GROUPE COMMUNAUTAIRES...	RÉGION					SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	(%)	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO	
	TOTAL	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
	N=	1000										
Davantage		43	40	40	44	39	41	39	45	39	49	
Moins		27	36	28	29	27	26	32	27	30	21	
Comme maintenant		30	24	32	27	34	33	30	29	30	30	

UN ÉTAT QUI PERÇOIT DES TAXES ET DES IMPÔTS...	RÉGION					SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	(%)	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO	
	TOTAL	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176	
	N=	1000										
Davantage		18	13	13	16	14	16	14	15	14	21	
Moins		55	64	62	57	60	51	62	61	61	51	
Comme maintenant		28	23	25	26	26	33	23	24	26	28	

Q. : Voici différents éléments qui caractérisent le modèle de gouvernement au Québec. Pour chacun d'eux, indiquez votre préférence :

## L'ÉTAT ET LES QUÉBÉCOIS

Base : ensemble des répondants, n=1000

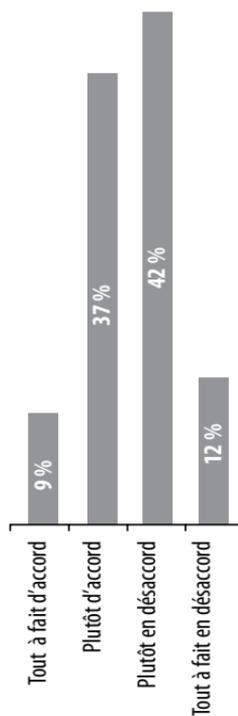
UN GOUVERNEMENT QUI DÉFEND L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE...	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
(%)										
N=	TOTAL 1000	498	215	287	529	231	387	382	824	176
Davantage	52	53	55	49	51	49	48	57	59	23
Moins	20	24	18	16	18	21	26	14	14	45
Comme maintenant	28	22	27	35	29	30	27	29	27	32

## CHAPITRE 10

### LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE L'ÉCONOMIE

Base : ensemble des répondants, n=1000

#### Les Québécois sont maîtres de leur économie...

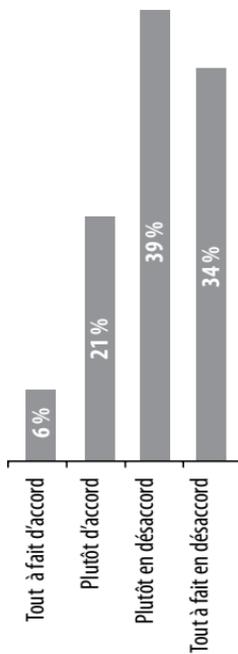


(%)	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
<b>TOTAL</b>	<b>498</b>	<b>215</b>	<b>287</b>	<b>471</b>	<b>529</b>	<b>231</b>	<b>387</b>	<b>382</b>	<b>824</b>	<b>176</b>
<b>N=</b>	<b>46</b>	<b>53</b>	<b>47</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>44</b>	<b>40</b>	<b>53</b>	<b>46</b>	<b>43</b>
Tout à fait d'accord	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>4</b>
Plutôt d'accord	<b>37</b>	<b>46</b>	<b>34</b>	<b>38</b>	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>44</b>	<b>36</b>	<b>39</b>
TOTAL D'ACCORD	<b>57</b>	<b>47</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>54</b>	<b>56</b>	<b>60</b>	<b>47</b>	<b>54</b>	<b>57</b>
Plutôt en désaccord	<b>44</b>	<b>37</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>41</b>	<b>43</b>	<b>38</b>
Tout à fait en désaccord	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>19</b>

Q. : Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant...

## LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE L'ÉCONOMIE

Base : ensemble des répondants, n=1000

*De façon à préserver les emplois des gens au pays, nous devons accepter des taux de pollution plus élevés à l'avenir*

(%)	TOTAL	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
N=	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
TOTAL D'ACCORD	27	27	28	27	34	21	40	28	17	27	27
Tout à fait d'accord	6	4	5	8	7	4	13	5	1	6	5
Plutôt d'accord	21	23	23	19	26	16	27	23	15	21	22
TOTAL D'ÉSACCORD	73	73	72	73	66	79	60	72	83	73	73
Plutôt en désaccord	39	35	43	43	39	39	33	40	42	40	35
Tout à fait en désaccord	34	38	29	31	27	40	26	32	41	33	38

Q. : Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant...

## CHAPITRE 11

## DOMAINES QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRIORISER

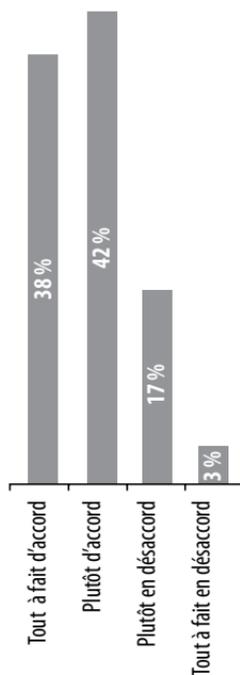
Base : ensemble des répondants, n=1000

	RÉGION		SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE		
	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
(% 1 <sup>re</sup> PRIORITÉ)	TOTAL	N=								
	1000									
Les soins de santé	36	33	36	28	43	32	36	38	36	35
L'éducation	19	18	19	20	18	24	18	16	20	17
La croissance économique et la création d'emplois au Québec	18	18	16	21	15	15	17	21	16	27
Les finances publiques et la dette	7	6	9	10	5	5	9	8	8	5
L'environnement	4	3	6	3	6	6	5	3	4	5
Les programmes sociaux	4	4	5	4	4	4	4	4	4	3
La défense du français	4	5	2	4	3	2	4	5	4	3
Les valeurs des Québécois	3	3	3	4	3	4	4	2	4	2
La souveraineté	2	2	2	3	1	4	2	2	3	2
La criminalité	2	2	2	3	1	4	2	1	2	1

Q. : Voici une liste de domaines dont le gouvernement pourrait décider (ou non) de s'occuper. Parmi ces domaines, quels sont les deux sujets qui sont le plus importants pour vous personnellement?

## LA PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS À L'ÉGARD DE L'ÉDUCATION

Base: ensemble des répondants, n=1000

*L'école ne valorise pas assez des valeurs comme l'autorité, la rigueur, la discipline et l'effort...*

	RÉGION				SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	TOTAL	MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
TOTAL D'ACCORD	80	79	84	81	83	78	67	80	91	83	69
Tout à fait d'accord	38	38	45	37	40	37	29	38	45	41	26
Plutôt d'accord	42	40	39	45	43	41	38	42	46	42	43
TOTAL D'ACCORD	20	21	16	19	17	22	33	20	9	17	31
Plutôt en désaccord	17	18	15	16	14	20	27	19	8	15	24
Tout à fait en désaccord	3	3	1	2	3	2	6	2	1	2	6

Q.: Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant...

## CONCLUSION

### INQUIÉTUDE DES QUÉBÉCOIS

Base : ensemble des répondants, n=1000

*Lorsque vous pensez à l'avenir du Québec, diriez-vous que vous êtes davantage inquiet(e) de...*



	TOTAL	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
N=	1000	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
Son déclin économique, c'est-à-dire que l'on s'appauvrit	57	57	56	58	54	60	59	57	57	52	80
Son déclin linguistique, c'est-à-dire que de moins en moins de Québécois parlent le français	26	27	25	25	28	23	27	26	25	31	6
Son déclin démographique dans le Canada, c'est-à-dire que la proportion de Québécois dans le Canada diminue	17	16	19	17	17	16	15	17	18	17	14

## FIERTÉ DES QUÉBÉCOIS - TRÈS + ASSEZ FIER

Base: ensemble des répondants, n=1000

	RÉGION		SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
	MTL RMR	QC RMR	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
(% TRÈS + ASSEZ FIER)	TOTAL								
N=	1000								
La beauté du territoire du Québec	96	95	95	96	92	94	99	95	96
Les artistes québécois qui ont du succès à l'étranger comme Céline Dion, Robert Lepage ou Arcade Fire	87	93	89	91	86	89	95	91	88
Les entreprises québécoises qui ont du succès international comme Bombardier ou le Cirque du Soleil	89	93	89	90	86	88	94	91	84
L'histoire et les traditions du Québec	81	84	83	87	78	81	94	88	71
Le fait d'être une nation française en Amérique	84	88	86	84	80	83	91	91	60
Les grands barrages électriques	84	85	89	80	77	80	93	85	79
La Charte des droits et libertés	75	71	71	78	71	75	76	75	72
Les valeurs d'ouverture et de la tolérance	73	69	74	71	74	70	74	75	64

Q. : Voici maintenant différents éléments qui peuvent vous rendre fier(e), ou non, d'être québécois(e). Pour chacun d'eux, dites-moi dans quelle mesure ils vous rendent fier(e) ?

## FIERTÉ DES QUÉBÉCOIS – TRÈS FIER SEULEMENT

Base : ensemble des répondants, n=1000

(% TRÈS FIER)	TOTAL 1000 N=	RÉGION			SEXE		ÂGE			LANGUE MATERNELLE	
		MTL RMR	QC RMR	RESTE DU QC	HOMME	FEMME	18-34	35-54	55+	FRANCO	NON- FRANCO
La beauté du territoire du Québec	58	498	215	287	471	529	231	387	382	824	176
Les artistes québécois qui ont du succès à l'étranger comme Céline Dion, Robert Lepage ou Arcade Fire	44	43	46	44	40	48	34	42	53	46	34
Les entreprises québécoises qui ont du succès international comme Bombardier ou le Cirque du Soleil	44	43	45	45	43	45	37	46	47	44	42
L'histoire et les traditions du Québec	31	28	38	33	28	33	28	30	34	33	22
Le fait d'être une nation française en Amérique	41	40	47	40	43	39	32	39	49	46	19
Les grands barrages électriques	33	33	35	33	42	25	25	33	40	34	31
La Charte des droits et libertés	25	28	28	22	24	27	22	30	23	25	29
Les valeurs d'ouverture et de la tolérance	23	25	20	22	20	26	24	25	21	22	27

Q. : Voici maintenant différents éléments qui peuvent vous rendre fier(e), ou non, d'être québécois(e). Pour chacun d'eux, dites-moi dans quelle mesure ils vous rendent fier(e) ?

## De 1976 à aujourd'hui Du rêve du grand soir au grand éclatement

Plus fragmenté socialement, démographiquement et politiquement qu'autrefois, le Québec vit aujourd'hui une période de grand éclatement. Des débats sur le modèle économique, sur l'identité et sur les politiques sociales divisent davantage l'opinion publique et remplacent peu à peu les étiquettes de Oui et de Non à l'indépendance. Le conflit étudiant de 2012 a par exemple marqué la socialisation politique des nouvelles générations, tout comme les grands débats constitutionnels et le rêve du grand soir l'avaient fait pour leurs aînés.

En s'appuyant sur des données nouvelles, les auteurs dessinent sans nostalgie un nouveau portrait du Québec contemporain. Ce portrait déboulonne certains mythes et nous projette résolument vers l'avenir.



**MARIE GRÉGOIRE** a été députée de Berthier à l'Assemblée nationale. Communicatrice engagée et informée, elle collabore à différentes émissions radiophoniques et télévisuelles.



**ÉRIC MONTIGNY** enseigne la science politique à l'Université Laval. Directeur exécutif de la Chaire sur la démocratie et les institutions parlementaires, il a notamment publié un ouvrage portant sur le Parti québécois.



Vétéran aguerri en matière d'opinion publique, **YOURI RIVEST** analyse la raison et les passions de la société québécoise et canadienne depuis près de 25 ans. Il est souvent sollicité par les médias pour expliquer les tendances sociales.

Photographie de couverture :  
Laurie Patry

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)

ISBN 978-2-7637-3141-4



9 782763 731414



Presses de  
l'Université  
Laval

Science politique